



# **Participation Electorale, Droit de Vote et Renouveau Militant :**

## **Actualité Politique en Banlieue**

Marine Schaefer

[marineschaefer@gmail.com](mailto:marineschaefer@gmail.com)



## **Introduction :**

Page 4

## **I – La participation électorale en ZUS : Observations et hypothèses :**

Page 13

### **A - Tour d’horizon sur les taux de participation électorale des 9 villes :**

Page 13

### **B – Exercices d’analyse des raisons de l’abstention en ZUS :**

Page 17

*1 ) Analyse macro : Les conditions socioéconomiques, variables réelles de l’abstention ?*

*2 ) Le niveau de « dépolitisation » : Analyse issue de l’enquête de terrain :*

*3) L’acte d’aller voter : Analyse du déclaratif :*

## **II - L’ancrage politique et idéologique en ZUS :**

Page 27

### **A – Les présidentielles de 2007 et 2012 : Analyse des choix électoraux partisans :**

Page 27

### **B – Le clivage Gauche/Droite : Analyse du déclaratif :**

Page 37

## **III - Entre renouveau politique, attentes et déceptions : Quelle évolution en banlieue ?**

Page 43

### **A – De la défiance généralisée aux attentes déçues : Monographie des contrariétés en ZUS :**

Page 43

*1 ) L’intégration sociale : Mesure de la place dans la société :*

*2 ) La défiance vis-à-vis du monde politique :*

*3 ) Mandat de Hollande : entre attentes et oppositions :*

### **B – Un renouveau politique en ZUS : Emergence de nouvelles réflexions et de nouveaux mouvements :**

Page 61

*1 ) Petits rappels historiques essentiels :*

*2 ) Force Citoyenne Populaire : De l’action directe de terrain à la mobilisation électorale de tous les sans-voix :*

*3 ) Le mouvement Affirmation : La revendication républicaine :*

*4 ) Le Parti des Indigènes de la République : Le « PIR est avenir » ?*

## **Conclusion**

Page 73

## **Participation Electorale, Droit de Vote et Renouveau Militant :**

### **Actualité Politique en Banlieue**

La présente étude a été réalisée de Février à Juin 2013. Elle a pour but de mettre à jour les connaissances actuelles vis-à-vis de la question politique en banlieue.

L'hypothèse initiale, à l'origine de l'enquête, fut celle-ci : dans quelle mesure l'engagement de campagne n°50 de François Hollande (droit de vote des étrangers extracommunautaires aux élections locales), une fois appliqué, constituerait un levier contre l'abstention en banlieue ? L'idée était que ce droit de vote pouvait faire effet boule de neige, et remobiliser de manière beaucoup plus large l'électorat français abstentionniste. L'étude s'est au final ouverte à de larges pans de réflexions. Pour comprendre les réalités diverses qui la compose, elle replace la question politique dans des horizons plus importants. Elle observe ainsi la réalité du vote en ZUS (abstention, orientation politique), les actuelles revendications issues du terrain (droit de vote des étrangers, entre autres), et les présentes mobilisations politiques.

#### **Présentation du panel étudié :**

Pour cette étude, 10 villes et leurs ZUS ont été abordées, principalement au travers d'une analyse de données électorales et d'une distribution de questionnaires. Il s'agit des villes de Chenôve (Côte d'Or), Rillieux la Pape (Rhône), Vaulx en Velin (Rhône), Saint Priest (Rhône), Echirolles (Isère), Clichy sous Bois ( Seine Saint Denis), Montreuil (Seine Saint Denis), Saint Denis (Seine Saint Denis), Sarcelles (Val d'Oise), Saint Michel sur Orge (Essonne).

Le choix du panel correspond à une méthodologie précise. Premièrement, toutes les villes sont ou ont été membres de l'association Ville et Banlieue (on note la récente désinscription de Saint Michel sur Orge). La composition du panel a été élaborée de manière à obtenir un ensemble relativement divers. Les couleurs politiques municipales sont variées (Parti Socialiste, Verts, Parti Communiste, UMP), les histoires locales sont différentes (mouvements de violence anciens ou plus récents, pas de mouvement de violence spécifique, initiatives locales politiques), les localisations géographiques, diverses, se rattachent à des agglomérations aux caractéristiques dissemblables (banlieues dijonnaise, lyonnaise, grenobloise et parisienne). Un regard spécifique a également été porté sur les situations économiques des ZUS étudiées, pour obtenir un panel socioéconomiquement divers. Quelques occurrences apparaissent : 3 villes sont issues de Seine Saint Denis, 5 villes sont de la banlieue parisienne, 5 villes sont de couleur PS), mais cela traduit également certaines occurrences propres aux ZUS françaises. Nous proposons ci-après un tableau récapitulatif des différentes caractéristiques des villes analysées.

Bien entendu, malgré leurs caractéristiques distinctes et diverses, les dix villes retenues ne représentent et ne peuvent représenter l'intégralité des nombreuses ZUS françaises. On retiendra donc que les résultats de l'étude, s'ils peuvent aider à la réflexion pour acquérir une portée plus générale, ne constituent des faits établis que pour les villes dûment étudiées.

Ville	Dept.	Agglo. de référence	Couleur politique municipale	Histoire et particularités locales	Taille de la/des ZUS	Revenu médian par udc de ZUS
<b>Chenôve</b>	Côte d'Or	Dijon : petite agglomération	Parti Socialiste		<b>ZUS Le Mail :</b> 9 155 hab.	11 685 €
<b>Rillieux la Pape</b>	Rhône	Lyon : grande agglomération	Parti Socialiste		<b>ZUS Ville Nouvelle :</b> 16 779 hab.	11 605 €
<b>Vaux en Velin</b>	Rhône	Lyon : grande agglomération	Parti Communiste	Mouvements de violence à la suite du décès de Thomas Claudio, 1990 Mouvement politique : Agora, 1990	<b>ZUS Cité Tase :</b> 2 061 hab. <b>ZUS Grappinière :</b> 24 558 hab.	11 750 € 9 190 €
<b>Saint Priest</b>	Rhône	Lyon : grande agglomération	Parti Socialiste		<b>ZUS Alpes Bellevue :</b> 1 776 hab. <b>ZUS Bel Air :</b> 10 451 hab.	11 601 € 13 091 €
<b>Echirolles</b>	Isère	Grenoble : agglomération moyenne	Parti Communiste	Décès de Kévin Noubissi et Sofiane Tardbit, 2012	<b>ZUS La Villeneuve :</b> 6 634 hab.	9 956 €
<b>Clichy sous Bois</b>	Seine Saint Denis	Paris : grande agglomération	Parti Socialiste	Mouvements de violence à la suite des décès de Bouna Traoré et Zyed Benna, 2005 Association : AC le Feu, 2005, et son corollaire le mouvement politique Affirmation	<b>ZUS Grand Ensemble :</b> 27 840 hab.	8 284 €
<b>Montreuil</b>	Seine Saint Denis	Paris : grande agglomération	Verts		<b>ZUS Montreau Ruffins :</b> 4 478 hab. <b>ZUS La Noue :</b> 6 429 hab. <b>ZUS Grands Pêcheurs Bel Air :</b> 8 422 hab.	11 784 € 13 030 € 7 458 €
<b>Saint Denis</b>	Seine Saint Denis	Paris : grande agglomération	Parti Communiste	Référendum sur le droit de vote des étrangers, 2006 Conseil consultatif des étrangers Mouvement politique : Parti des Indigènes de la République	<b>ZUS Les Francs Moisins Bel Air :</b> 9 351 hab. <b>ZUS Floréal Sausaie :</b> 5 968 hab. <b>ZUS Cité Allende :</b> 5 148 hab.	10 033 € 9 545 € 8 248 €
<b>Sarcelles</b>	Val d'Oise	Paris : grande agglomération	Parti Socialiste		<b>ZUS Chantepie Les Rosiers :</b> 5 416 hab. <b>ZUS Chardonnerettes :</b> 3 039 hab. <b>ZUS Lochères :</b> 41 897 hab.	11 607 € 13 675 € 10 697 €
<b>Saint Michel sur Orge</b>	Essone	Paris : grande agglomération	Union pour un Mouvement Populaire		<b>ZUS Bois des Roches :</b> 9 003 hab.	16 825 €

Pour pouvoir considérer avec plus d'hauteur le panel ainsi constitué, nous proposons au lecteur un classement socioéconomique des ZUS étudiées. Nous avons recueilli diverses données de 2009, issues de l'INSEE. En fonction de celles-ci, et suivant une pondération, nous établissons un classement de la ZUS la plus « dégradée » du panel (soit le numéro 1, rose foncé : ZUS Grands Pêcheurs-Bel Air à Montreuil) à la ZUS la plus « favorisée » (soit le numéro 16, vert foncé : ZUS Bois des Roches à Saint Michel sur Orge).

**Tableau et graphique 1 – Classement socioéconomique des ZUS du panel**

Détails des données INSEE comptabilisées dans le classement		Classement socioéconomique
<b>Données comptabilisées avec un coefficient 3 : Situation économique</b>		1 Grands Pêcheurs-Bel Air - MON
Revenu par unité de consommation médian 2009		2 Grand Ensemble* - CSB
Premier quartile du revenu par unité de consommation 2009		3 Cité Allende - SD
Part de la population à bas revenus 2009		4 La Villeneuve - ECH
Part des ménages concernés par une allocation chômage 2009		5 Floréal-Saussaie - SD
<b>Données comptabilisées avec un coefficient 2 : Données sociales</b>		6 Les Francs Moisis-Bel Air - SD
Indicateur de monoparentalité avec jeunes enfants fin 2009		7 Ville nouvelle - RLP
Part des ménages locataires fin 2009		8 Le Mail - CHE
Part des jeunes adultes sans diplôme de niveau au moins égal au baccalauréat début 2007		9 Lochères - SAR
Part des employés et ouvriers dans la population active occupée début 2007		10 Chantepie-Les Rosiers - SAR
<b>Données comptabilisées avec un coefficient 1 : Evolutions et dynamiques</b>		11 Montreau-Ruffin - MON
Evolution relative de la population des ménages de fin 2007 à fin 2009		12 Alpes Bienvenue - SP
Part des ménages installés depuis moins de 5 ans fin 2009		13 Bel Air - SP
Evolution relative du revenu par unité de consommation médian 2007-2009		14 Chardonnerettes - SAR
Evolution relative du premier quartile du revenu par unité de consommation 2007-2009		15 La Noue - MON
Evolution relative de la part de la population à bas revenus 2007-2009		16 Bois des Roches - SMSO
Evolution relative de la part des ménages concernés par une allocation chômage 2007-2009		

Après avoir présenté le panel, nous souhaitons détailler la méthodologie utilisée. Deux grands axes seront développés : la méthodologie propre à l'analyse des données électorales, et la méthodologie propre à l'enquête de terrain.

## 1 - Présentation de la méthodologie : Analyse des données électorales :

De manière à réinterroger certains savoirs vis-à-vis de l'acte électoral et de l'abstentionnisme en banlieue, une première partie de l'enquête a analysé les données électorales des 7 dernières élections françaises (hors cantonales). Cette analyse s'est fait sur les villes de Chenôve, Rillieux la Pape, Saint Priest, Echirolles, Clichy sous Bois, Montreuil, Saint Denis, Sarcelles et Saint Michel sur Orge (toutes les villes hormis Vaulx en Velin, à la suite d'imprévus dans le recueil des données).

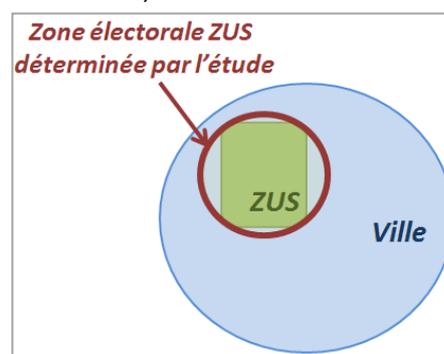
Les élections prises en compte sont les suivantes :

- Electons présidentielles de 2007, 1er et 2ème tour
- Electons législatives de 2007, 1er et 2ème tour
- Electons municipales de 2008, 1er et 2ème tour

Elections européennes de 2009  
 Elections régionales de 2010, 1er et 2ème tour  
 Elections législatives de 2012, 1er et 2ème tour  
 Elections présidentielles de 2012, 1er et 2ème tour

Pour chaque scrutin, l'étude a produit une moyenne des résultats électoraux de ZUS, puis a comparé ces moyennes avec les différentes villes et les circonscriptions de références. Cette analyse a rencontré une première difficulté : une base de données électorales portant sur les stricts territoires ZUS n'existe pas en tant que telle. Les découpages en bureaux de vote renvoient en réalité à des délimitations territoriales différentes de celles des délimitations ZUS. A ce titre, à l'aide d'une certaine méthodologie, nous avons produit ces données ZUS. A l'aide des cartes du découpage en bureaux de vote, des zones électorales ZUS ont été déterminées.

Ont été pris en compte les bureaux de vote qui renvoient à un électorat dont une partie au moins est résident de ZUS. Une précaution indispensable s'impose alors : puisque le choix a été fait de prendre en compte tous les bureaux de vote qui renvoient à tout ou partie d'une ZUS, les zones électorales ZUS déterminées sont un peu plus larges que les ZUS elles-mêmes. D'autres études sociologiques, dont celle de Braconnier Non-inscrits, mal-inscrits, abstentionnistes<sup>1</sup>, ont su élaborer une méthodologie plus précise, pour considérer strictement les territoires ZUS. Cependant, pour des questions de temporalité et de faisabilité, il n'a pas été possible de suivre la même méthodologie que la chercheuse. Notre enquête se base donc sur des zones schématiquement délimitées comme ci-contre :



Graphique 2 – Méthodologie : Zones électorales ZUS déterminées par l'étude

En fonction des différents redécoupages électoraux, les bureaux de vote retenus sont parfois changeants. Le détail de ceux-ci est présenté dans le tableau 3.

Tableau 3 – Bureaux de vote (BV) retenus dans les délimitations électorales ZUS :

Ville	ZUS	2007	2008	2009	2010	2012
Chenôve	Le Mail	BV : 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9	Pas de changement			
Rillieux la Pape	Ville Nouvelle	BV : 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16	Pas de changement			
Saint Priest	Alpes Bellevue	BV : 1, 2, 5	Pas de changement			BV : 1, 2, 3, 5
	Bel Air	BV : 10, 11, 12, 13, 14, 16, 28, 29	Pas de changement			BV : 10, 11, 12, 13, 14, 16, 22, 23
Echirolles	Villeneuve	BV : 15, 16, 17, 18	Pas de changement			
Clichy sous Bois	Grand Ensemble	BV : 1, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10	Pas de changement			
Montreuil	Montreau Ruffin	BV : 20, 21, 22, 23	BV : 26, 27, 28, 29	Pas de changement		
	La Noue	BV : 31, 34, 35, 36, 37, 38	BV : 38, 41, 42, 43, 44, 45	Pas de changement		

<sup>1</sup> Braconnier, Céline, *Non inscrits, mal-inscrits et abstentionnistes*, Paris : la Documentation française, 2007.

	Grands Pêcheurs Bel Air	BV : 16, 17, 19, 28, 29	BV : 22, 23, 25, 35, 36	Pas de changement	
Saint Denis	Les Francs Moisins Bel Air	BV : 17, 18, 19, 20	Pas de changement		Impossible à définir
	Floréal Saussaie	BV : 9, 10, 11, 12, 13	Pas de changement		BV : 12, 13, 14, 15
	Cité Allende	BV : 6, 7, 8	Pas de changement		BV : 8, 9, 10
Sarcelles	Chantepie Les Rosiers	BV : 4, 5, 9	Pas de changement		
	Chardonnerettes	BV : 8	Pas de changement		
	Lochères	BV : 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30	Pas de changement		
Saint Michel sur Orge	Bois des Roches	BV : 5, 6, 8, 9, 10, 11	Pas de changement		BV : 6, 7, 8, 9, 10, 13, 14

## 2 - Présentation de la méthodologie : Enquête de terrain :

Une enquête de terrain a également été réalisée sur 9 des 10 villes du panel : Chenôve, Rillieux la Pape, Vaulx en Velin, Saint Priest, Echirolles, Clichy sous Bois, Montreuil, Saint Denis et Sarcelles (toutes les villes hormis Saint Michel sur Orge, l'enquêtrice n'ayant pas reçu l'aval des responsables politiques locaux). Cette enquête de terrain s'est effectuée sur la base d'un questionnaire.

La méthodologie s'est construite ainsi : sur chacune des villes devaient s'effectuer trois rencontres du public résidant en ZUS. Il s'agissait de rencontrer dans chaque ville 30 personnes issues de trois publics différents :

- 10 personnes : Public Jeunes, de 18 à 30 ans. Souvent issu de la seconde génération, il s'agit d'un public possédant la nationalité française et donc le droit de vote. Il représente, pour partie, un public abstentionniste.
- 10 personnes : Public Adultes : parfois issu de la première génération de l'immigration, il s'agit pour certains d'un public étranger extra-communautaire, sans droit de vote.
- 10 personnes : Public Association : lui aussi parfois issu de la première génération de l'immigration, il représente une seconde partie d'étrangers extra-communautaires sans droit de vote. Engagé dans le milieu associatif, ce troisième public a été défini pour observer si l'intérêt à la politique était différent auprès d'un public investi localement.

Les différents publics ont été abordés par l'intermédiaire de structures locales, dont le choix a souvent été dicté en fonction des possibilités d'accueil sur le terrain. En découle un panel Jeunes rencontré dans des structures assez différentes d'une ville à l'autre, tandis que le panel Adultes a principalement été rencontré dans des centres sociaux. Le public Association a été abordé dans les locaux de différentes associations, de type association immigrée ou de soutien social.

Pour certaines villes, le nombre d'interrogés est inférieur à 30. Cela est dû à la faible présence de personnes, ou à certains refus de répondre au questionnaire. Ce type d'impondérables n'a pas pu être complètement évité. D'autres terrains n'ont pas pu être réalisés, à la suite de refus de la part de

certaines des responsables des structures, pour des raisons allant de la stricte impossibilité matérielle à la méfiance vis-à-vis d'un sujet si... politique. A ce titre, si l'objectif total était la réalisation de 27 terrains, c'est 18 terrains, détaillés si dessous, qui ont pu permettre de récupérer 151 questionnaires.

Chenôve – Côte d'Or :

Public Jeunes : MJC – 2 interrogés - Mai

Public Adultes : Centre social – Atelier cuisine – 2 interrogés - Mai

Public Association : Association arménienne – 8 interrogés – Mai

Rillieux la Pape – Rhône

Public Jeunes : Bas des tours – 11 interrogés - Mars

Public Adultes : Centre social – Cours FLE – 11 interrogés - Mars

Vaulx en Velin – Rhône

Public Jeunes : MJC – 10 interrogés - Mars

Public Adultes : Centre social – Parents cherchant leurs enfants – 10 interrogés - Mars

Saint Priest – Rhône

Public Jeunes : BJ – 4 interrogés - Mars

Echirolles – Isère

Public Jeunes : Structure sportive municipale – 3 interrogés - Mars

Public Adultes : Centre social – Atelier couture; Amicale des habitants – 10 interrogés - Mars

Public Association : Café des habitants – 11 interrogés

Clichy sous Bois – Seine Saint Denis

Public Jeunes : Forum Jobs d'Été – 13 interrogés - Avril

Public Adultes : Centre social – Comité citoyen : pas sous forme de questionnaire : entretien avec une habitante - Avril

Montreuil – Seine Saint Denis

Public Jeunes : BJ – 11 interrogés - Avril

Saint Denis – Seine Saint Denis

Public Jeunes : Service Jeunesse de la mairie – 10 interrogés - Avril

Public Association : Association Asafi – 10 interrogés - Avril

Sarcelles – Val d'Oise

Public Jeunes : MJC – 9 interrogés - Avril

Public Adultes : Centre social – Cours FLE – 16 interrogés

A ces 151 questionnaires il faut retrancher 13 questionnaires non valides. Notre étude s'appuie donc sur un panel de 138 questionnaires.

Le questionnaire distribué a été formalisé de manière à recueillir de nombreuses données. Certaines des questions mesurent les connaissances politiques « basiques », d'autres sont là pour mesurer l'avis à proprement parler des interrogés.

Le principal défaut du questionnaire réside dans sa longueur, et dans une certaine mesure, dans sa complexité. Des terrains se sont avérés plus difficiles que d'autres, notamment quand une partie importante des interrogés avaient du mal à manier l'écrit ou la langue française. Nous avons essayé de parer au mieux à ces difficultés, notamment en proposant d'écrire à la place des interrogés. L'outil questionnaire nous a en tout cas permis d'être légitime sur le terrain : il ne paraissait jamais saugrenu aux personnes de parler de politique, puisqu'un questionnaire était présent, et de fait, concrétisait la demande et l'étude présentée. Les enquêtes de terrain se sont ainsi toujours

extrêmement bien passées. Nous profitons d'ailleurs de cet encart pour remercier chaleureusement les employés et bénévoles des structures, ainsi bien sûr que tous les interrogés rencontrés.

**Graphiques 4 – Recto et verso du questionnaire distribué :**

<b>Questionnaire : Société</b>			
<b>1a - Vous avez entre :</b>			
<input type="checkbox"/>	18 et 25 ans	<input type="checkbox"/>	26 et 30 ans
<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	31 et 50 ans
<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	51 et +
<b>1b - Vous êtes :</b>			
<input type="checkbox"/>	Femme	<input type="checkbox"/>	Homme
<b>2 - Vous habitez : Indiquez ville ou quartier :</b> _____			
<b>3 - Vous êtes actuellement :</b>			
<input type="checkbox"/>	Etudiant, en formation	<input type="checkbox"/>	Au chômage
<input type="checkbox"/>	En emploi, CDD ou autres contrats de travail non CDI	<input type="checkbox"/>	En emploi, CDI
<input type="checkbox"/>	Père/Mère au foyer	<input type="checkbox"/>	Retraité
<input type="checkbox"/>	Autre : _____		
Si en emploi, dans quel secteur d'activité ? _____			
<b>4- Que pensez vous :</b>			
<b>a - Du système éducatif français ? (Ecole, orientation...) _____</b>			
_____			
<b>b - Du système d'accompagnement à l'emploi ? (Pôle Emploi, Mission Locale...) _____</b>			
_____			
<b>c - Du système judiciaire ? (Justice...) _____</b>			
_____			
<b>5 - A quoi vous fait penser le mot « Politique » ? _____</b>			
_____			
<b>6 - Connaissez vous :</b>			
<b>a -Le nom et le parti politique du président de la République ?</b>			
<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>	Oui. Si oui, _____
<b>b- Le nom et le parti politique du Premier ministre ?</b>			
<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>	Oui. Si oui, _____
<b>c- Le nom et le parti politique du maire de votre ville ?</b>			
<input type="checkbox"/>	Non	<input type="checkbox"/>	Oui. Si oui, _____
<b>7 a - Lors des élections présidentielles de 2012, quelle a été la ou les promesses de campagne de Hollande qui vous avait le plus séduit ?</b>			
_____			
<b>7 b - Lors des élections présidentielles de 2012, quelle a été la ou les promesses de campagne de Hollande que vous aviez le moins aimé ?</b>			
_____			
<b>8 - Que pensez vous des partis politiques suivants :</b>			
Europe Ecologie Les Verts ? _____			
Le Parti Socialiste ? _____			
Le Parti Communiste ? _____			

Le Parti de Gauche ? \_\_\_\_\_

Le NPA ? \_\_\_\_\_

Lutte Ouvrière ? \_\_\_\_\_

L'UMP ? \_\_\_\_\_

Le Front National ? \_\_\_\_\_

Autre parti à proposer ? \_\_\_\_\_

**9 - Connaissez vous : Cochez :**

<input type="checkbox"/> Le blog Bondyblog	<input type="checkbox"/> Le groupe de rap ZEP
<input type="checkbox"/> Le blog Etat d'exception	<input type="checkbox"/> SOS Racisme
<input type="checkbox"/> La Ligue des Droits de l'Homme (LDH)	<input type="checkbox"/> Europalistine
<input type="checkbox"/> Le site Les Mots Sont Importants (LMSI)	<input type="checkbox"/> Le collectif « Une Ecole Pour Tou-te-s »
<input type="checkbox"/> Le Collectif Contre l'Islamophobie en France (CCIF)	<input type="checkbox"/> Le Parti des Indigènes de la République (PIR)
<input type="checkbox"/> Le Forum Social des Quartiers Populaires (FSQP)	<input type="checkbox"/> AC Le Feu
<input type="checkbox"/> Force Citoyenne Populaire (FCP)	<input type="checkbox"/> DiverCités
<input type="checkbox"/> Le Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (MIB)	
<input type="checkbox"/> Le Conseil Représentatif des Associations Noires de France (CRAN)	
<input type="checkbox"/> Le Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés (GISTI)	

**10 - Où vous situez-vous personnellement dans le clivage gauche/droite ? Indiquez par une croix :**

Extrême Gauche	Gauche	Centre	Droite	Extrême Droite
----- -----	-----	-----	-----	-----

**11 - Quelles élections vous semblent les plus importantes ? Indiquez 1, 2, 3, 4, 5 selon l'ordre de préférence :**

N° \_\_\_\_ Elections municipales      N° \_\_\_\_ Elections régionales      N° \_\_\_\_ Elections présidentielles

N° \_\_\_\_ Elections européennes      N° \_\_\_\_ Elections législatives

**12 - Avez-vous le droit de vote ?**

Non       Oui

**a - Si oui, votez-vous :**

Jamais      Pour quelle(s) raison(s) ? \_\_\_\_\_

Rarement      Pour quelle(s) raison(s) ? \_\_\_\_\_

Quelques-fois      Pour quelle(s) raison(s) ? \_\_\_\_\_

Régulièrement      Pour quelle(s) raison(s) ? \_\_\_\_\_

A toutes les élections      Pour quelle(s) raison(s) ? \_\_\_\_\_

**b - Si oui, êtes-vous inscrit dans la ville où vous résidez ?**

Non       Oui

**13 - Remarques ou précisions :** \_\_\_\_\_

### **Présentation du panel Questionnaire :**

Au final, les 138 questionnaires recueillis se divisent ainsi :

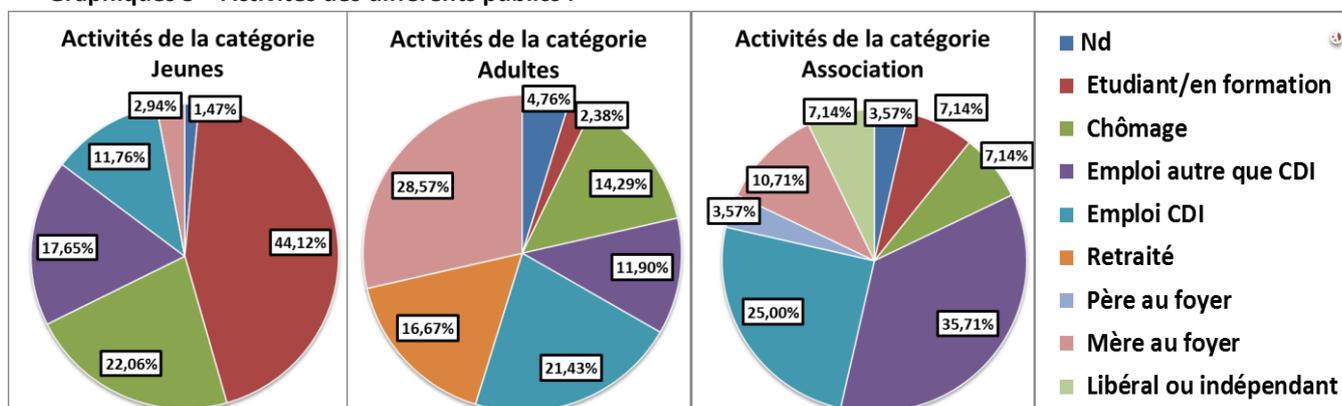
- 68 questionnaires pour le public Jeunes
- 42 questionnaires pour le public Adultes
- 28 questionnaires pour le public Association

On note une **prépondérance du genre féminin** (60,14% des interrogés), même si ce taux est variable en fonction des trois publics. La catégorie Jeunes représente une majorité d'hommes, quand la catégorie Adultes connaît essentiellement une représentation de femmes. Cela est dû à une certaine

séparation des genres, notamment dans les activités de groupes offertes par les centres sociaux, où ont été majoritairement rencontrés les interrogés du public Adultes.

Une autre caractéristique primordiale à aborder est la **catégorie socioprofessionnelle, voire la classe sociale des interrogés**. A la suite de la question 3, le panel révèle des différences entre les trois publics.

**Graphiques 5 – Activités des différents publics :**



**Le panel Jeunes offre un chiffre du chômage beaucoup plus élevé** que les deux autres catégories. Cependant, il s'élève à 22% et s'avère inférieur à certains chiffres du chômage en ZUS. A cela une réponse probable : outre le terrain de Rillieux la Pape ou Clichy sous Bois, les terrains d'enquête Jeunes se sont principalement déroulés dans les MJC ou les BIJ. Le public fréquentant ces structures est potentiellement plus favorisé, moins touché que d'autres types de public jeune. A contrario, le public rencontré au bas des tours, à Rillieux la Pape, représente un pourcentage de jeunes chômeurs bien plus élevé : 7 jeunes sur 10.

**Le panel de la catégorie Adultes renvoie lui à une prépondérance de mères au foyer.** Les terrains Adultes se sont principalement déroulés lors d'ateliers de centres sociaux, ateliers FLE, couture ou cuisine. Les terrains démontrent que ces ateliers sont fréquentés dans leur immense majorité par des femmes. **On note également 16,67% de retraités**, rencontrés notamment à Echirolles, lors de la réunion de personnes âgées à l'Amicale des habitants.

**Le panel Association est celui le plus favorisé en terme socio-économiques :** le taux d'emploi (CDI ou non CDI) atteint les 60,71% (alors qu'il n'est que de 29,41% pour le panel Jeunes et de 33,33% pour le panel Adultes). Il semble ainsi qu'il y ait une forte corrélation entre investissement dans une association et un niveau socio-économique relativement favorisé.

Enfin, une dernière caractéristique à souligner est **le nombre d'interrogés possédant le droit de vote**. Celui-ci est très différent en fonction des publics. On l'a dit, le public Jeunes est essentiellement issu de la seconde génération de l'immigration, et est donc pleinement français : seulement 1 personne sur 68 interrogés Jeunes déclare ne pas avoir le droit de vote. Le public Adultes représente un nombre de personnes n'ayant pas le droit de vote beaucoup plus important : 22 personnes sur 42 interrogés. Enfin, 3 interrogés sur les 28 du public Association déclarent ne pas avoir le droit de vote.

*Après avoir fait le point sur les différentes méthodologies qui s'appliquent, nous pouvons désormais présenter au lecteur les résultats issus de l'étude.*

## I – La participation électorale en ZUS : Observations et hypothèses

Ce premier chapitre a pour ambition d'analyser les données de l'abstention en ZUS. Quelles en sont les réalités, les dynamiques ? On comprend aisément que suivant les villes, les situations économiques, les types d'élections et les réalités politiques locales, l'abstention en ZUS ne prend pas les mêmes formes. Il s'agit alors de dresser un constat fin et précis des diverses tendances. Par la suite, nous chercherons à éprouver quelques hypothèses sur les raisons structurelles et conjoncturelles de cette abstention : dépolitisation, situations socioéconomiques, défiance généralisée seront autant de points soulevés dans nos questionnements.

### A - Tour d'horizon sur les taux de participation électorale des 9 villes :

Nous nous sommes intéressés aux taux de participation des 16 ZUS des 9 villes présentées dans l'introduction (Chenôve, Echirolles, Rillieux la Pape, Saint Priest, Saint Michel sur Orge, Clichy sous Bois, Montreuil, Saint Denis, Sarcelles), sur 7 élections définies (élections présidentielles de 2007 et 2012, élections législatives de 2007 et 2012, élections municipales de 2008, élections européennes de 2009, élections régionales de 2010).

De manière à apprécier les taux d'abstentions, nous nous référerons pour chaque election à trois taux comparables :

- le taux d'abstention de référence (cf tableau 6),
- le taux d'abstention moyen des villes étudiées,
- le taux d'abstention moyen des ZUS étudiées.

Le taux d'abstention de référence varie en fonction de l'élection. Exemple : Pour les élections présidentielles, qui sont des élections avec les mêmes candidats sur l'ensemble du territoire, il paraît logique de comparer le taux d'abstention moyen des ZUS étudiées avec le taux d'abstention national. Par contre, pour d'autres élections plus locales, il s'agit de comparer les ZUS avec leurs circonscriptions de référence. Ainsi, pour les élections législatives, nous comparons par exemple la ZUS Le Mail à Chenôve, à la circonscription à laquelle elle se rattache, soit la 3<sup>ème</sup> circonscription de Côte d'Or.

Tableau 6 - Récapitulatif des taux de participation de références :

	Présidentielles 2007 et 2012	Législatives 2007 et 2012	Municipales 2008	Européennes 2009	Régionales 2010
<b>Chenôve</b>	National	3 <sup>ème</sup> cir. de Côte d'Or	Chenôve	Circonscription Est	Bourgogne
<b>Echirolles</b>	<i>Idem</i>	2 <sup>ème</sup> cir. d'Isère	Echirolles	Circonscription Sud Est	Rhône Alpes
<b>Rillieux la Pape</b>	<i>Idem</i>	7 <sup>ème</sup> cir. du Rhône	Rillieux la Pape	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>

<b>Saint Priest</b>	<i>Idem</i>	13 <sup>ème</sup> cir. du Rhône pour les législatives de 2007 14 <sup>ème</sup> cir. du Rhône pour les législatives de 2012	Saint Priest	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
<b>Saint Michel sur Orge</b>	<i>Idem</i>	10 <sup>ème</sup> cir. d'Essonne	Saint Michel sur Orge	Circonscription Ile de France	Ile de France
<b>Clichy sous Bois</b>	<i>Idem</i>	12 <sup>ème</sup> cir. de Seine Saint Denis	Clichy sous Bois	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
<b>Montreuil</b>	<i>Idem</i>	7 <sup>ème</sup> cir. de Seine Saint Denis	Montreuil	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
<b>Saint Denis</b>	<i>Idem</i>	2 <sup>ème</sup> cir. de Seine Saint Denis	Saint Denis	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>
<b>Sarcelles</b>	<i>Idem</i>	7 <sup>ème</sup> cir. du Val d'Oise pour la ZUS Chantepie Rosières et une partie de la ZUS Lochères 8 <sup>ème</sup> cir. du Val d'Oise pour la ZUS Chardonnerettes et une partie de la ZUS Lochères	Sarcelles	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>

Le graphique 7 reporte pour toutes les élections le taux d'abstention moyen des ZUS (vert foncé et vert clair), puis le compare au taux d'abstention moyen des 9 villes (gris foncé et gris clair), ainsi qu'au taux d'abstention moyen des circonscriptions de référence (bleu foncé et bleu clair). Pour des raisons de lisibilité, nous ne proposons au lecteur que les pourcentages chiffrés des taux d'abstention moyens des ZUS ainsi que des circonscriptions de références.

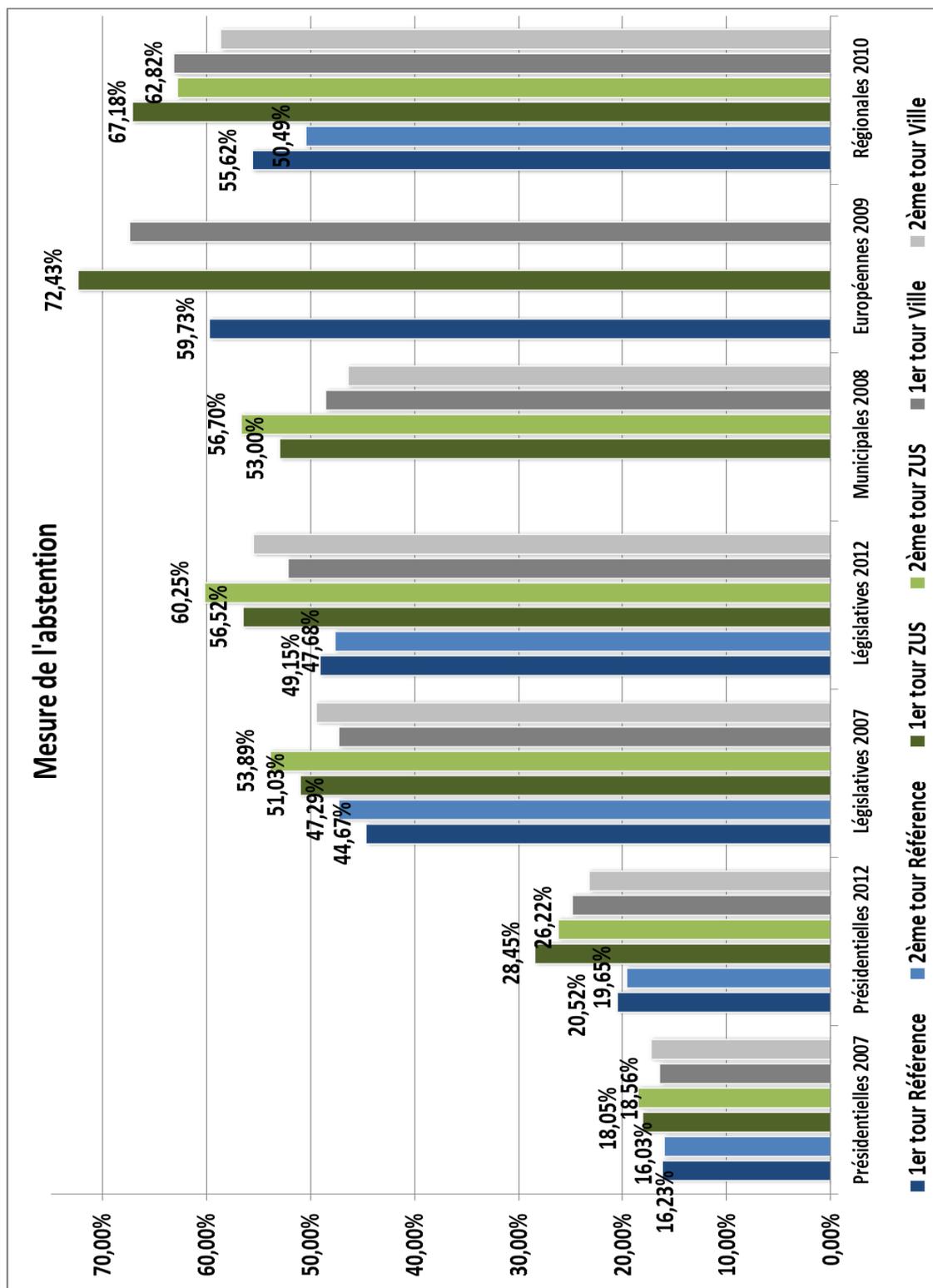
Plusieurs constats s'imposent. Nous voyons apparaître clairement que les taux d'abstention moyens des ZUS sont constamment plus élevés que les taux d'abstention moyens de référence : **l'abstention est systématiquement plus importante en ZUS**. Cependant, globalement, nous voyons que les différents taux d'abstentions suivent plus ou moins les mêmes dynamiques : quand les taux d'abstention moyens de référence sont forts, les taux d'abstention moyens des ZUS le sont également. **Les taux en ZUS amplifient donc une tendance abstentionniste déjà ancrée**. Nous rejoignons ici l'analyse des chercheurs Fauvelle-Aymar, François et Vornetti, qui déclarent en 2005 dans leurs travaux Les comportements électoraux dans ZUS aux présidentielles de 2002 ; Les électeurs des ZUS, des électeurs comme les autres<sup>2</sup> que **les électeurs de ZUS peuvent amplifier une dynamique abstentionniste, mais ne la créent jamais ex nihilo**.

La mesure des taux d'abstention moyens des villes se situent environ à mi-chemin entre les taux d'abstention moyens des ZUS et les taux d'abstention moyens de référence. Ce qui peut amener deux conclusions : les terrains communaux sont eux-mêmes sujets à l'abstention, ce qui renforcerait la démonstration faite plus haut que les territoires ZUS ne sont pas des territoires ex nihilo mais sont aussi et surtout les réceptacles de dynamiques locales. Dans une perspective inverse, ces forts taux d'abstention moyens des villes peuvent également être le reflet de l'impact des forts taux d'abstention des ZUS sur le taux d'abstention communal général.

<sup>2</sup> Fauvelle-Aymar, Christine ; François, Abel ; Vornetti, Patricia, *Les comportements électoraux dans les ZUS aux présidentielles de 2002, Les électeurs des ZUS, des électeurs comme les autres*, Laboratoire d'Economie Publique, Université Paris 1 – Sorbonne & ENST, 2005, 38p.

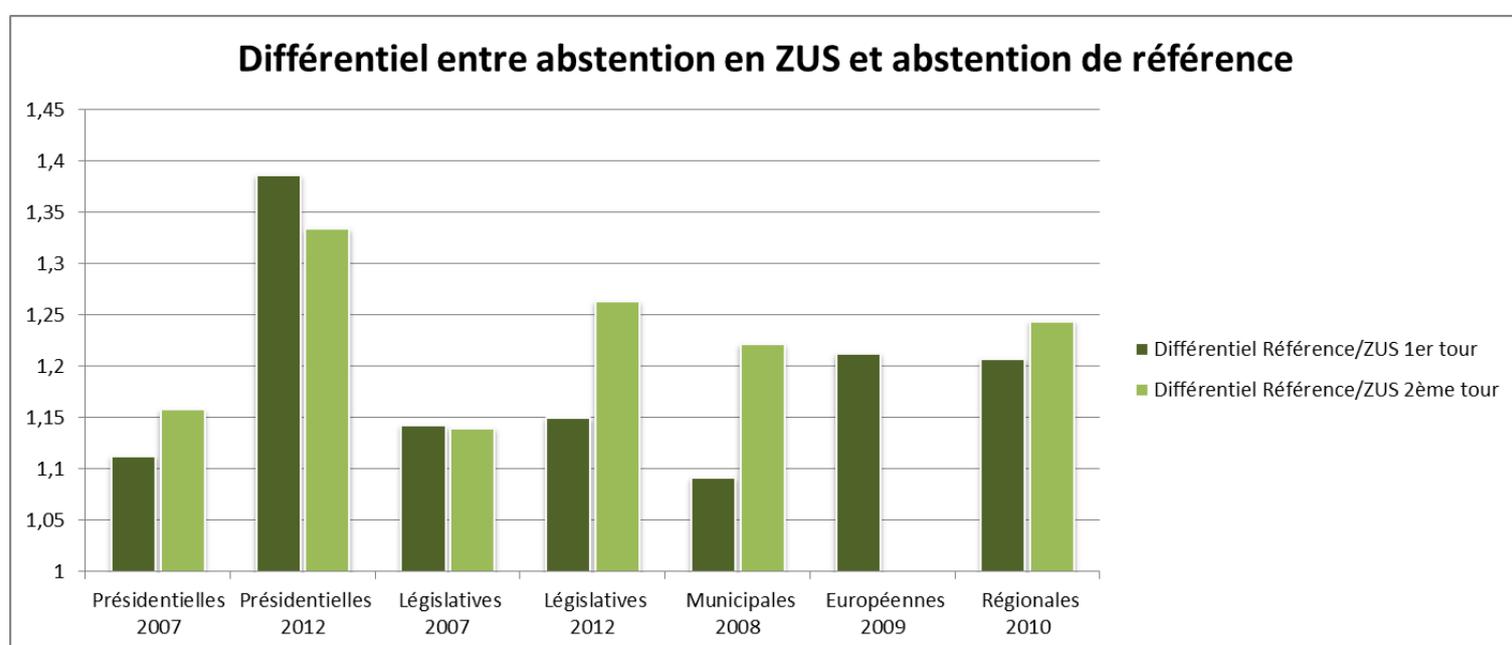
Si nous comparons les élections de 2007 et 2012, nous voyons que pour les présidentielles comme pour les législatives, **la tendance générale est à la hausse de l'abstention**. Ainsi, en observant la moyenne nationale, nous passons d'environ 16% d'abstention pour les deux tours des présidentielles de 2007 à un peu plus de 18% pour les deux tours des présidentielles de 2012. De même, quand les législatives de 2007 enregistraient environ 45% d'abstention sur les deux tours, la moyenne s'élève en 2012 à environ 52%. **Cette dynamique de la hausse de l'abstention se répercute dans des proportions plus importantes en ZUS.**

Graphique 7 – Mesure de l'abstention : Références, ZUS, Villes



L'une des données fondamentales de la comparaison réside dans la variation et l'élasticité. **Dans quelle mesure et pour quelles élections l'abstention « s'envole »-t-elle en banlieue ?** Selon les années et les élections, la différence entre le taux d'abstention moyen des ZUS et le taux d'abstention moyen de référence connaît de larges variations. Si l'on mesure ce différentiel pour toutes les élections, on s'aperçoit que la dynamique d'abstention s'amplifie plus ou moins largement en banlieue. Nous avons donc mesuré cette élasticité dans le graphique 8. On considère que 1 est le point neutre, où le taux d'abstention moyen des ZUS et le taux d'abstention moyens de référence sont égaux. Au-delà de 1, le taux d'abstention des ZUS est supérieur au taux de référence. Plus le chiffre constaté est important, plus le différentiel entre le taux d'abstention moyen en ZUS et le taux d'abstention moyen de référence est important.<sup>3</sup> Les barres vert foncé représentent les premiers tours des élections, les barres vert clair les deuxièmes tours.

**Graphique 8 – Mesure du différentiel entre les taux d'abstention moyens des ZUS et les taux d'abstention moyens de référence**



Les européennes de 2009 et les régionales de 2010, globalement peu prisées par les Français, enregistrent des écarts larges entre les deux taux d'abstention moyens, à plus de 1,2 de différence. On constate encore une fois que **plus l'abstention des circonscriptions de référence est importante, plus la dynamique d'abstention s'amplifie dans les ZUS.**

Nous observons également que les élections plus anciennes ont le différentiel le plus bas : entre 1,1 et 1,15 de différence pour les présidentielles de 2007 et les législatives de 2007. Il semblerait donc que l'abstention en ZUS de l'année 2007 était relativement calquée sur les résultats de référence<sup>4</sup>. Surprise en 2012 : l'écart entre l'abstention des ZUS et l'abstention de référence se creuse de manière très nette pour la présidentielle de 2012, allant jusqu'à une différence de presque 1,4 pour

<sup>3</sup> Le calcul est de cette nature : taux d'abstention moyen de ZUS/taux d'abstention moyen de référence.

<sup>4</sup> Bien sûr, cela ne préfigure pas des années encore antérieures : quelle était l'élasticité de l'abstention avant 2007 ? On pense notamment aux fameuses élections présidentielles de 2012.

le premier tour, puis de plus de 1,3 pour le second. Si cet effet se réduit lors du premier tour des élections législatives de la même année, il se redessine néanmoins lors du second tour. Comment expliquer cette nouvelle donnée abstentionniste ? **Un écart structurel, de plus en plus important, est-il en train de s'imposer en banlieue ? Est-ce une évolution inexorable, ou n'est-ce ici que le résultat de facteurs conjoncturels, propres à l'année 2012 ?**

D'après Braconnier et Dormagen dans leur ouvrage *La démocratie de l'abstention*<sup>5</sup>, **un des moteurs fondamentaux de la participation électorale est l'intensité médiatique**. Plus une élection ou un événement politique est « intense » médiatiquement (réurrence du sujet dans les médias, effets d'annonces, polémiques retentissantes, etc), plus l'abstention est limitée ou faible. Cette relation de cause à effet entre intensité médiatique et abstention est considérée par les deux chercheurs comme très influente en ZUS. Par rapport à notre graphique 8, on observe alors que les élections présidentielles de 2007, considérées comme étant d'une haute intensité médiatique, renvoient à un différentiel beaucoup plus faible que le différentiel des élections présidentielles de 2012, élections qui peuvent être considérées comme relativement plus faibles médiatiquement parlant. Dans cette perspective, la hausse de l'abstention et l'envolée de celle-ci dans les ZUS ne seraient donc pas totalement inéluctables : une élection intense médiatiquement pourrait permettre de casser quelque peu cette dynamique abstentionniste. Pourtant, toujours dans cette perspective, **toute baisse de l'abstention serait alors par définition momentanée, conjoncturelle, puisque liée à des considérations médiatiques, tandis qu'une abstention progressive se structurerait sur le long terme**. Se pose in fine la question potentiellement problématique d'une forte dépendance entre intensité médiatique et engagement électoral.

## **B – Exercices d'analyse des raisons de l'abstention en ZUS :**

Nous avons vu qu'une partie de l'abstention en ZUS dépend de deux facteurs externes : la dynamique abstentionniste générale et l'intensité médiatique. Pourtant, d'autres facteurs plus internes doivent être également étudiés. Nous avons souhaité faire le détail des différents taux d'abstention des ZUS étudiées. L'objectif est d'y lire des tendances, des dynamiques propres à certaines ZUS et pas à d'autres.

### *1 ) Analyse macro : Les conditions socioéconomiques, variables réelles de l'abstention ?*

Au vu de la littérature sociologique en matière électorale, il semble intuitif de penser que le niveau économique a une relation concrète sur le taux d'abstention. Comme l'a démontré Daniel Gaxie dans son ouvrage *Le cens caché*<sup>6</sup>, le milieu social et les conditions socioéconomiques impactent directement ou indirectement le niveau de politisation de l'individu. Si cette observation sociologique s'est faite sur le plan micro, la même hypothèse pourrait éventuellement signifier les mêmes résultats sur le plan macro. Y'aurait-il une relation directe entre participation électorale et niveau économique global ?

<sup>5</sup> Braconnier, Céline ; Dormagen, Jean-Yves, *La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris : Gallimard, 2007, 460 p., Folio Actuel.

<sup>6</sup> Gaxie, Daniel, *Le cens caché : inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris : Editions du seuil, 1978, 264p., Sociologie politique

Avant toute chose, nous devons marquer quelques éléments de définition. Tout au long de notre étude, nous comprenons le terme « politisation » comme étant le socle de connaissances du monde partisan, de l'actualité politique et du fonctionnement institutionnel que possède un individu. Ce socle de connaissances est doublé de l'intérêt à connaître ces informations, voire de la volonté à influencer sur son environnement par le biais de celles-ci. **In fine, plus un individu est politisé, plus il trouvera de l'intérêt (et un intérêt) à considérer l'acte électoral comme un acte politique significatif.** La politisation ne se traduit pas pour autant automatiquement par l'acte d'aller voter : on pense notamment à l'abstention politique, dans le courant anarchiste par exemple. Dans ce cas là également, c'est parce que l'acte électoral est entendu comme porteur de sens (faire le jeu des puissants, contribuer à l'illusion démocratique, etc) qu'il est rejeté.

Pour vérifier l'hypothèse de la corrélation entre situations économiques et taux de participation, nous avons repris le classement socioéconomique des 9 villes. La première colonne représente le classement socioéconomique, partant de la ZUS la plus défavorisée (rose foncé) à la plus favorisée (vert foncé). Les colonnes qui suivent présentent les taux d'abstention de chaque premier tour d'élections : soit 1 la ZUS la plus abstentionniste, soit 16 la ZUS la moins abstentionniste. On note qu'il n'a pas été possible de classer la ZUS Franc Moisin à Saint Denis pour les élections régionales de 2010 (changement de bureaux de vote non définis). Le panel ainsi étudié nous permet de reconsidérer le poids que prennent les conditions socioéconomiques sur le taux d'abstention.

**Tableaux 9 – Classement des villes en fonction des taux d'abstention :**

	Classement socioéconomique	Présidentielles 2007	Législatives 2007	Municipales 2008
1	Grands Pêcheurs-Bel Air - MON	1 Le Mail - CHE	1 Grand Ensemble* - CSB	1 Chardonnerettes - SAR
2	Grand Ensemble* - CSB	2 Lochères - SAR	2 Lochères - SAR	2 Les Francs Moisis-Bel Air - SD
3	Cité Allende - SD	3 Ville nouvelle - RLP	3 Les Francs Moisis-Bel Air - SD	3 Lochères - SAR
4	La Villeneuve - ECH	4 Les Francs Moisis-Bel Air - SD	4 Cité Allende - SD	4 Cité Allende - SD
5	Floréal-Saussaie - SD	5 Alpes Bienvenue - SP	5 Ville nouvelle - RLP	5 Floréal-Saussaie - SD
6	Les Francs Moisis-Bel Air - SD	6 Montreau-Ruffin - MON	6 Le Mail - CHE	6 Grand Ensemble* - CSB
7	Ville nouvelle - RLP	7 Cité Allende - SD	7 Alpes Bienvenue - SP	7 Ville nouvelle - RLP
8	Le Mail - CHE	8 Grands Pêcheurs-Bel Air - MON	8 Chardonnerettes - SAR	8 La Villeneuve - ECH
9	Lochères - SAR	9 Grand Ensemble* - CSB	9 La Villeneuve - ECH	9 Chantepie-Les Rosiers - SAR
10	Chantepie-Les Rosiers - SAR	10 Floréal-Saussaie - SD	10 Floréal-Saussaie - SD	10 Montreau-Ruffin - MON
11	Montreau-Ruffin - MON	11 La Noue - MON	11 Chantepie-Les Rosiers - SAR	11 Le Mail - CHE
12	Alpes Bienvenue - SP	12 La Villeneuve - ECH	12 Montreau-Ruffin - MON	12 Grands Pêcheurs-Bel Air - MON
13	Bel Air - SP	13 Bel Air - SP	13 Bel Air - SP	13 Alpes Bienvenue - SP
14	Chardonnerettes - SAR	14 Chardonnerettes - SAR	14 Grands Pêcheurs-Bel Air - MON	14 La Noue - MON
15	La Noue - MON	15 Chantepie-Les Rosiers - SAR	15 La Noue - MON	15 Bel Air - SP
16	Bois des Roches - SMSO	16 Bois des Roches - SMSO	16 Bois des Roches - SMSO	16 Bois des Roches - SMSO
	Européennes 2009	Régionales 2010	Présidentielles 2012	Législatives 2012
1	Grand Ensemble* - CSB	1 Grand Ensemble* - CSB	1 Floréal-Saussaie - SD	1 Lochères - SAR
2	Les Francs Moisis-Bel Air - SD	2 Lochères - SAR	2 Cité Allende - SD	2 Les Francs Moisis-Bel Air - SD
3	Lochères - SAR	3 Ville nouvelle - RLP	3 Les Francs Moisis-Bel Air - SD	3 Grand Ensemble* - CSB
4	Ville nouvelle - RLP	4 Chardonnerettes - SAR	4 Grand Ensemble* - CSB	4 Floréal-Saussaie - SD
5	Cité Allende - SD	5 La Villeneuve - ECH	5 Lochères - SAR	5 Cité Allende - SD
6	La Villeneuve - ECH	6 Alpes Bienvenue - SP	6 Montreau-Ruffin - MON	6 Alpes Bienvenue - SP
7	Chardonnerettes - SAR	7 Cité Allende - SD	7 Grands Pêcheurs-Bel Air - MON	7 Chantepie-Les Rosiers - SAR
8	Alpes Bienvenue - SP	8 Bel Air - SP	8 Le Mail - CHE	8 Ville nouvelle - RLP
9	Floréal-Saussaie - SD	9 Chantepie-Les Rosiers - SAR	9 Chantepie-Les Rosiers - SAR	9 La Villeneuve - ECH
10	Chantepie-Les Rosiers - SAR	10 Floréal-Saussaie - SD	10 Chardonnerettes - SAR	10 Le Mail - CHE
11	Bel Air - SP	11 Montreau-Ruffin - MON	11 Ville nouvelle - RLP	11 Chardonnerettes - SAR
12	Le Mail - CHE	12 Grands Pêcheurs-Bel Air - MON	12 La Noue - MON	12 Montreau-Ruffin - MON
13	Montreau-Ruffin - MON	13 Le Mail - CHE	13 La Villeneuve - ECH	13 Bel Air - SP
14	Grands Pêcheurs-Bel Air - MON	14 La Noue - MON	14 Bel Air - SP	14 Grands Pêcheurs-Bel Air - MON
15	La Noue - MON	15 Bois des Roches - SMSO	15 Alpes Bienvenue - SP	15 La Noue - MON
16	Bois des Roches - SMSO	(Manque Francs Moisis)	16 Bois des Roches - SMSO	16 Bois des Roches - SMSO

Plusieurs enseignements : pour toutes les élections, **les taux d'abstention les plus faibles sont ceux des ZUS les plus favorisées**. Quasi systématiquement, il s'agit de la ZUS de La Noue à Montreuil, et de la ZUS Bois des Roches à Saint Michel sur Orge. Les ZUS relativement favorisées de Saint Priest (ZUS Alpes Bienvenue et ZUS Bel Air) sont également largement représentées dans les taux d'abstention les plus faibles du panel. Pour autant, la relation inverse n'est pas exacte. S'il semble bien y avoir un lien entre taux d'abstention faibles et ZUS « favorisées », **les taux d'abstentions les plus forts ne sont pas forcément détenus par les ZUS les plus dégradées du panel**. La ZUS Grands Pêcheurs Bel Air à Montreuil en témoigne : pourtant positionnée comme la ZUS la plus dégradée du panel, elle fait à cinq reprises partie des cinq plus faibles taux d'abstention. En outre, si les taux d'abstention les plus bas du panel sont détenus par des ZUS « favorisées », toute ZUS « favorisée » ne signifie pas mécaniquement taux d'abstention faibles. En témoigne l'étrange parcours de la ZUS Chardonnerettes à Sarcelles, qui se retrouve par deux fois dans le peloton de tête abstentionniste.

D'autres enseignements apparaissent : les ZUS « moyennes » (Le Mail à Chenôve, Lochères à Sarcelles, Ville Nouvelle à Rillieux la Pape) sont très volatiles. La ZUS du Mail est un exemple frappant, puisque elle passe de première position (la plus abstentionniste) durant les présidentielles 2007 à une 13<sup>ème</sup> position (faiblement abstentionniste) pour les régionales 2010.

Après cette analyse, un constat s'impose : **les faibles taux d'abstention correspondent souvent à des territoires relativement favorisés. Pour les autres taux d'abstention, si une partie s'explique effectivement par une relation indirecte aux différentes situations socioéconomiques, ils sont largement et surtout dépendants d'autres facteurs.**

## *2 ) Le niveau de « dépolitisation » : Analyse issue de l'enquête de terrain*

Les raisons économiques offrent donc une analyse partielle. La piste de la politisation mérite désormais d'être creusée par d'autres aspects, cette fois issus de l'enquête de terrain. Quel est le niveau de politisation ou de « dépolitisation » des interrogés ?

En lieu et place du mot « dépolitisation », bien que fortement utilisé par de nombreuses études sur l'abstention, nous préférons les notions de « non politisation », « politisation a minima », ou de « politisation non institutionnelle » voire « alternative ». En effet, le « dé » de dépolitisation peut faire entendre qu'il s'agit d'un processus de long terme, faisant passer un individu ou un groupe social de « politisé » à « moins politisé ». Cela sous-entend alors que, par le passé, le groupe social en question avait un niveau de politisation plus « optimal ». Rien n'est moins sûr : en quoi les habitants de ZUS d'il y a 50 ans étaient réellement plus politisés ? Si l'on met de côté l'image d'Epinal de l'ouvrier communiste éclairé, on peut légitimement se demander si le terme « dépolitisation » n'est pas un abus de langage. Comme cela est décrit plus loin dans l'étude, une certaine forme de connaissance et de revendication politiques existe bel et bien dans les ZUS, mais ces formes politiques ou politisées ne correspondent pas forcément à la politique dite partisane ou institutionnelle. Dans notre enquête de terrain, nous avons souhaité, dans un premier temps, mesurer la politisation institutionnelle en observant le niveau de connaissances dites « basiques ».

## Analyse des connaissances basiques de la politique partisane et institutionnelle :

### 6 - Connaissez vous :

- Le nom et le parti politique du président de la République ?
- Le nom et le parti politique du Premier ministre ?
- Le nom et le parti politique du maire de votre ville ?

Dans le traitement analytique des questionnaires, les réponses ont été classées en 4 catégories :

- La personne ne connaît ni le nom ni le parti politique
- La personne connaît seulement le nom
- La personne connaît seulement le parti ou la tendance politique (Ex : pour la présidence de la République, la mention de la tendance politique « Gauche » est considérée comme suffisante)
- La personne connaît le nom et le parti ou tendance politique

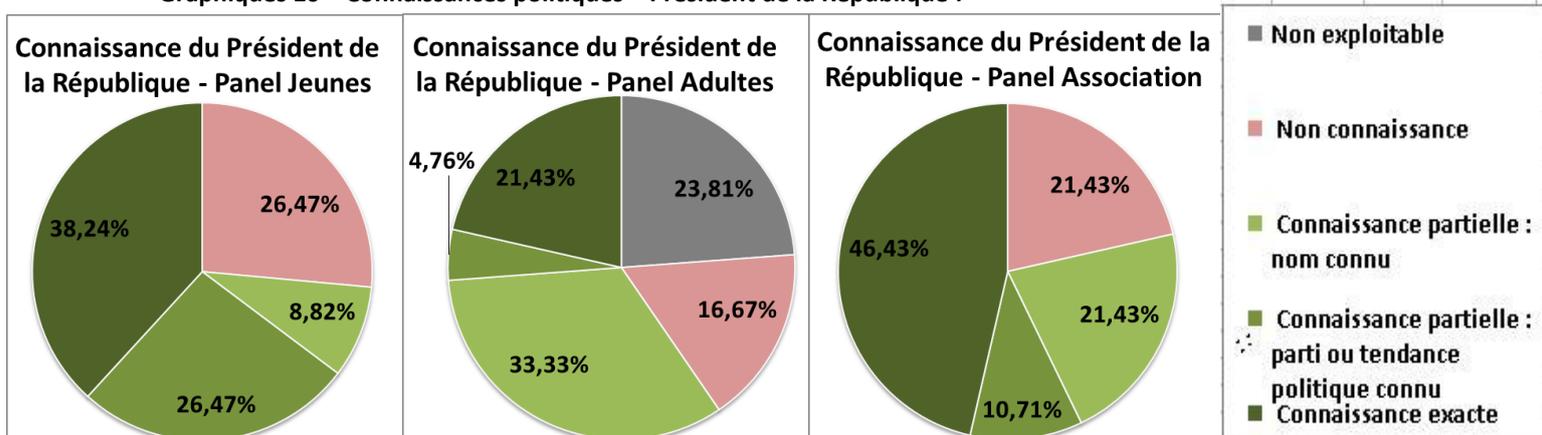
### Biais possibles de l'analyse :

Certains interrogés ont indiqué connaître les réponses sans pour autant les inscrire, ou en les inscrivant partiellement. Ceux-ci ont été considérés comme ne connaissant pas, ou partiellement, les réponses.

Certains interrogés ont échangé des réponses avec d'autres personnes présentes. Cependant, dans la grande majorité des terrains, il a été possible de vérifier sur place le déroulement des questionnaires, et donc de limiter ces effets externes.

Une partie du panel Adultes ayant répondu à la question 6 n'a pas été pris en compte. Sur un terrain ayant pris place à Sarcelles, dans un cours FLE, la professeure indiquait au tableau l'orthographe des noms et partis politiques à écrire... dévoilant ainsi les réponses. Nous avons jugé que la prise en compte de ces réponses fausserait le résultat : elles ont été catégorisées dans « Non exploitable ». Les personnes rencontrées lors de ce terrain semblaient très faiblement politisées : la part « Non connaissance » du panel Adultes est donc potentiellement plus forte que celle présentée.

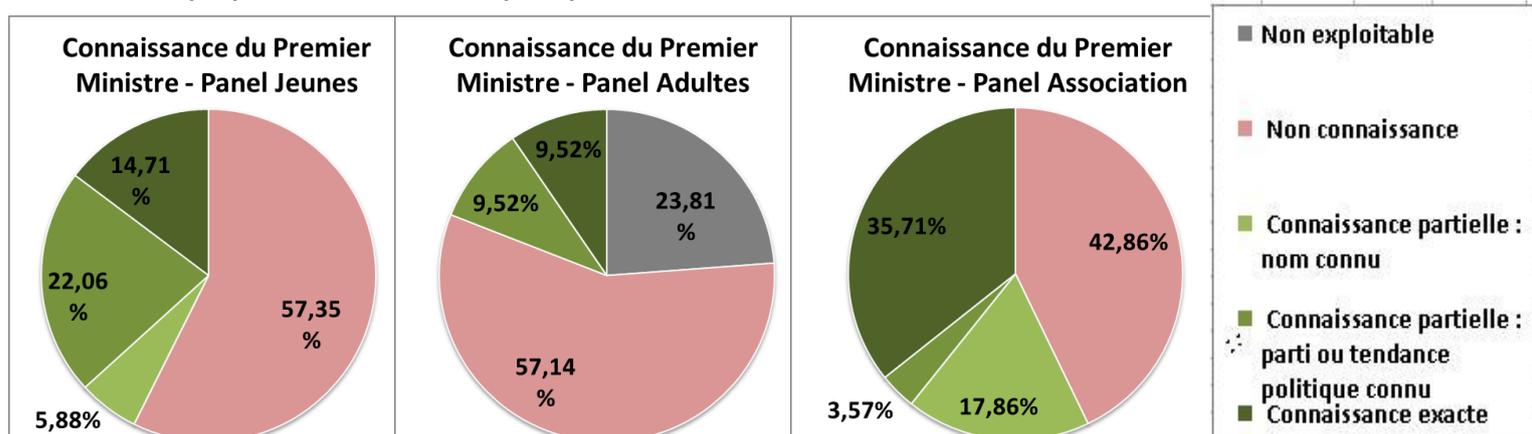
Graphiques 10 – Connaissances politiques – Président de la République :



Comme expliqué dans l'encart bleu, concernant le Président de la République, la part « Non connaissance » du panel Adultes est potentiellement plus forte (16,67% de « Non connaissance » + 23,81% de « Non exploitable » = jusqu'à 40,48%). De manière significative, c'est d'ailleurs dans le panel Adultes que la part de « Connaissance exacte » est la plus faible (21,43% contre plus du double pour le panel Association).

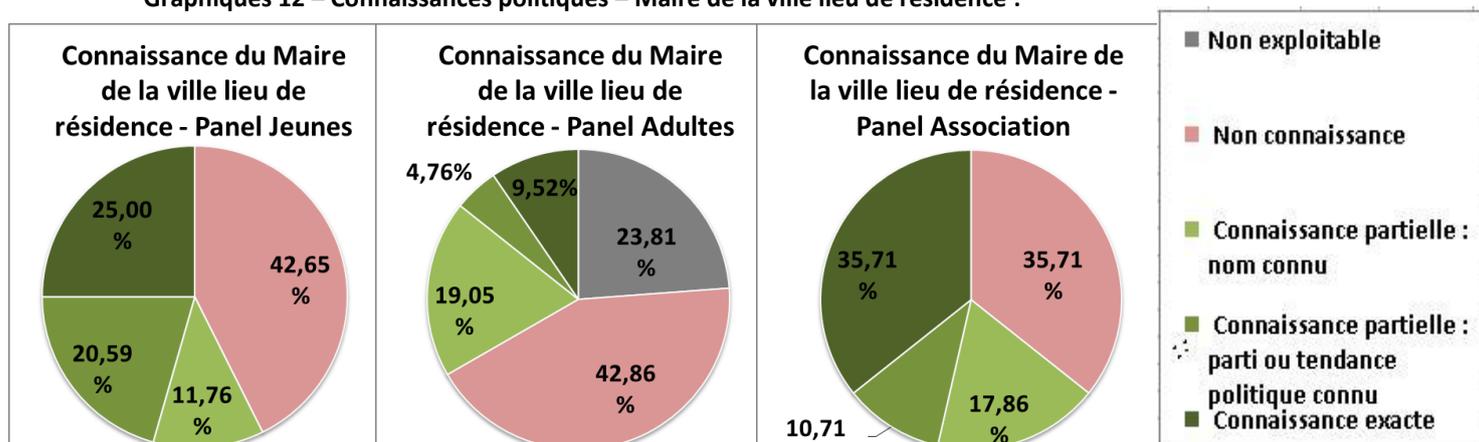
On remarque également que près d'un tiers des interrogés du panel Jeunes ne connaissent ni le nom, ni le parti ou tendance politique du président de la République. Cependant, le parti ou tendance politique (« Socialiste », « PS », « Gauche ») semble plus connu que le nom (« Hollande » ; « François Hollande » ; toutes les fautes d'orthographe ont été admises). La part « Connaissance partielle : parti ou tendance politique connu » est ainsi de 26,47%, contre 8,82% pour la part « Connaissance partielle : nom connu ». Cette proportion s'inverse pour les deux autres panels : pour les publics Adultes et Association, le nom semble plus connu que le parti ou la tendance politique.

**Graphiques 11 – Connaissances politiques – Premier Ministre :**



Concernant la connaissance du nom et parti ou tendance politique du Premier Ministre, le niveau est beaucoup plus bas. Seulement 14,71% des interrogés du panel Jeunes connaissent le nom et la tendance politique du Premier Ministre, 9,52% des interrogés Adultes, et 35,71% du panel Association. Ici aussi, le panel Association possède un niveau de connaissances politiques plus important. On note encore également la proportion du panel Jeunes à mieux connaître la tendance politique que le nom, au contraire des deux autres panels.

**Graphiques 12 – Connaissances politiques – Maire de la ville lieu de résidence :**



Enfin, le niveau de connaissances concernant le maire de la ville renvoie à des taux différents, mais à des dynamiques relativement identiques. Ainsi, c'est encore une fois le panel Adultes qui possède le taux de « Connaissance exacte » le plus faible, avec moins de 10%. Un quart du panel Jeunes est capable de citer le nom et la tendance politique du maire, quand il s'agit d'un peu plus d'un tiers

pour le panel Association. Encore une fois, le panel Jeunes est plus apte à citer le courant politique que le nom de l' élu. Concernant le niveau de connaissance, exacte ou partielle du panel Association, il est un peu plus élevé que celui de la question du Premier Ministre (42,86% de non connaissance pour le Premier Ministre, 35,71% pour le Maire). Pourtant, on aurait pu s'attendre à un niveau de connaissance plus élevé, puisque les personnes engagées dans le milieu associatif ont souvent à traiter avec les responsables et élus locaux. Le niveau de connaissances « basiques » semble donc très faible, spécifiquement en ce qui concerne le panel Adultes. **Cette donnée n'est pas propre à relancer une participation électorale massive dans les quartiers ZUS.**

Une autre mesure du niveau de connaissance politique « basique » peut être faite, via les partis politiques. A été regardée la proportion dans laquelle les différents partis politiques proposés (voir tableau 13) ont suscité une réaction.

La question 8 du questionnaire propose une liste de partis politiques, et demande l'avis de l'interrogé :

8 - *Que pensez vous des partis politiques suivants :*

- *Europe Ecologie Les Verts*
- *Le Parti Socialiste*
- *Le Parti Communiste*
- *Le Parti de Gauche*
- *Le NPA*
- *Lutte Ouvrière*
- *L'UMP*
- *Le Front National*
- *Autre parti à proposer ?*

L'omission (involontaire) du parti politique Modem est à noter.

Dans les résultats présentés, plusieurs précautions sont à prendre en compte. Les taux de « Pas d'avis » correspondent à deux ensembles : le taux de « non réponse » (encart laissé vide) et le taux de « mention écrite de non connaissance » (il est indiqué à l'écrit « Je ne connais pas » par exemple). L'enquête de terrain a pu observer que, dans l'immense majorité des cas, les « non réponses » étaient dictées par la méconnaissance ou la non connaissance du parti proposé (une réflexion du type « Je laisse un blanc, parce que je ne connais pas »). Le taux de « Pas d'avis », représente donc, dans une certaine mesure, la part des interrogés ne connaissant pas le parti politique donné. Malgré tout, on considère que l'interrogé a pu également apposer une « non réponse » pour des motifs très divers (pressé de terminer le questionnaire, rejet du parti politique proposé, etc).

**Tableau 13 – Connaissances politiques – Non réaction face aux partis politiques :**

Part des « Pas d'avis »	Panel Jeunes	Panel Adultes	Panel Association	Moyenne des trois panels
EELV	64,71%	76,19%	57,14%	66,67%
PS	60,29%	<b>64,29%</b>	<b>53,57%</b>	60,14%
PC	72,06%	69,05%	57,14%	68,12%
PG	69,12%	<b>85,71%</b>	64,29%	73,19%
NPA	<b>86,76%</b>	<b>85,71%</b>	<b>78,57%</b>	<b>84,78%</b>

<b>LO</b>	82,35%	78,57%	75%	79,71%
<b>UMP</b>	66,18%	85,71%	67,86%	72,46%
<b>FN</b>	<b>50%</b>	71,43%	58,33%	<b>57,97%</b>

De manière générale, on peut s'étonner du peu de « réactivité » des interrogés face aux partis politiques proposés. Certains biais, issus du questionnaire, sont à prendre en compte. L'effet liste, qui propose de nombreux noms de partis, est relativement fastidieux, et peut entraîner une lassitude des interrogés pressés, mais aussi et surtout un découragement des interrogés maniant avec difficulté la langue française. Répondre à tous les encarts peut en effet demander des heures de travail pour les plus faibles en langue. Un certain nombre d'interrogés a donc préféré délaissé cette partie du questionnaire. Malheureusement, des entretiens avec ces personnes à l'oral, qui auraient pu parer à cette difficulté, n'ont pas été possibles (manque de temps, enregistrement au dictaphone potentiellement moins accepté que l'outil questionnaire, etc). Malgré cette réflexion, des tendances de fond sont perceptibles.

**Les partis politiques faisant le plus réagir les interrogés sont majoritairement le PS, le FN, ainsi que le PC en ce qui concerne les panels Adultes et Associations.** Le parti faisant le moins réagir les interrogés est le NPA, suivi de très près par LO en ce qui concerne le panel Jeunes, ou du PG en ce qui concerne le panel Adultes.

Le panel Association renvoie à des parts « Pas d'avis » beaucoup moins fortes que celles des deux autres panels. A ce titre, comme pour la question 6 (connaissance du président), c'est bien le panel Association qui semble le plus politisé (en termes de connaissances partisans et institutionnelles). On note cependant une forte réaction du panel Jeunes face au parti FN : un interrogé Jeunes sur deux a exprimé une opinion dans l'encart destiné au Front National, proportion assez éloignée de celle du panel Adultes (un peu plus de 1 sur 4), voire même du panel Association (42,03% ont réagi).

La nature des réactions (positives, négatives, etc...) sur les partis politiques est proposée un peu plus loin dans l'étude, mais nous pouvons d'ors et déjà constater que **les partis d'extrême gauche, à faible intensité médiatique (NPA, LO), semblent relativement peu connus du public ZUS.** Le PS, qui possède une parole politique plus médiatique, est connu par un minimum de 39,86% des interrogés (moyenne des trois panels). De l'autre côté de l'échiquier politique, **le FN, dont les dires, souvent polémiques, sont largement médiatisés, se révèle être le parti suscitant le plus de réactions, et semble donc le parti le plus connu par les interrogés : 42,03% (moyenne des trois panels).** La nature même des propos du FN, parfois vus comme xénophobes, racistes ou islamophobes, est aussi propre à toucher plus directement la population ZUS, souvent d'origine maghrébine ou noire. La réaction du panel Jeunes, et souvent la violence dans ses propos, confirme que c'est bien l'inclination extrémiste ou « borderline » du parti qui déclenche les réactions.

Enfin, l'observation de terrain a permis de découvrir que certaines réponses des interrogés étaient directement liées à ce que nous appelons « **l'effet mot** ». Ainsi, le Parti de Gauche, qui possède le mot « Gauche » dans son nom, a souvent suscité des réactions positives, notamment de la part du panel Jeunes, alors même, après vérification, qu'une partie des interrogés ne connaissaient pas, même a minima, le parti. Le même effet a été observé avec le parti Lutte Ouvrière au sein du panel Adultes : le nom a ici aussi suscité des réactions enthousiastes, sans qu'il soit ici réellement possible de mesurer combien d'interrogés connaissaient réellement le parti.

### 3) L'acte d'aller voter : Analyse du déclaratif :

La perception et la signification de l'acte d'aller voter sont également une donnée intéressante pour comprendre l'abstention. A été posée comme question, pour les personnes ayant le droit de vote, si elles votaient, à quelle fréquence, et pourquoi (question 12 du questionnaire).

Les résultats obtenus ne renseignent pas sur l'abstention à proprement parler : tel individu abstentionniste peut se déclarer électeur régulier, même si cela ne correspond pas à la stricte réalité, comme l'ont souligné Braconnier et Domargen dans leur ouvrage *La démocratie de l'abstention*<sup>7</sup>. Un individu peut par exemple honnêtement se déclarer électeur régulier, tout en étant en vérité largement abstentionniste, dans le cas où il n'est pas informé, ou n'a pas retenu l'information, de la tenue de certains scrutins (voir encadré ci-contre, où l'on aperçoit un manque d'information ou de connaissances flagrant). En outre, l'interrogé peut percevoir la question comme potentiellement moralisatrice, puisqu'il est ici question d'un acte souvent considéré comme relevant du « devoir citoyen ». Dans ce cas, l'individu peut être enclin à « gonfler », consciemment ou inconsciemment, le niveau de la régularité de ses votes. Enfin, plus simplement, une mémoire défaillante, ou l'ancienneté d'un scrutin, auquel l'interrogé n'avait pas accordé une importance spécifique, peut amener l'interrogé à répondre plus ou moins inexactement.

Lors des enquêtes de terrain, un entretien a été fait avec une jeune femme habitante de Clichy sous Bois, à l'occasion d'un café citoyen au centre social l'Orange Bleue.

Ici, la jeune femme est appelée J. Marine est l'enquêtrice AMVBF. Mme Mi est l'une des responsables du centre social.

*Marine* : Vous vous déplacez à toutes les élections ?

*J* : Euh, c'est-à-dire ? Nan, enfin, quoi, c'est quoi les...

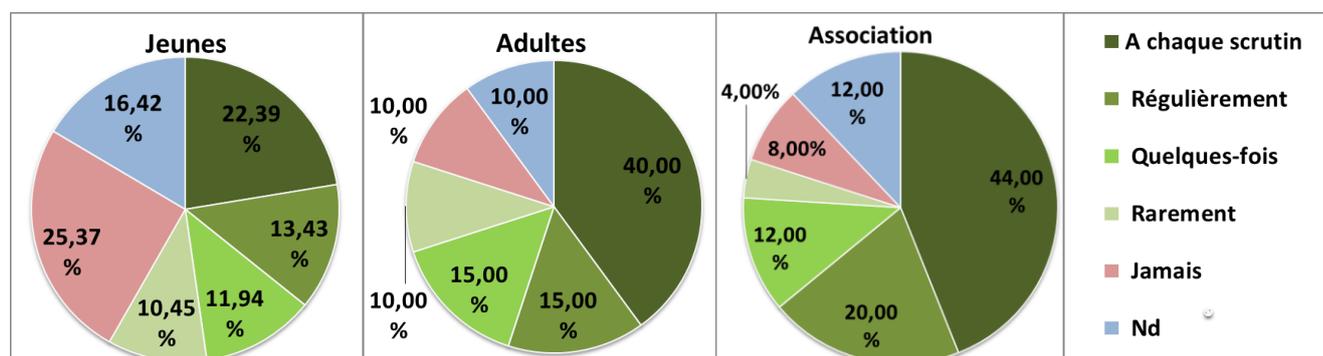
*Mme Mi* : C'est quelles élections ?

*J* : Bah oui, y'en a quoi d'autres à part....

Moi je connais les présidentielles, les municipales, et puis voilà, ça s'arrête là, non ? ... [Rires]

Ceci étant dit, le déclaratif nous permet d'apercevoir les perceptions et les représentations suscitées par l'acte électoral.

Graphiques 14 – Déclaratif – L'acte électoral :



Le panel Jeunes présente deux caractéristiques principales : c'est le panel le plus enclin à se déclarer non votant (25,37%), et c'est également le panel le plus enclin à ne pas répondre à la question. Cela ne doit pas cacher une réalité plus complexe : 41,18% des Jeunes ayant répondu ne jamais

<sup>7</sup> Braconnier, Céline ; Dormagen, Jean-Yves, *La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris : Gallimard, 2007, 460 p., Folio Actuel.

voter disent qu'en réalité ils viennent seulement d'acquiescer le droit de vote (jeunes majeurs) : c'est au titre de leur trop jeune âge que ces interrogés se placent dans la catégorie « Jamais ». 11,76% des autres interrogés Jeunes ayant répondu ne jamais voter déclarent être sous le coup d'une procédure d'interdiction des droits civiques : ils n'ont donc plus, actuellement, la possibilité d'exercer leur droit de vote. Pour considérer les « réels abstentionnistes », ces deux parts sont à retrancher. C'est donc « seulement » 47,06 % de la catégorie Jamais qui fait le choix de ne pas aller voter. Ces 47,06% représentent 11,76% de l'ensemble du panel Jeunes. Ces 11,76% expliquent leur désengagement électoral ainsi : **un certain nombre déclare n'être tout simplement pas intéressés, et d'autres en appellent à une défiance vis-à-vis du système politique.** En témoigne par exemple un interrogé du panel Jeunes d'Echirolles, ayant déclaré ne jamais voter, et répondant ainsi à la question Pour quelle(s) raison(s) ? : « *Car je sais que je voterai pour un voyou !!!* ». Une troisième part conséquente n'explique pas les raisons de cette abstention déclarée.

Concernant le panel Adultes, plus de la moitié déclare ne pas posséder le droit de vote (52,38% des interrogés). Le diagramme présenté plus haut s'appuie donc sur un témoignage de 20 personnes seulement. Parmi elles, 2 déclarent ne jamais voter (soit 10%), mais ne fournissent pas d'explication. Le panel Association est le panel le moins enclin à se déclarer non votant, puisque seulement 8% des interrogés déclarent ne jamais voter (raisons principales : non intéressé, ou « oubli » de l'échéance électorale le jour du scrutin).

La comparaison des interrogés déclarant être abstentionniste constant (la catégorie « Jamais ») n'offre donc pas de différences fondamentales (11,76% pour le panel Jeunes, 10% pour le panel Adultes, 8% pour le panel Association). A contrario, l'analyse de la catégorie « Vote à chaque élection » est plus forte d'enseignement. Seulement 22,39% du panel Jeunes se situent dans cette catégorie, contre 40% et 44% respectivement pour le panel Adultes et le panel Association. Comme on l'a dit, cela ne préfigure pas concrètement de la régularité réelle des interrogés dans leurs votes, mais permet de noter qu'**il semble plus facile (ou socialement acceptable) pour un interrogé du panel Jeunes de ne pas se déclarer électeur constant.**

Avant toute chose, rappelons quelques données sociologiques tirées de l'ouvrage La démocratie de l'abstention. Les chercheurs Braconnier et Dormagen considèrent notamment que les « indifférents » (à la politique) votent malgré tout, et ce à la suite de normes civiques ou sociales : dans la société, il est socialement admis qu'un citoyen consciencieux doit aller voter, etc. Ces normes « participationnistes » sont de puissants moteurs, mobilisateurs principalement de ceux qui, peu politisés, n'ont a priori pas une volonté ou un intérêt particulier pour la chose politique.

Dans l'enquête de terrain présente, parmi les 22,39% du panel Jeunes ayant déclaré « Voter à chaque élection », 46,67% déclarent effectivement le faire par sentiment ou devoir civique (« *C'est un droit et un devoir* », d'après un interrogé à Vaulx en Velin). 20% se disent électeur constant pour porter un choix politique personnel, 6,67% par espoir d'amener un renouveau ou un changement, et les 26,67% restant ne donnent pas de raison. La prédominance du sentiment du devoir civique dans la motivation à aller voter reste réelle, mais ce, dans une proportion moins grande que dans les deux autres panels. Par exemple, pour le panel Adultes, 62,5% des interrogés qui se déclarent électeur systématique invoquent le sentiment ou devoir civique. **Le sentiment de devoir civique semble donc bien plus fort dans le panel Adultes que dans le panel Jeunes.**

A la suite de ces observations, notons que Braconnier et Dormagen remarquent effectivement dans leur enquête de terrain (à Saint Denis) un certain relâchement de cette norme participationniste. Ce relâchement est notamment causé par la désacralisation de la politique (défiance, scandales et affaires, clivage gauche/droite plus poreux), notamment dans les médias, mais aussi par une déculpabilisation globale de l'indifférentisme. Enfin, concernant les jeunes, souvent issus de la seconde génération de l'immigration, les chercheurs observent un fort sentiment d'illégitimité : ne se sentant pas de place dans la société, certains ne voient pourquoi ils devraient aller voter. Nous observerons par la suite de l'enquête le ressenti des interrogés vis-à-vis de la société. Nous notons donc que **le déclin de la norme participationniste est un autre facteur de l'abstention électorale.**

Ces premières pistes ne donnent pas l'ensemble des facteurs qui participent au comportement abstentionniste. D'autres raisons, plus matérielles ou pragmatiques, jouent un rôle non négligeable. **La non inscription sur les listes électorales, ou la « malinscription »<sup>8</sup> sont également deux facteurs importants de l'abstention électorale.** Si des mesures publiques ont été mises en place pour faciliter l'inscription électorale, le bilan qui en a été fait en 2007 fait état d'une situation relativement peu améliorée<sup>9</sup>.

*Ainsi, les ZUS s'abstiennent largement, mais de manière plus ou moins forte en fonction de certains éléments extérieurs ou internes. Plus l'abstention est importante au niveau national, plus l'abstention connaît une forte envolée en ZUS. L'intensité médiatique dont bénéficie ou non une élection est également un élément éminemment important, a fortiori en ZUS. Enfin, si les données économiques ne constituent pas in fine une variable absolument significatrice, la relative mauvaise connaissance de données politiques basiques en ZUS constitue un frein important à la mobilisation électorale, tout comme la baisse des normes civiques participationnistes, baisse surtout visible auprès des jeunes.*

---

<sup>8</sup> Fait d'être inscrit sur une liste électorale d'une autre commune que celle de résidence. Si le bureau de vote est trop éloigné du domicile, l'individu ne sera pas incité à aller voter. Ce type de situations a été analysé par Braconnier et Dormagen, notamment dans La démocratie de l'abstention.

Braconnier, Céline ; Dormagen, Jean-Yves, *La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris : Gallimard, 2007, 460 p., Folio Actuel.

<sup>9</sup> Braconnier, Céline, *Non inscrits, mal-inscrits et abstentionnistes*, Paris : la Documentation française, 2007, 79 p.

## II - L'ancrage politique et idéologique en ZUS :

Après avoir analysé les données de l'abstention, nous souhaitons travailler sur l'ancrage politique et idéologique en ZUS. Quelles sont les grandes tendances électorales ? L'électorat de ZUS se réfère-t-il à un courant politique spécifique ?

Pour éviter une analyse trop fastidieuse des résultats électoraux, nous avons décidé nous focaliser principalement sur l'élection phare de la 5<sup>ème</sup> République, l'élection présidentielle. Ce choix est aussi étayé par les retours des interrogés lors des enquêtes de terrain. A la question 11 - *Quelles élections vous semblent les plus importantes ?* 50,72% des interrogés (tous panels confondus) déclaraient que l'élection la plus importante était l'élection présidentielle (21,74% n'ont pas répondu, 13,77% considèrent que l'élection municipale était la plus importante). De plus, les grandes tendances partisans présentes aux présidentielles se retrouvent largement dans les autres élections. Concernant les autres dynamiques politiques locales, qui ne se retrouvent pas aux élections présidentielles, nous proposerons par la suite une analyse approfondie de ces éléments.

### A – Les présidentielles de 2007 et 2012 : Analyse des choix électoraux partisans :

N'ont été comparés que les 5 premiers résultats électoraux des élections. Ainsi, les partis politiques arrivant en 6<sup>ème</sup> position et plus n'ont pas été analysés. Cela, de manière à ne pas noyer le lecteur sous les données et les résultats, mais aussi de manière à focaliser l'analyse sur les grandes et principales tendances politiques. Pour autant, cela induit une certaine précaution : puisque seulement les 5 premiers résultats ont été pris en compte, pour les premiers tours des élections, le total des votes analysés n'est jamais de 100%. On observe cependant en fonction des élections et des ZUS que ces 5 premiers résultats représentent souvent la grande majorité des électeurs : les 5 premiers résultats raflent souvent plus de 90% des votes.

Avant de faire le détail des résultats électoraux de chaque ZUS pour les présidentielles de 2007 et 2012, nous souhaitons présenter au lecteur une rapide comparaison entre les résultats nationaux et la moyenne des résultats des 16 ZUS analysées.

**Tableaux 10 – Elections présidentielles 2007 et 2012 : Comparaison national/ZUS :**

Elections présidentielles 2007	Sarkozy UMP	Royal PS	Bayrou Modem	Le Pen FN	Besancenot LCR
Résultats nationaux 1 <sup>er</sup> tour	31,18%	25,87%	18,57%	10,44%	4,08%
Moyenne des résultats ZUS 1 <sup>er</sup> tour	<b>24,07%</b>	<b>38,20%</b>	<b>15,36%</b>	<b>9,56%</b>	<b>4,76%</b>
Résultats nationaux 2 <sup>ème</sup> tour	53,06%	46,94%			
Moyenne des résultats ZUS 2 <sup>ème</sup> tour	<b>39,30%</b>	<b>60,66%</b>			

Elections présidentielles 2012	Hollande PS	Sarkozy UMP	Le Pen FN	Mélenchon FG	Bayrou Modem
Résultats nationaux 1 <sup>er</sup> tour	28,63%	27,18%	17,90%	11,10%	9,13%
Moyenne des résultats ZUS 1 <sup>er</sup> tour	<b>42,57%</b>	<b>16,23%</b>	<b>13,95%</b>	<b>17,68%</b>	<b>4,88%</b>
Résultats nationaux 2 <sup>ème</sup> tour	51,64%	48,36%			
Moyenne des résultats ZUS 2 <sup>ème</sup> tour	<b>69,78%</b>	<b>29,85%</b>			

Plusieurs constats s'imposent. **Les scores PS dans les moyennes des résultats électoraux des ZUS sont bien plus élevés dans les deux élections, à chacun des deux tours.** Réciproquement, les scores UMP en ZUS sont bien en-deçà des résultats nationaux. En 2007, si seuls les résultats électoraux des ZUS avaient été pris en compte, la candidate du PS Royal aurait eu de grandes chances d'être élue.

Le parti centriste obtient dans les deux élections un résultat constamment plus faible que la moyenne nationale. **De même, les résultats du FN dans les 16 ZUS restent plus faibles que le national** (voire largement plus faibles en ce qui concerne l'élection de 2012). En 2007, si l'extrême gauche NPA a reçu en ZUS un score assez similaire au niveau national (4,76% pour 4,08% au niveau national), en 2012 la « gauche de la gauche » FG a obtenu en ZUS un score bien supérieur à la moyenne nationale (17,68% pour 11,10% au niveau national). En considérant les moyennes des ZUS étudiées, pour les présidentielles de 2012, le score du FG arrive ainsi deuxième après le PS.

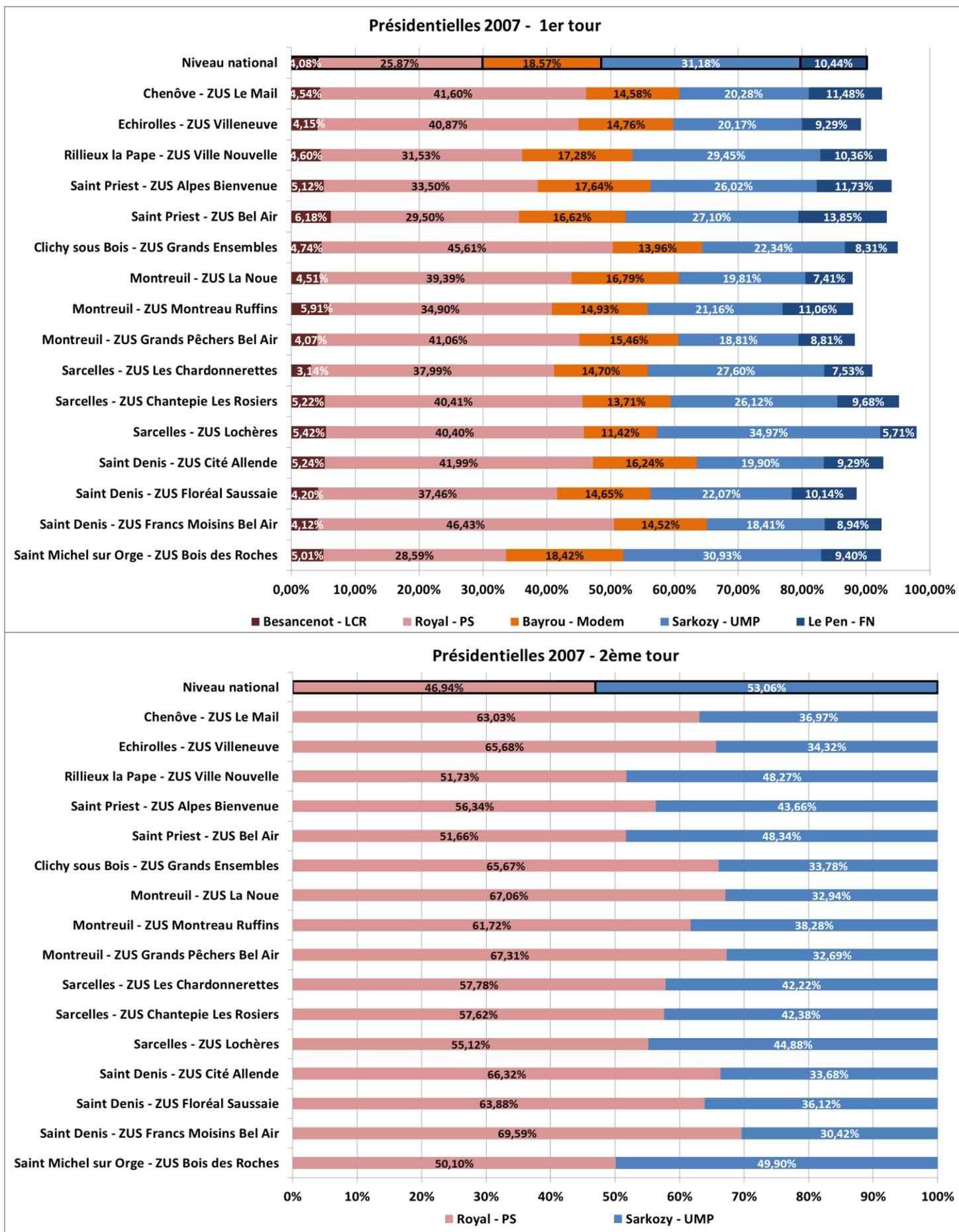
En termes de clivage Gauche/Droite, la démonstration varie quelque peu. Au premier tour des élections de 2007, 42,96% des voix ZUS s'orientent vers la gauche (voix PS + voix NPA), tandis que 48,04% des voix ZUS s'orientent vers la droite (voix Modem + voix UMP + voix FN)<sup>10</sup>. **En 2007, les ZUS ont donc plus voté à droite de l'échiquier politique.** Mais ici, c'est bien dans la comparaison avec le national, et en ayant le contexte politique de l'époque en tête, que l'analyse doit se faire. En 2007, les débats, l'environnement, etc... ont construit un électorat national globalement plus favorable à la droite. Au niveau national, les voix de gauche (PS + NPA) représentent 29,95% des voix exprimées, et les voix de droite (Modem + UMP + FN) 60,19%. En comparant les chiffres nationaux et ceux de ZUS, on voit alors que **le vote à droite en 2007 représente une tendance de fond, nationale, à laquelle les électeurs de ZUS ont été beaucoup moins réceptifs.**

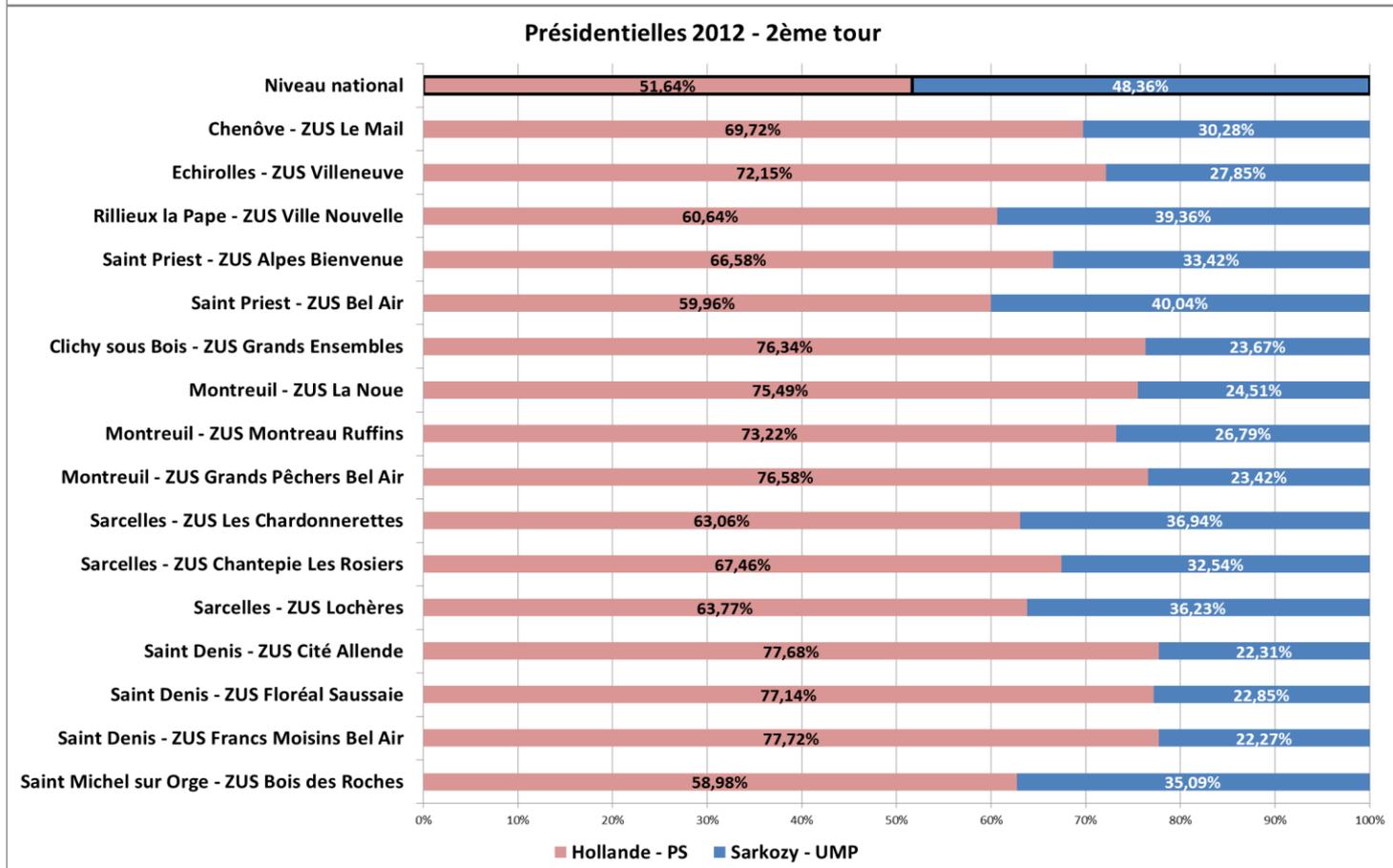
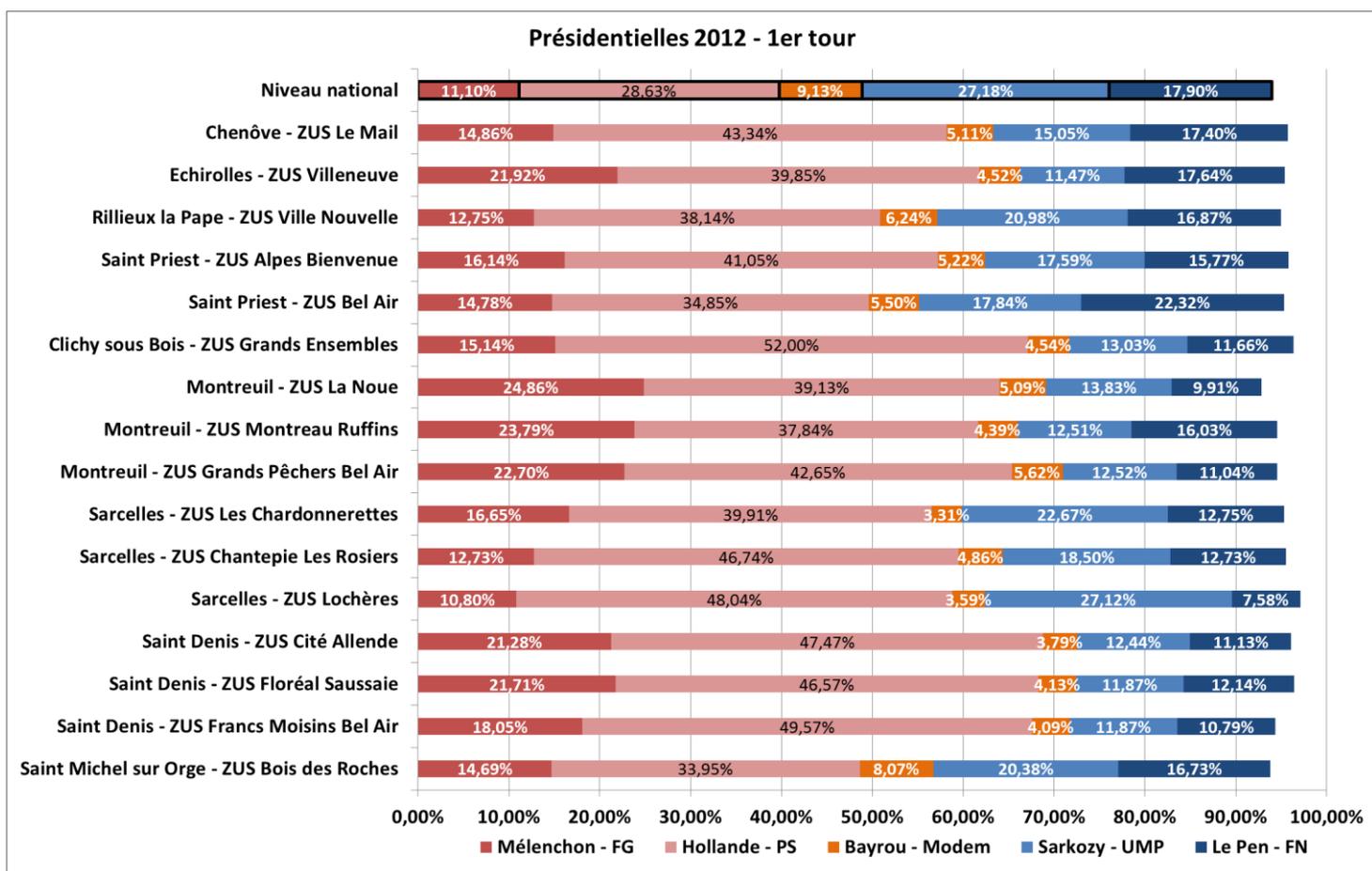
Le même décompte peut s'exercer pour le premier tour des élections de 2012. Les voix de gauche (PS + FG) représentent 60,25% des voix des ZUS étudiées, et les voix de droite 35,06%. Au niveau national, la catégorie droite réalise 39,73%, et la catégorie gauche 54,21%. **Si le vote 2012 est donc nationalement à gauche, il l'est dans des proportions beaucoup plus importantes en ZUS.** Bien sûr, ce calcul en termes de clivage rend mal compte des différences idéologiques importantes qui existent au sein de la gauche et de la droite. Cependant, dans le cas des reports de voix au second tour, il reste un paramètre déterminant de la vie électorale sous la 5<sup>ème</sup> République. Au travers de ces premiers constats, il apparaît alors assez clairement que **les ZUS, même si elles sont effectivement influencées par les grandes tendances nationales, restent un bastion privilégié de la gauche française.**

Ce premier travail de comparaison entre les moyennes des résultats ZUS et les résultats nationaux ne révèlent pas toute la complexité des dynamiques internes au panel. A ce titre, nous proposons ici au lecteur une analyse approfondie des cinq premiers résultats électoraux lors des élections présidentielles de 2007 et de 2012. Quelles sont les tendances et les dynamiques propres à chaque ZUS ? A ces résultats électoraux, nous ajouterons certaines données de l'enquête de terrain, par le biais de la question 8, *Que pensez-vous des partis politiques suivants* (déjà évoquée dans le I).

---

<sup>10</sup> Il faut cependant noter que les petits partis politiques de gauche et de droite n'ont pas été comptabilisés ici, et pourraient sensiblement faire infléchir le décompte du clivage vers la gauche ou vers la droite.

Graphiques 16 – Elections présidentielles 2007 dans les 16 ZUS : 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> tour :

Graphiques 17 – Elections présidentielles 2012 dans les 16 ZUS : 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> tour :

- **Extrême gauche et « gauche de la gauche » : Des résultats épars qui ne s'expliquent pas par une lecture purement économiste :**

Concernant les résultats électoraux de l'extrême gauche (ici LCR) ou de la « gauche de la gauche » (ici FG) aux présidentielles, on pourrait dans un premier temps être tenté d'appliquer une lecture en terme socio-économiques. On pourrait en effet intuitivement penser que ces partis, qui proposent une dialectique marxisante, ou du moins un programme politique à l'adresse des « opprimés », attirent en premier lieu les habitants les plus pauvres, et in fine, les ZUS les plus pauvres. En réalité, cette hypothèse est vite écartée à la vue des résultats. En 2007, la ZUS la plus favorisée du panel, Bois des Roches à Michel sur Orge, a accordé 5,01% de ses suffrages au NPA, soit 1 point de plus que la ZUS la plus dégradée du panel, la ZUS Grands Pêcheurs Bel Air à Montreuil. En 2012, la ZUS La Noue à Montreuil, l'une des plus favorisées du panel, a accordé 24,86% de ses votes au FG, quand une ZUS plus dégradée, Lochères à Sarcelles, lui donnait seulement 10,80% (un score plus faible que le résultat national, à 11,10%). Après vérification, le faible score du FG à Lochères ne s'expliquent en outre pas par un fort score parallèle réalisé par le NPA, des Verts voire de LO.

Les ZUS étudiées, représentent, par rapport à la situation nationale, des territoires socioéconomiquement dégradés. **L'explication des bons taux de l'extrême gauche ou de la « gauche de la gauche » passe donc en partie par une lecture en termes économiques, mais, une fois la comparaison ZUS/nationale faite, il est indéniable que la grille d'analyse devient trop inexacte. Les ZUS les plus dégradées ne votent pas massivement pour la « gauche dure ».** Comment expliquer alors plus finement les scores de la « gauche dure » en ZUS ? L'analyse en termes d'environnement social et politique s'impose. Les ZUS ne sont en rien des territoires ex nihilo, éloignées des réalités locales qui les entourent. **L'influence de l'environnement municipal, départemental,... sur ces territoires ZUS contribue à construire leur rapport au politique.** Il en va bien évidemment de même pour l'histoire politique locale ou la composition sociologique de la population de la ZUS et de la ville, qui sont d'autres éléments éminemment structurants dans le rapport au politique. L'étude n'a pas vocation de faire ici le menu chapitre de l'histoire sociale et de l'environnement politique local de chaque ZUS. Cependant, à la vue des résultats électoraux des deux présidentielles, deux cas de figures principaux émergent : la très uniforme ville de Montreuil et la plus éclatée ville de Sarcelles.

- *Montreuil : Une conscience politique de gauche relativement uniforme :*

Bastion communiste entre 1944 et 2008, les trois ZUS de Montreuil ont offert des scores électoraux relativement impressionnants au Front de Gauche en 2012 : 22,7% pour la ZUS Grands Pêcheurs Bel Air, 23,79% pour la ZUS Montreuil Ruffins et 24,86% pour la ZUS La Noue. Ces résultats sont les plus hauts scores FG de l'ensemble du panel. Ces trois ZUS, aux conditions économiques très différentes, sont ainsi largement semblables dans leurs votes FG. Pour rappel, la ZUS de La Noue possède en 2009 un revenu par unité de consommation médian de 13 030€, lorsque que celui de sa voisine la ZUS Grands Pêcheurs Bel Air est presque moitié moins élevé, à 7 458€. Il est alors nettement visible que l'analyse économique ne suffit plus ici : ces résultats électoraux homogènes s'expliquent alors autant par un liant politique municipal fortement ancré, une conscience de gauche spécifique à la ville, ainsi qu'une nouvelle composition sociologique.

- *Sarcelles : Une conscience politique de gauche éclatée :*

Les résultats de la « gauche de la gauche » à Sarcelles connaissent une analyse bien différente : les ZUS votent de manière assez dissemblable. En 2007, les résultats électoraux du NPA étaient déjà fortement différents d'une ZUS à l'autre : 3,14% pour la ZUS Chardonnerettes et 5,42% pour la ZUS Lochères (niveau national à 4,08%). De manière plus significative, lors des élections de 2012, le FG a récolté des scores très divers. Si l'on reprend les deux ZUS Chardonnerettes et Lochères, on s'aperçoit que la tendance est cette fois inversée. C'est cette fois la ZUS Chardonnerettes qui a massivement voté en faveur de la « gauche de la gauche » en 2012 : 16,69% de voix pour le FG, soit plus de 5 points de plus que le niveau national (11,10%) ; 10,80% pour Lochères, un score légèrement inférieur au résultat national. Il est intéressant de préciser que Chardonnerettes est socioéconomiquement plus favorisée que Lochères, ce qui infirme encore une fois la thèse « les ZUS pauvres votent plus à gauche ». On le voit nettement dans ce cas, il n'y a pas d'uniformité politique de gauche spécifique à Sarcelles. Cela s'explique notamment par la relative séparation qu'entretient la ZUS Lochères avec le reste de la ville. Ici, c'est donc une relative séparation sociale et spatiale qui explique l'hétérogénéité des comportements électoraux de gauche à l'intérieur d'une même ville.

**Analyse des résultats : Les partis d'Extrême Gauche et de la « Gauche de la Gauche » :**

A été demandé l'avis des interrogés sur les partis politiques suivants. Voici leurs réponses :

**8 – Que pensez-vous des partis politiques suivants :**

**Le Nouveau Parti Anticapitaliste :** Très peu de personnes semblent le connaître. Le parti ne récolte que 15,22% de réactions (21 personnes). Sur ces 21 personnes, 5,07% se déclarent « non intéressé » par le parti, et 2,17% manifeste leur défiance, que ce soit envers le parti spécifiquement, ou envers le système partisan de manière générale. Le reste des pourcentages se décline entre la notification d'un parti irréaliste, ou d'un parti de peu de poids. Seules 2 personnes déclarent un avis positif.

**Lutte Ouvrière :** Tout comme le NPA, le parti suscite peu de réaction : 20,29% des interrogés livrent leur avis (28 personnes). 5,07% se déclarent « non intéressé » par le parti, 2,17% marquent leur défiance. Le parti est qualifié d'irréaliste, d'extrémiste ou de parti de peu de poids. LO récolte 5,07% d'avis positif, soit 7 personnes.

**Le Parti Communiste :** Le parti récolte assez peu de réactions : seulement 31,88% livrent leur avis (44 personnes sur 138). 6,52% du panel se dit « non intéressé » par le PC. 4,35% marque leur défiance, que ce soit contre le PC de manière spécifique, ou contre le système politique de manière générale (Exemple d'un interrogé Association à Chenôve : « *Je ne pense plus rien. Je pense que chacun pense à soi* »). 5,07% des interrogés considèrent que le parti est extrémiste, 6,52% d'autres le déclare irréaliste, éloigné des réalités. Seulement 2,9% des interrogés (soit 4 personnes sur 138) offrent un regard positif sur le parti. 1 seul de ces interrogés provient d'un bastion communiste, Echirolles. Aucun des interrogés de Saint Denis (actuelle ville communiste) ou de Montreuil (ancienne ville communiste) ne considèrent le parti avec bienveillance, le qualifiant essentiellement d'irréaliste ou d'extrémiste.

**Le Parti de Gauche :** Le PG récolte lui aussi peu de réaction : 27,81% donnent un avis sur la question (37 personnes). Les « non intéressés » sont de l'ordre de 5,07%, les « défiant » de 3,62%. L'analyse est un peu différente de celle du PC, puisque seulement 2,9% des interrogés considèrent le parti comme irréaliste, et 1,45 % le considère extrémiste. 9,42% (13 personnes) lui porte un regard positif. Malgré tout, ce dernier score est à relativiser, par le fait de « l'effet mot » déjà évoqué dans la partie I (enthousiasme spontané de l'interrogé à la suite du seul mot « de Gauche »).

- **Les résultats du PS : Une lecture en termes économiques plus exacte ?**

De manière assez paradoxale, il semblerait que les résultats électoraux du PS répondent à d'autres dynamiques que celles qui prévalent pour le vote extrême gauche et « gauche de la gauche ». **Pour cette tendance partisane sociale-démocrate, l'influence de l'environnement politique semble moindre.** Les résultats PS de 2007 pour les villes les plus dégradées du panel (ZUS Grands Pêcheurs Bel Air à Montreuil, ZUS Grands Ensembles à Clichy sous Bois, ZUS Cité Allende à Saint Denis, ZUS La Villeneuve à Echirolles) se situent toutes entre 40% et 46% des voix. A contrario, les scores du PS dans les ZUS les plus favorisées sont plus faibles : 28,39% pour la ZUS Bois des Roches à Saint Michel sur Orge, 37,99% pour la ZUS Chardonnerettes, 29,5% pour la ZUS Bel Air à Saint Priest... La ZUS La Noue, bien que favorisée, offre tout de même un 39,39% en faveur du PS. La présidentielle de 2012 révèle une tendance relativement similaire : les ZUS les plus dégradées comme la ZUS Grands Ensembles à Clichy sous Bois, ou la ZUS Cité Allende à Saint Denis offrent des scores PS respectivement de 52% et 47,47% ; alors que les ZUS plus favorisées Bois des Roches à Saint Michel sur Orge ou Bel Air à Saint Priest représentent des scores PS de 33,95% et 34,83%.

A ce titre, **nous pouvons considérer que les ZUS les plus pauvres votent massivement PS, quand ce vote semble relativement moindre dans les ZUS les plus favorisées.** Mais la seule analyse économique ne clôt évidemment pas le débat. D'autres dynamiques locales sont à apprécier. Ainsi, deux ZUS économiquement très différentes, la ZUS La Noue à Montreuil et la Villeneuve à Echirolles, offrent des scores assez similaires : respectivement de 39,13% et 39,85%. Le terrain politique local propre à Montreuil, fortement ancré à gauche nous l'avons vu, est sans doute l'un des moteurs des forts taux PS à La Noue.

#### Analyse des résultats : Les partis de Gauche :

##### 8 – Que pensez-vous des partis politiques suivants :

**Le Parti Socialiste :** Ce parti suscite un peu plus de réactions que les partis précédemment cités : 39,86% des interrogés (soit 55 personnes) livrent un avis sur le parti. Encore une fois, l'espace d'expression est utilisé par 5,8% pour marquer leur défiance vis-à-vis du parti politique ou du système politique de manière plus générale. (« *Tous des menteurs !* » d'après un interrogé du panel Jeunes de Chenôve, ce qui pose la question de savoir si cet injektive, écrite sur la ligne PS, est adressée au PS en particulier, ou au monde politique en général). 3 interrogés considèrent que le PS et l'UMP sont équivalents (rhétorique de « l'UMPS »). 5 considèrent que le PS est un parti qui n'a pas la force suffisante pour faire évoluer les choses. 12,32% (17 personnes, dont une grande majorité d'interrogés du panel Jeunes) porte un regard positif sur le parti.

- **Le vote centre : En ZUS, un électorat résiduel ?**

Concernant le vote Modem lors des élections de 2007, les résultats électoraux en ZUS sont toutes en dessous du taux national (même si la ZUS Bois des Roches à Saint Michel sur Orge, s'en rapproche fortement avec 18,42%). La dynamique est amplifiée pour les élections de 2012 : l'immense majorité des scores Modem en ZUS sont presque divisés par deux par rapport au résultat national. A part le cas notable de la ZUS Bois des Roches, **les ZUS semblent avoir un électorat centriste peu important.**

- **Le vote UMP : Des résultats divers d'une ZUS à l'autre :**

Les dynamiques du vote UMP semblent être traversées par des tensions diverses. Tout d'abord, l'analyse en termes économiques ne paraît pas fonctionner pour les ZUS les plus aisées. Une ZUS favorisée n'engendre automatiquement ni vote UMP fort, ni vote UMP faible. En témoignent deux cas de figures distincts : la ZUS Bois des Roches à Saint Michel sur Orge offre 30,93% de ses voix en faveur de l'UMP en 2007, puis 20,38% de ses voix en 2012. En comparaison, la ZUS La Noue à Montreuil vote à 19,81% pour l'UMP en 2007, puis à 13,83% en 2012, alors même que sa situation économique, relativement favorable, se rapproche de celle de la ZUS de Saint Michel sur Orge.

C'est de plus une ZUS située dans la moyenne du panel en termes socioéconomiques, Lochères à Sarcelles, qui en 2007 et 2012, représente les plus hauts scores de l'UMP : 34,97% en 2007 (31,18% au niveau national) et 27,12% en 2012 (27,18% au niveau national). Il semblerait bien ici qu'il s'agisse principalement d'environnements politiques particuliers, voire de bastions politiques locaux. Le même phénomène est constaté dans la ZUS Ville nouvelle de Rillieux la Pape, qui, en 2012, offre 20,98% de ses voix en faveur de l'UMP. L'histoire politique de cette ville, parfois marquée par la droite, en constitue peut-être un des facteurs.

Malgré tout, l'analyse en termes économiques reste pertinente quand il s'agit d'analyser les ZUS les plus dégradées du panel. Ainsi, les scores UMP de la ZUS Grands Pêcheurs Bel Air à Montreuil représentent 18,81% en 2007, et à 12,52% en 2012; les scores UMP de la ZUS Cité Allende à Saint Denis sont de 19,90% en 2007, et à 12,44% en 2012. Pour les deux élections, ces scores font partie des plus faibles du panel : dans cet optique, il semblerait que **les ZUS les plus dégradées possèdent un électorat UMP plus faible.**

#### Analyse des résultats : Les partis de Droite :

##### 8 – Que pensez-vous des partis politiques suivants :

*L'Union pour un Mouvement Populaire* : Le parti récolte 27,54% de réactions, soit 38 personnes. 14,49% se déclarent « non intéressé » par le parti (ce qui représente des témoignages pouvant aller de « *Pas ma tasse de thé* » à « *Je déteste !* »). Ces deux réponses, toutes deux issues du panel Association à Saint Denis, dévoilent bien l'éventail large des réponses qui marquent le désintéressement ou le rejet non argumenté). Comme pour les autres partis, 3,62% des interrogés marque leur défiance vis-à-vis de la politique. 4 interrogés déclarent que le parti représente l'équivalent du FN, 3 interrogés que c'est un parti extrémiste, et 3 autres qu'il représente un parti désuni. Seulement 0,72% des interrogés déclare avoir un avis positif sur le parti (soit 1 personne sur 138).

- **Le vote frontiste : un vote épars, une analyse en termes d'environnement politique :**

Le vote FN est beaucoup plus épars. En 2007, les pourcentages ZUS s'échelonnent de 5,71% pour la ZUS Lochères à Sarcelles à 13,85% pour la ZUS Bel Air à Saint Priest. En 2012, le vote FN dans les ZUS étudiées est compris dans un large éventail, entre 7,58% et 22,32%. En ce qui concerne les ZUS favorisées, il ne semble pas y avoir de corrélation entre la situation économique et le vote FN. C'est ainsi une ZUS favorisée, la ZUS Bel Air à Saint Priest, qui réalise les plus forts taux FN avec 13,85% en 2007 et 22,32% en 2012, mais on observe également des taux faibles dans la ZUS favorisée de La Noue à Montreuil. Ici, tout comme pour le vote UMP, **l'environnement politique, la composition**

**sociologique ou encore l'histoire politique semblent appuyer ou au contraire endiguer les dynamiques nationales.**

Pourtant, ici aussi comme le vote UMP, les ZUS les moins favorisées ont des scores FN relativement bas et relativement stables entre 2007 et 2012. Les résultats FN du panel ZUS sont en 2012 plus élevés que les résultats FN de 2007, et en cela, reflètent la tendance nationale. Mais **cette tendance à l'augmentation dans les scores FN est bien moins importante pour les ZUS les plus dégradées du panel**. Le vote FN est de 9,29% en 2007 et de 11,13% en 2012 pour la ZUS Cité Allende à Saint Denis ; ou encore de 8,31% en 2007 et de 11,66% en 2012 pour la ZUS Grands Ensembles à Clichy sous Bois. En comparaison, les résultats nationaux du FN sont passés de 10,44% à 17,90%.

Analyse des résultats : Les partis de d'Extrême Droite :

*8 – Que pensez-vous des partis politiques suivants :*

*Le Front National : Il représente le parti qui récolte le plus de réaction : 42,03%, soit 58 personnes. 22,46% affirme être « non intéressé » (une catégorie qui peut masquer quelques rejets violents non argumentés, notamment quelques insultes envers le parti). Pour 9 interrogés, le parti est extrémiste, pour 10, il est raciste. 1,45% des interrogés déclare posséder un avis positif sur le parti (soit 2 personnes sur 138). L'écart entre les chiffres électoraux et les résultats de l'enquête de terrain peut en partie s'expliquer par la représentation sociale négative qu'implique l'adhésion aux thèses FN, et ce tout spécifiquement en ZUS. L'interrogé séduit par le FN peut masquer son adhésion par un rejet déclaratif.*

- **Conclusion : Apports des élections présidentielles 2007 et 2012, regard sur les autres élections : Quelles sont les grandes tendances partisanes en ZUS ?**

Dès que la comparaison des résultats électoraux du panel ZUS se fait avec une référence de niveau national (les élections présidentielles) ou de niveau local très large (exemple : la Région pour l'élection régionale, ou la circonscription européenne pour l'élection présidentielle), de manière générale et quasi absolue, et à l'exception notable de la ZUS Bois de Roches, **les ZUS du panel enregistrent un score de la gauche systématiquement plus haut que le score de la gauche de référence.**

Cette affirmation est cependant plus aléatoire quand il s'agit de comparer les résultats des ZUS à des unités de référence plus localisées. C'est notamment le cas pour les élections municipales de 2008. Les résultats de la gauche de certaines ZUS de Saint Denis, de Montreuil ou de Sarcelles sont ainsi parfois plus faibles que les résultats électoraux municipaux. En réalité, faites à des niveaux très localisés, les comparaisons se font sur des espaces politiques homogènes, réduits, et l'observation de faibles variations dans les résultats politiques n'a pas forcément une portée concrète. Nous pouvons donner l'exemple de la ZUS Chantepie Les Rosiers à Sarcelles, qui, pour les municipales de 2008, enregistre au premier tour un score de la gauche de 74,69% (17,74% Divers gauches + 56,95% PS). Ce taux très marqué à gauche est pourtant inférieur à celui de la ville (77,84%). Il ne semble alors pas réellement significatif de considérer ce différentiel puisque les résultats électoraux dont il est question sont déjà par définition très élevés.

Au-delà de l'analyse en termes de clivage, les partis politiques d'extrême gauche ou de la « gauche de la gauche » semblent plus sensibles à l'environnement politique qu'aux conditions économiques. **Une ZUS dégradée ne signifie donc pas automatiquement fort électorat de la « gauche dure ».** C'est

au contraire une histoire politique ou une composition sociologique spécifique qui assurent des bons scores à ces partis politiques.

Les partis de gauche de type PS semblent plus liés aux questions économiques. **Plus une ZUS est dégradée, plus le vote PS sera massif.** Cette donnée est bien évidemment à mettre en perspective avec le déclin des banlieues rouges, appelées à se transformer en banlieues roses d'après certains chercheurs<sup>11</sup>. Clairement, la voix communiste porte aujourd'hui moins en banlieue. Cela est notamment dû par un déficit de connaissance (en témoigne la réponse d'un interrogé Jeunes de Rillieux la Pape : « [Le parti communiste] *Jamais entendu parler* »). Mais plus fondamentalement, le poids de l'identité ouvrière et donc in fine de l'affiliation communiste s'est largement réduit depuis les années 80, et ce, tout spécifiquement en banlieue<sup>12</sup>. L'enquête de terrain et les travaux historiques et sociologiques tendent à ce constat : **c'est aujourd'hui le PS qui semble porter en ZUS la voix des « déclassés »**. Insistons tout de même sur l'importance de l'environnement politique. Une ZUS installée dans une ville tendancielle à gauche et dans un département tendancielle à gauche aura tendance à voter massivement à gauche, et ce, quasiment sans autre considération économique. A l'inverse, si la commune a connu une histoire politique plus hétéroclite, ou plus marquée par la droite, le vote à gauche sera alors plus aléatoire.

Si le vote Modem est tendancielle faible dans toutes les élections des ZUS étudiées, les dynamiques qui portent l'UMP et le FN sont elles complexes et changeantes. Une donnée fondamentale demeure cependant : **les ZUS les plus dégradées votent peu UMP, et semblent également résister à la vague FN des dernières présidentielles.** Pour les ZUS relativement plus favorisées, les données sont trop éparpillées pour pouvoir offrir une quelconque analyse. Tout dépend de l'environnement politique, mais aussi de l'élection en question. Voter FN aux présidentielles et aux régionales n'aura pas tout à fait la même signification ni la même portée symbolique. On note cependant des villes à fort taux FN, et ce, quelque soit l'élection. Il s'agit principalement des ZUS de Saint Priest, mais en réalité, l'analyse peut aussi s'élargir aux ZUS de Rhône Alpes (donc les ZUS d'Echirolles et de Rillieux la Pape).

Enfin, deux tendances politiques principales n'ont pas été analysées dans les présidentielles. Il s'agit du vote Verts et des votes envers les mouvements politiques indépendants. Le vote Verts en ZUS semble quasi systématiquement inférieur aux résultats de référence, à l'exception notable de la ZUS La Noue à Montreuil. Cette observation peut s'expliquer par le niveau socioéconomique relativement aisé de la ZUS, si l'on considère que l'électorat Verts est notamment constitué de profils intellectuels dit supérieurs. A noter également le très fort score Verts de Clichy sous Bois aux élections législatives de 2012, qui semble ici correspondre à un vote en faveur d'une personnalité locale.

*Europe Ecologie Les Verts* : Ce parti suscite 33% de réactions, soit 46 personnes. 6 interrogés considèrent le parti comme irréaliste ou éloigné des réalités (ainsi que le prouvent deux réponses, une provenant d'un interrogé Jeunes à Clichy sous Bois : « *Futile* », ou encore celle d'un interrogé Jeunes à Vaulx en Velin : « *Trop d'écologie, d'autres domaines sont prioritaires* »). 5 interrogés considèrent EELV comme un petit parti, de peu de poids. 9,42% possède un avis positif sur le parti, soit 13 personnes.

<sup>11</sup> Subra, Philippe, « De la banlieue rouge à la banlieue rose. 2012, année paradoxale pour le PCF », *Métropolitiques.eu*, 2012, <http://www.metropolitiques.eu/De-la-banlieue-rouge-a-la-banlieue.html>

<sup>12</sup> A ce titre, se référer à :

Beaud, Stéphane, Pialoux, Michel, *Violences urbaines, violence sociale : genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris : Fayard, 2003, 425p.

D'autres mouvements politiques locaux émergent en parallèle de cette classe politique dite institutionnelle. Ces nouvelles forces politiques, bien que souvent très localisées, n'en arrivent pas moins à peser sur l'électorat de ZUS. Nous n'évoquerons dans cette partie que certains mouvements, dont le mouvement Europe Palestine et le mouvement Affirmation, mouvements que nous avons retrouvé à plusieurs reprises dans les 5 meilleurs résultats des élections analysées.

Le mouvement Europe Palestine est relativement bien implanté à Sarcelles. La ZUS Lochère lui accorde 3,48% de ses voix aux législatives de 2007, puis 3,10% en 2012. En 2012, elle est d'ailleurs rejointe par la ZUS Les Chardonnerettes qui offre 2,68% au mouvement. Un mouvement relativement équivalent, le mouvement Antisioniste, présente lui aussi une implantation politique assez importante, toujours à Sarcelles. Sans arriver dans les 5 meilleurs résultats électoraux, ce dernier a enregistré plus de 8% des voix dans certains bureaux de vote pour les européennes de 2009.

Concernant l'émergence de ces nouveaux partis politiques, les chercheurs Braconnier et Dormagen considèrent qu'ils **participent autant qu'ils bénéficient d'une certaine ethnicisation des rapports sociaux, et notamment politiques, en ZUS**. En outre, le fort ancrage à gauche serait devenu beaucoup plus volatile qu'auparavant. **C'est toute une partie de l'électorat se déclarant fermement à gauche sur le clivage gauche/droite qui souhaite désormais tester d'autres offres électorales, moins institutionnelles**. Les principales raisons pour ce type de vote est liée à la volonté d'obtenir une représentation ethnique plus conforme à la réalité en ZUS, mais fait également suite aux diverses désillusions politiques causées par les expériences PS ou PC<sup>13</sup>. De plus, on remarque que la question palestinienne est un vecteur de politisation éminemment important en ZUS, et porte ainsi une voix politique très différente que celle que l'on peut retrouver dans des partis plus « traditionnels ».

Egalement, notons l'émergence du mouvement Affirmation, issu du collectif ACLEFEU. Bien implanté dans la ZUS de Clichy sous Bois (ville d'où est né le mouvement), il réalise 13,62% des voix de la ZUS Grands Ensembles aux législatives 2007, puis 5,83% aux législatives 2012. Ce mouvement bénéficie d'une analyse spécifique dans la suite de l'étude.

## **B – Le clivage Gauche/Droite : Analyse du déclaratif :**

Au-delà de l'appartenance partisane, le positionnement déclaré sur le clivage Gauche/Droite peut faire apparaître des tendances plus complexes, et pose en outre la question de la « volatilité partisane ». Nous nous reposons ici sur l'analyse de la question 10 du questionnaire.

Il est à noter que les interrogés refusant de répondre à la question sont peu nombreux : seulement 18,12% des 138 personnes n'ont pas souhaité ou ont occulté la question. Le taux de réponses est alors bien supérieur à celui de la question 8 par exemple (concernant les avis sur les partis politiques). Cela est peut-être dû au côté « didactique » (se placer sur une ligne) ou encore au fait que la question ne demandait pas de manier outre mesure la langue française.

---

<sup>13</sup> A ce titre, se référer à :

Masclat, Olivier, *La gauche et les cités : enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris : La Dispute, 2003, 316p., Pratiques politiques.

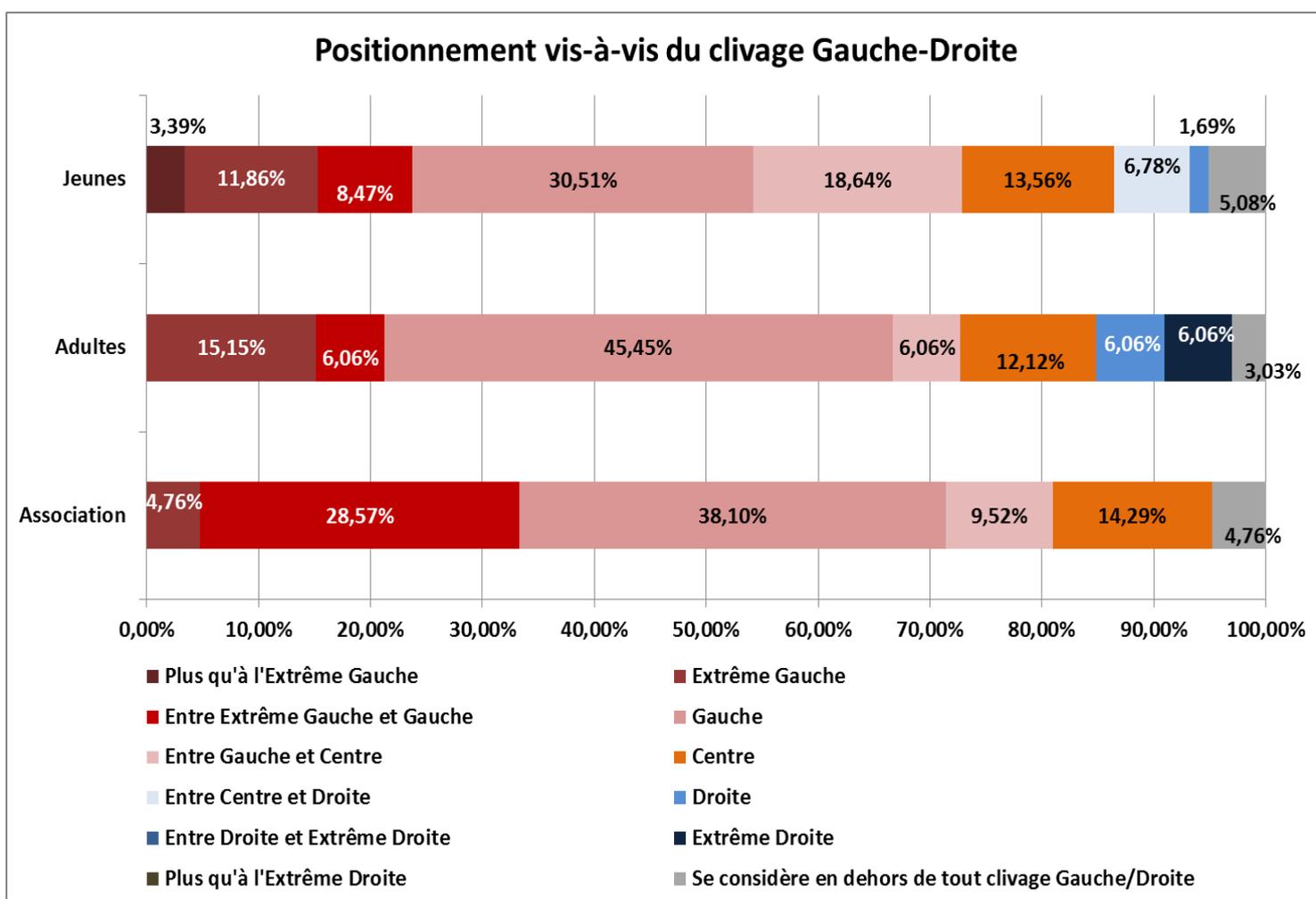
Dans l'enquête de terrain, a été posée la question 10 - *Où vous situez vous personnellement dans le clivage gauche/droite ? Indiquez par une croix.*

Les interrogés étaient invités à se placer sur une ligne, balisée par les termes suivants :

Extrême Gauche      Gauche                      Centre                      Droite                      Extrême Droite

Les interrogés ont eu la possibilité de se positionner entre deux balises, d'où la formation de catégories d'entre deux, du type « Entre Gauche et Centre ». De même, la ligne ne s'arrêtant pas strictement aux balises « Extrême Gauche » et « Extrême Droite », les interrogés ont eu la possibilité de se positionner « Plus qu'à l'Extrême Gauche » ou « Plus qu'à l'Extrême Droite ». Enfin, la catégorie « Se considère en dehors de tout clivage gauche/droite » a été formalisée à la suite de croix indiquées en dehors de la ligne, d'une ligne rayée ou raturée par l'interrogé, ou encore de mentions explicites d'un rejet du clivage Gauche/Droite.

Graphique 18 – Clivage gauche/droite : positionnement des interrogés :



Sur les 113 personnes ayant répondu, le résultat est sans appel : **les interrogés se déclarent massivement à gauche**. 72,87% (des 113 personnes ayant répondu) du panel Jeunes se situe ainsi entre les catégories « Plus qu'à l'Extrême Gauche » et « Entre Gauche et Centre ». Il en va de même pour le panel Adultes, à hauteur de 72,72%, ainsi que 80,95 % du panel Association.

Si l'on met en regard ces chiffres avec ceux du clivage Gauche/Droite à la dernière présidentielle (cumul des voix PS + FG soit 60,25% de voix pour la gauche), on voit que le déclaratif « Gauche » est bien plus élevé que les résultats électoraux des partis de gauche. A cela plusieurs possibilités :

- Les lieux où ont été rencontrés les interrogés (MJC, centres sociaux principalement) peuvent induire un certain biais, et participer à renforcer les rencontres de personnes proches des idées de gauche : dans cette perspective, le panel n'est pas absolument représentatif de la population de ZUS.
- Les terrains ZUS peuvent être des territoires où se réclamer de gauche est perçu comme socialement valorisant. Lors du remplissage du questionnaire, les interrogés peuvent alors « gauchiser » leur positionnement politique de manière à obtenir une parole socialement plus « légitime » ou acceptable. Cela introduit donc une potentielle dichotomie entre le positionnement politique déclaré et le positionnement politique au moment du scrutin.
- Dans les trois panels, un certain nombre d'interrogés se disent abstentionnistes : si un certain nombre d'habitants se déclarant de gauche ne votent pas, la prédominance de la gauche au moment du vote se rééquilibre quelque peu en faveur des électeurs de droite.
- Principalement dans le panel Adultes, et un peu dans le panel Association, un nombre important d'interrogés déclaraient ne pas avoir le droit de vote (52,38% du panel Adultes, 10,71% du panel Association). Ces personnes semblent se déclarer massivement de gauche mais elles ne peuvent traduire cette inclination dans les urnes. Là aussi, cela induit là aussi un rééquilibrage vers la droite au moment du vote, et explique donc une partie du différentiel entre les résultats des urnes et les résultats du déclaratif.

Il est à parier que les 4 hypothèses se combinent l'une – l'autre. On retiendra spécifiquement les deux dernières hypothèses : **potentiellement, la gauche a un vivier électoral encore plus fort que son actuel électorat de ZUS** (abstentionnistes + personnes n'ayant pas le droit de vote).

Malgré la certaine homogénéité des résultats entre les 3 panels, certains détails laissent entrevoir des différences importantes. Nous nous intéresserons ici surtout aux panels Jeunes et Adultes.

- **Le panel Jeunes, de moins en moins ancré idéologiquement parlant ?**

Le panel Jeunes est celui le plus morcelé. Tout comme les autres panels, le positionnement à gauche est largement majoritaire, mais représente ici une diversité de positionnements. C'est notamment le seul panel qui possède des interrogés se déclarant « Plus qu'à l'Extrême Gauche ». A l'inverse, c'est le panel dont la catégorie « Gauche » est la plus faible (30,51%), mais où la proportion de « Entre Gauche et Centre » est la plus grande (18,64%, soit le double ou plus du double des deux autres panels).

La droite est faible, avec un score de 22,03% (addition des catégories qui partent de « Centre » à « Plus qu'à l'Extrême Droite »<sup>14</sup>). Cependant, il faut encore retrancher à ce nombre un pourcentage non négligeable des personnes s'étant déclarées au « Centre ». En effet, comme le démontre Braconnier et Dormagen dans leur ouvrage La démocratie de l'abstention<sup>15</sup>, et comme l'a confirmé

<sup>14</sup> Nous comprenons en effet ici la catégorie « Centre » comme pouvant entre autres représenter les partis de type démocrate-chrétien, et donc pouvant être entendu comme une des catégories politiques de droite.

<sup>15</sup> Braconnier, Céline ; Dormagen, Jean-Yves, *La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation*

de nombreuses observations de terrain, le positionnement au centre est souvent une manière pour l'interrogé d'apporter une réponse à l'interlocuteur sans « trop se mouiller ». Ne sachant pas où se placer sur le clivage et ne sachant pas ce que recourent exactement les termes « gauche » et « droite », il est alors tentant de se positionner sur un curseur intermédiaire, ici le « centre », considéré pour ainsi dire comme « neutre ». Les interrogés s'étant positionnés au centre n'adhèrent donc pas automatiquement aux thèses d'un parti se revendiquant du centrisme politique. Une rapide comparaison avec les faibles résultats électoraux du Modem réalisés en ZUS confirme l'analyse. Dans cette optique, la droite est potentiellement encore plus faible. De plus, outre la catégorie « Centre », le gros du score de droite est réalisé par la catégorie « Entre Centre et Droite », et non par des catégories plus « droitisées » comme les catégories « Droite » ou « Extrême Droite ».

De manière synthétique, nous avons donc un panel Jeunes très éclaté, qui habite la partie gauche du clivage dans toutes ses facettes, partant de « Plus extrême qu'à l'Extrême Gauche » à « Entre Gauche et Centre ». Au contraire, à droite, les catégories plus « dures » sont peu habitées : l'immense majorité des interrogés se disant de droite ne dépasse pas la catégorie « Entre Centre et Droite ». Une dernière donnée fondamentale est le niveau de « Se considère en dehors de tout clivage gauche/droite », qui participe de la défiance vis-à-vis de l'actuel système partisan.

Au vu de ces constats, on observe un panel Jeunes plus fluctuant dans le positionnement politique, plus enclin que les autres panels à se positionner sur des segments politiques relativement peu définis : les catégories « Plus extrême qu'à l'Extrême gauche », « entre Gauche et Centre », « entre Centre et Droite » font ainsi des scores importants. **Même s'il se déclare à gauche, le panel Jeunes semble à ce titre beaucoup moins attaché à l'actuelle offre électorale, que ce soit par méconnaissance des notions politiques auxquelles les partis renvoient, par défiance généralisée vis-à-vis du système partisan, ou tout simplement par un positionnement politique personnel qui n'est pas traduit dans l'offre électorale. Il semblerait le panel Jeunes ait un rapport plus distant avec l'actuel système politique.** Pour faire écho aux données électorales vues précédemment, on considère que c'est d'ailleurs majoritairement le public jeune, politisé, se disant de gauche, qui est le plus à même de voter en faveur des mouvements politiques non institutionnels (dont Europe Palestine, le mouvement Antisioniste ou encore le mouvement Affirmation).

- **Le panel Adultes : La prédominance de la catégorie Gauche**

Le panel Adultes possède un résultat de gauche à peu près identique au panel Jeunes : 72,72%. Cependant la composition est fort différente. Tout d'abord, le panel s'inscrit dans des catégories plus définies (« Extrême Gauche », « Gauche », « Droite ») que dans des catégories d'entre deux. La seule catégorie « Gauche » rafle plus de 45% des voix. La traduction politique de cette catégorie « Gauche » renvoie-t-elle à une inclination particulière pour les partis sociaux-démocrates ? On a vu que les ZUS les plus défavorisées votaient le plus largement PS. Or, dans le panel Adultes, le niveau d'activité est relativement bas : seulement 33,33% des interrogés déclarent avoir une activité travaillée, une part non négligeable de mères au foyer et de retraités ayant été interrogés, ainsi que 14,29% de chômeurs. La nature de ces différentes catégories ne suffit pas à démontrer qu'il s'agit d'un panel économiquement peu favorisé, mais il semble néanmoins que celui-ci soit moins favorisé

que le panel Association par exemple. **Cette démonstration issue du terrain appuierait alors l'observation macro, à savoir que c'est bien le PS qui engrange majoritairement les voix des plus « déclassés ».**

**Une dernière spécificité du panel réside dans les bons scores réalisés par les catégories « Droite » et « Extrême Droite ».** Dans les deux autres panels Jeunes et Association, la catégorie « Extrême Droite » est tout simplement bannie des réponses, et la catégorie « Droite » est assez clairement mise de côté : ce n'est pas le cas pour le panel Adultes. Que pouvons-nous en conclure ? Une première hypothèse serait que le clivage est peut-être moins bien maîtrisé par ce panel : les résultats de non politisation ou de politisation alternative semblent le confirmer. Mais cette hypothèse, relativement simpliste, est à écarter au vu des observations de terrain. A en effet été observée la large connaissance du principal parti d'extrême droite, le FN. Un possible positionnement erratique à l'extrême droite est donc assez peu envisageable : les interrogés connaissent, du moins a minima, les valeurs revendiquées par le FN.

Une observation assez éclairante issue de l'enquête de terrain est à prendre en considération. Lors de la distribution de questionnaires durant un cours FLE dans un centre social à Sarcelles (panel Adultes), la question 8 : « *Que pensez-vous des partis suivants : [...] le Front National ?* » amène une déclaration intéressante. Une interrogée affirme espérer que Marine Le Pen devienne présidente : elle est alors directement prise à partie par des femmes présentes à l'atelier. D'origine turque, de nationalité française, elle se défend : non, comme le prétend une de ses voisines, elle ne pourra pas être « mise dehors » par Le Pen, parce qu'elle détient la nationalité française, et est donc protégée à ce titre. Cette observation révèle plusieurs éléments. Tout d'abord, la mention du FN dans la liste des partis proposés a directement été reliée avec Marine Le Pen. Quand l'interrogée a révélé son adhésion aux valeurs du parti, elle a vivement été interpellée par le reste de l'assistance, sur le caractère xénophobe, ou du moins anti-immigration du parti. Le FN et le personnage de Marine Le Pen sont donc éminemment connus en banlieue, ainsi que leurs thèses nationalistes. En outre, l'adhésion publique aux thèses du FN suscite une certaine forme de dénigrement social : ici l'interrogée a été rappelée sur son propre caractère immigré, et sur donc sur l'alliance quasi « contre-nature » entre l'origine de l'interrogée et ses positions politiques.

Cette analyse minutieuse peut paraître évidente, mais elle est beaucoup moins quand, sur le terrain, on découvre qu'au contraire du FN, beaucoup de partis ou courants politiques structurants de la vie politique française ne sont pas ou très peu connus. L'exemple du communisme, qui est pourtant une idéologie potentiellement très ancrée dans certaines ZUS, est assez frappant. Beaucoup d'interrogés révèlent en effet ne rien savoir du communisme (ici compris en tant qu'idéologie), ou ne rien savoir du PC (ici compris en tant que parti politique). Lors de la distribution des questionnaires, un Echirollois du panel Association déclare par exemple au sujet du PC que celui-ci est un parti « *En faveur des riches et sans aucune pensée pour les plus pauvres* ». Sans prendre en aucune façon la défense du bilan communiste, affirmer que le PC n'a « aucune pensée pour les pauvres » semble relever soit d'une critique éminemment déconstructiviste soit d'une relative méconnaissance du parti et de ses valeurs. Autre exemple déjà cité, quand un interrogé du panel Jeunes à Rillieux la Pape déclare n'avoir « *jamais entendu parler* » du parti communiste. Or, dans le cas du FN, il n'y a pas eu ce type d'affirmations. A partir de cette réflexion, il semblerait que **le positionnement des résidents ZUS à l'extrême droite est un choix réfléchi, du moins a minima, puisque celui-ci renvoie à une forte signification, notamment sociale.** Une personne se réclamant du FN peut ainsi être rapidement

interpellé par ses pairs : à partir de là, toute personne se réclamant d'extrême droite doit avoir au minimum une vague idée de ce que le courant recoupe.

Concernant les raisons de la connaissance du FN en banlieue, notre réflexion s'enrichit encore une fois de la notion d'intensité médiatique établie par Braconnier et Dormagen. Si l'intensité médiatique est un des meilleurs leviers pour inciter les électeurs à se déplacer pour voter, on peut alors considérer que le même phénomène existe concernant la connaissance des partis politiques. Plus l'intensité médiatique est forte, plus le parti est connu. D'ailleurs, au vu du caractère récent des connaissances maniées par les interrogés sur le FN, il est certain que l'intensité médiatique joue un rôle dans l'apprentissage et la diffusion du parti d'extrême-droite. La figure de Marine Le Pen, relativement récente, est ainsi éminemment connue, ce qui témoigne, en autres raisons, de la percée médiatique de la nouvelle présidente du FN, et plus largement du tumulte médiatique qui est régulièrement créé autour de son parti. **C'est donc largement l'intensité médiatique qui permet à un parti de se faire connaître des personnes relativement peu politisées.** Le rapport inverse semble également vrai : si le FN est extrêmement connu, le PC, qui, ces dernières années, a connu une lucarne médiatique de plus faible intensité, l'est beaucoup moins en banlieue.

*Les ZUS votent ainsi massivement à gauche, notamment gauche sociale-démocrate de type PS. Ce sont principalement les ZUS les plus déclassées ou les personnes les moins politisées qui semblent largement séduites par cette offre politique. Toutefois, on observe quelques variables qui auront peut-être dans le futur un impact beaucoup plus fort. Les jeunes partagent de moins en moins la culture politique de leurs aînés : le parti communiste est peu ou pas connu d'eux. Ils semblent aussi plus versatiles et se tournent beaucoup plus volontiers que les autres classes d'âges vers de nouvelles formes politiques, moins institutionnalisées, qui répondent mieux à leurs nouvelles attentes. En prouve l'émergence de partis politiques comme le mouvement Affirmation ou le mouvement Europalestine. Enfin, notons l'importance primordiale de l'intensité médiatique qui favorise ou non la connaissance de certains partis politiques en banlieue (en l'occurrence le FN).*

### III - Entre renouveau politique, attentes et déceptions : Quelle évolution en banlieue ?

Après avoir mesuré l'importance de l'abstention et la force d'inertie de la non politisation, nous avons également aperçu que les territoires ZUS demeurent dans leur ensemble de réels bastions électoraux pour la gauche, essentiellement pour la gauche de type social-démocrate (PS). La question qui se pose dorénavant est celle de l'évolution. Nous l'avons souligné dans les deux parties précédentes, le panel Jeunes représente un certain nombre d'interrogés peu ou pas politisés, défiants et critiques envers le système partisan, et beaucoup plus volatiles dans leurs choix électoraux. La question de l'évolution du paysage politique semble désormais primordiale. En outre, il est à parier que l'émergence et l'implantation de nouveaux partis ou mouvements politiques (Mouvement Affirmation, Europe Palestine, mais également d'autres) vont à terme, bouleverser la donne politique en banlieue. C'est donc après avoir tenté de mettre à jour l'actuel paysage politique en ZUS que nous souhaitons analyser les grandes tendances à venir. Quelles sont les pistes qui indiquent les continuités politiques, quelles sont celles qui renseignent sur les ruptures ?

#### A – De la défiance généralisée aux attentes déçues : Monographie des contrariétés en ZUS :

Les différents terrains réalisés nous donnent à voir certaines attentes, certains marques de doutes ou de défiance vis-à-vis de la politique. Puisque la chose politique constitue l'un des axes transformateurs de la société, nous nous sommes demandé comment les individus rencontrés percevaient leur propre société, ainsi que les actuelles réalités politiques qui contribuent à la modeler.

##### 1) L'intégration sociale : Mesure de la place dans la société :

Selon plusieurs études sur l'abstention<sup>16</sup>, plus une personne est intégrée dans une société, plus elle est à même de développer un niveau de politisation optimal, et à ce titre, est encline à traduire cette compréhension et cet intérêt politique par le vote. A ce titre, nous avons alors souhaité recueillir l'avis plus large des interrogés : comment perçoivent-ils leur place dans la société ?

Avant toute chose, la notion même d'intégration doit être discutée : qu'est-ce qu'être « intégré » dans une société ? Nous reprenons ici les écrits de Dominique Schnapper sur la question<sup>17</sup>. Elle considère que l'intégration dans une société se mesure principalement par deux sous-ensembles : l'intégration culturelle et l'intégration sociale. Reprenant les catégories éprouvées des sociologues

<sup>16</sup> Encore une fois, se référer à La démocratie de l'abstention, mais aussi Le cens caché de Daniel Gaxie, ou encore aux travaux de Bacqué et Sintomer.

Braconnier, Céline ; Dormagen, Jean-Yves, *La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris : Gallimard, 2007, 460 p., Folio Actuel.

Gaxie, Daniel, *Le cens caché : inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris : Editions du seuil, 1978, 264p., Sociologie politique.

Bacqué, Marie-Hélène, Sintomer, Yves, « Affiliations et désaffiliations en banlieue. Réflexions à partir des exemples de Saint-Denis et d'Aubervilliers », *Revue française de sociologie*, 2001, 42-2, pp. 217-249, [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc\\_0035-2969\\_2001\\_num\\_42\\_2\\_5353](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc_0035-2969_2001_num_42_2_5353).

<sup>17</sup> Schnapper, Dominique, « L'échec du « modèle républicain » ? Réflexion d'une sociologue », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2006/4, p. 759-776, <http://www.cairn.info/revue-Annales-2006-4-page-759.htm>

américains Gordon et Merton, elle présente ainsi l'intégration culturelle comme correspondant à « l'adoption de la culture du pays d'installation », et l'intégration sociale qui représente « l'accès et la participation aux différentes instances de la vie collective ainsi qu'aux échanges sociaux ». La première étape, culturelle, est la plus rapide. Elle peut cependant demeurer sans suite : l'individu adopte la culture du pays d'installation, sans que cela soit suivi d'une réelle élévation sociale ou d'un accès facilité aux diverses opportunités socioéconomiques : d'après Gordon, ce fut notamment le cas des noirs américain au moins jusqu'au début des années 60.

Plusieurs cas d'intégrations cohabitent :

- **Présence d'une pleine intégration culturelle et sociale**, comme ce fut le cas des Espagnols en France d'après Schnapper. Ici, nous pourrions parler d'une intégration dite « réussie ».
- **Présence d'une pleine intégration sociale mais d'une intégration culturelle faible**. Schnapper cite le cas de la population asiatique en France. Cet exemple est à prendre avec précaution.
- **Présence d'une pleine intégration culturelle mais d'une intégration sociale faible et défaillante : aussi appelée « downward assimilation »**. Ici, Schnapper s'appuie sur les travaux de Mirna Safi<sup>18</sup> qui considère que cette situation correspond notamment aux populations maghrébines ou africaines subsahariennes en France. Ainsi, d'après Safi, la seconde génération de l'immigration, notamment celle qui habite dans des territoires enclavés et/ou défavorisés comme les ZUS, ne bénéficie pas, d'ailleurs pas plus que la première génération, d'un statut social plein et entier.

Aussi, si l'on part du constat que l'intégration sociale pèse sur la politisation des individus, si en parallèle on considère que les habitants de ZUS connaissent un déclassement social ou une certaine stagnation sociale, l'on doit alors se pencher sur la question de l'intégration sociale de nos interrogés. Bien entendu, nous ne pouvons pas mesurer, par le seul outil questionnaire, le niveau d'intégration sociale des interrogés. Par contre, par le biais de 3 questions, nous avons tenté de relever dans quel état d'esprit les interrogés se situaient vis-à-vis de leur société.

L'enquête a souhaité offrir aux interrogés un espace où donner leurs avis sur trois grandes institutions qui structurent et balisent la vie de tous les résidents en France : le système éducatif français, le système d'accompagnement à l'emploi, le système judiciaire. Il s'agit ici de la question 4 :

4 – *Que pensez vous :*

A - *Du système éducatif français ? (Ecole, orientation...)*

B – *Du système d'accompagnement à l'emploi ? (Pôle Emploi, Mission Locale...)*

C – *Du système judiciaire ? (Justice...)*

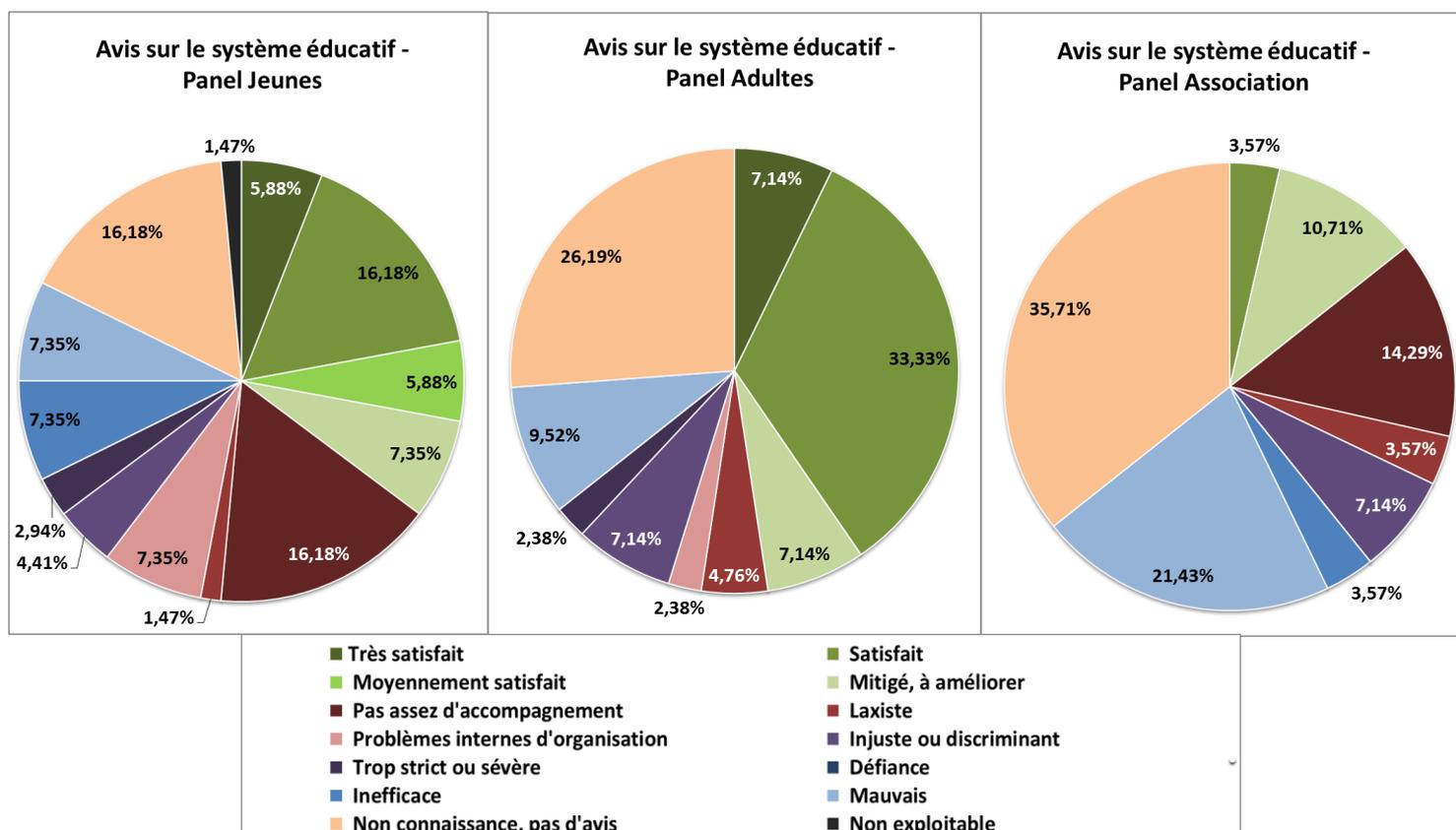
Nous rappelons au lecteur, que comme pour toutes les questions ouvertes du questionnaire, les catégories dans lesquelles sont réparties les réponses ont été formalisées à la suite du dépouillage des questionnaires. Les catégories ne correspondent donc en aucun cas à une formalisation a priori qui aurait pu biaiser de façon importante le traitement des données.

<sup>18</sup> Safi, Mirna, « Le processus d'intégration des immigrés en France. Inégalités et segmentation », *Revue française de sociologie*, 47,1, 2006, pp.3-48.

- **Le système éducatif :**

Une partie importante des panels Adultes et Association n'ont pas souhaité répondre à la question, estimant qu'ils ne pouvaient donner un avis légitime, n'ayant pas suffisamment approché l'institution en question pour pouvoir formaliser un avis. Au final, sur cette question, 57 personnes sur 68 donnent un avis pour le panel Jeunes, 31 personnes sur 42 pour le panel Adultes, et 18 sur 28 pour le panel Association.

**Graphique 14 – Avis – Que pensez-vous du système éducatif français :**



Le panel Jeunes est le plus éclaté, mais on note tout de même que presque la moitié possède un avis défavorable (cumul des plages bleues et des plages rouges). Dans cette moitié, environ un tiers considère que le système éducatif n'accompagne pas assez les élèves. **La question de la mauvaise orientation ou d'une orientation subie, discriminante, revient ainsi très fréquemment.** D'après un interrogé du panel Jeunes d'Echirrolles : « *Je pense que le système éducatif français met les jeunes de quartiers à l'écart, et que pour nous il n'y a que les lycées professionnels et non [les filières] générales !* ». Malgré cette critique très récurrente, un bon tiers du panel Jeunes considère que le système est relativement bon (plages vertes, qui vont de « Très satisfait » à « Mitigé, à améliorer »).

Le panel Adultes est le plus enthousiaste : environ la moitié se déclare « Très satisfait », « Satisfait » ou « Moyennement satisfait ». Si la part des avis négatif est la plus faible des trois panels (26,18% tout cumulé), on constate néanmoins qu'une partie de ceux-ci considère que le système éducatif est injuste ou discriminant. Ici aussi, c'est principalement l'orientation qui est critiquée. D'après une interrogée du panel Adultes, « *Le système éducatif français est très grave, l'orientation aussi pour*

*nous n'est pas bien* ». C'est au final plusieurs témoignages qui font mention plus ou moins explicitement de discriminations sur une base soit territoriale, la banlieue, soit raciale, pour les familles issues de l'immigration.

Enfin, **le panel Association est de loin le plus critique** : les avis positifs dépassent à peine les 14%, et les avis négatifs représentent une bonne moitié. A l'intérieur desquels les interrogés déplorent un manque d'accompagnement, et fustigent également un système injuste et discriminant. Ils reprennent alors les principales critiques des deux autres panels. Certains interrogés du panel Association travaillent au jour le jour sur les questions d'alphabétisation ou de soutien scolaire. A ce titre, ils offrent un regard complexe, formalisent des demandes : d'après deux interrogés du panel Association de Saint Denis, « *Pas assez de moyens pour des AVS [Assistant de Vie Scolaire], psys...* », ou encore « *Nous attendons la création des postes supplémentaires ! Et une meilleure information autour de l'orientation* ». **La capacité du panel Association à énoncer un avis critique semble indirectement liée à son engagement associatif**. On peut en effet considérer qu'un engagement, qu'il soit associatif ou autre, réclame peu ou prou une réflexion personnelle sur tel ou tel aspect social ou sociétal. Cela a son importance car la critique d'un système, a fortiori d'un système institutionnel, est réalisable à partir du seul moment où un retour distancié est réalisé par la personne. A contrario, une personne « affaiblie » dans un système ou une société sera difficilement à même d'observer les tenants et les aboutissants institutionnels de sa propre situation, et sera donc moins capable d'énoncer une critique complexe. Cette réflexion nous permet ainsi autant d'analyser la capacité de critique du panel Association que la relative inertie des commentaires du panel Adultes.

Malgré tout, même pour le panel Association, le système éducatif semble garder son image plus ou moins sacralisée : c'est par elle notamment qu'est censée passer l'élévation sociale<sup>19</sup>. Ainsi, l'institution scolaire est la moins critiquée des trois institutions abordées.

- **Le système d'accompagnement à l'emploi :**

Concernant les avis sur le système d'accompagnement à l'emploi (voir Graphique 20), on aperçoit ici qu'ici aussi le panel Association est à la fois le moins enthousiaste et le plus critique des trois panels. **Presque deux tiers du panel Association (60,71%) considèrent le système comme mauvais, notamment à cause de problèmes internes à l'organisation** (mention d'un système débordé, trop bureaucratique, dégradé ou sans moyen suffisant : « *Système bouché, accompagnement débordé* » pour une interrogée du panel Association à Echirolles), ou d'un manque d'accompagnement des demandeurs d'emploi. Pourtant, si l'on met en comparaison ces résultats avec les données socioprofessionnelles du panel Association, on constate que 67,85% occupent actuellement une activité (emploi CDI ou autres, ou en tant que libéral ou indépendant), alors que ce taux est de 29,45% chez le panel Jeunes et de 33,33% chez le panel Adultes. De même, le taux d'interrogés se déclarant au chômage n'est que de 7,14% dans le panel Association, alors qu'il est de 22,06% chez le panel Jeunes, et de 14,29% dans le panel Adultes. Comme pour le système éducatif, c'est bien le panel le plus favorisé, socialement parlant, ou le plus engagé (ce qui va parfois de pair), qui est le plus

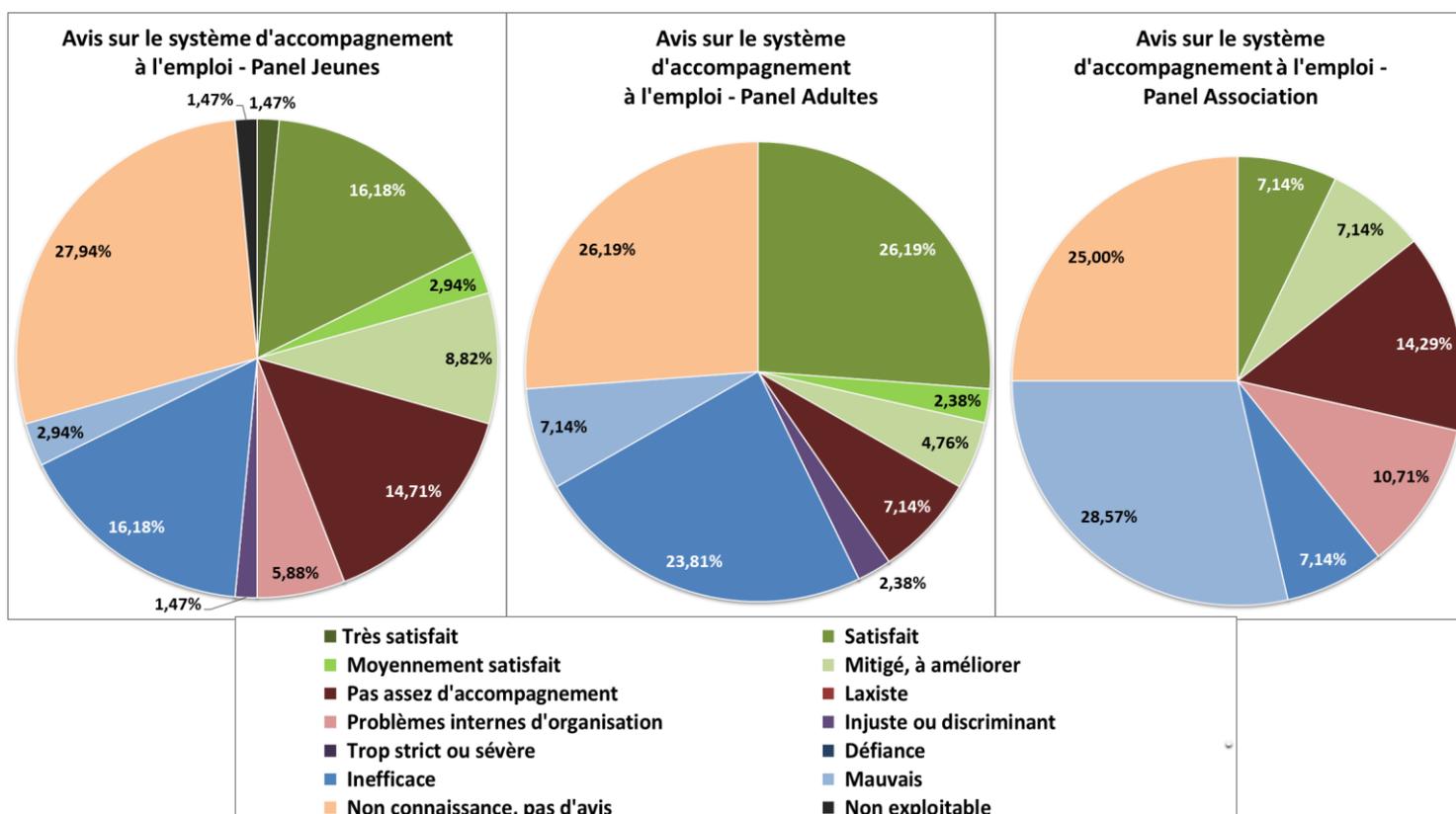
---

<sup>19</sup> A ce titre, se référer aux travaux de Bourdieu : Bourdieu, Pierre ; Passeron, Jean-Claude, *La reproduction : éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris : Les Ed. De Minuit, 1973, 279p., Le sens commun.

à même d'émettre des critiques vis-à-vis d'un système, même s'il est au final peu concerné par le système en question.

La part des avis négatifs est sensiblement équivalente dans les deux autres panels, les panels Jeunes et Adultes (respectivement 41,18% et 40,47%), tout comme la part des avis positifs, d'environ un tiers dans les deux cas. **Une bonne partie du panel Jeunes formalise elle aussi la critique d'un système qui n'accompagne pas assez les demandeurs d'emploi.** Notons la présence d'avis positifs récurrents par le panel Jeunes, principalement envers les Missions Locales. Au contraire, l'évocation de Pôle Emploi suscite des avis beaucoup plus négatifs.

**Graphique 20 – Avis – Système d'accompagnement à l'emploi :**



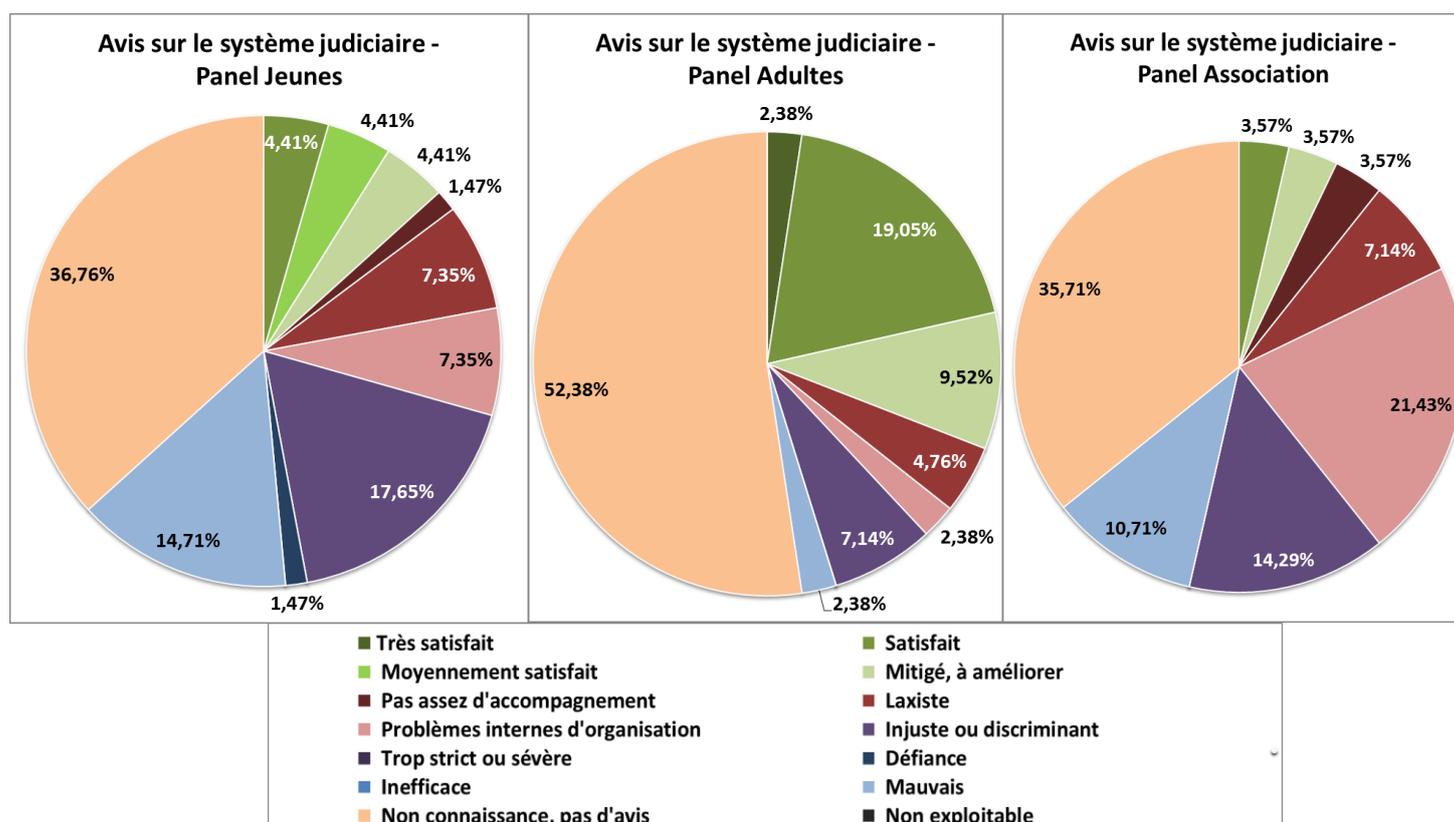
- **Le système judiciaire :**

Concernant le système judiciaire, ici aussi, une importante partie des interrogés ne se considèrent pas comme suffisamment légitime pour avoir un avis, puisque ne connaissant pas ou peu l'institution. Cette proportion de personnes n'ayant pas d'avis est beaucoup plus élevée que pour le système éducatif. Cela n'est pas surprenant au sens où effectivement, il paraît « logique » de moins côtoyer l'institution judiciaire que l'institution éducative.

Encore une fois, le panel Association se démarque de cette démarche : bien que ne semblant pas plus directement concerné par cette question que les autres panels, **le panel Association s'est senti plus légitime à émettre un avis sur le système dont il était question** : seulement 35,71% n'a pas répondu, n'a pas d'avis/ne connaît pas le système. Toutefois, il est important de reconnaître que le panel Jeunes suit ce résultat de très près, avec 36,76%.

Lors de la distribution, l'observation suivante a été faite. Très souvent, les personnes interrogées faisaient un rapprochement entre le système judiciaire et le système policier/gendarmerie. Cela ne signifie pas confusion des deux systèmes pour autant, mais que le système judiciaire est souvent perçu comme la continuité logique du système policier/gendarmerie. Cette vision explique notamment les forts taux de réponses du panel Jeunes. En effet, **les dérives policières tout comme les procès « injustes » constituent un point d'achoppement particulièrement polémique pour une partie du panel Jeunes**. Nous verrons par la suite que ces thématiques sont d'ailleurs au cœur de différents partis politiques locaux, ainsi qu'à la base de la plupart des engagements individuels militants en banlieue.

Graphique 21 – Avis – Système judiciaire :



Seulement 13,23% du panel Jeunes porte un regard positif sur l'institution judiciaire. La moitié du panel porte un regard négatif, avec notamment 17,65% des réponses qui dénoncent un système injuste et discriminant, voire raciste. Exemples de deux interrogés du panel Jeunes de Rillieux la Pape : « *Dégueulasse, pas d'égalité* », ou encore « *Pas une bonne justice. C'est par rapport à la nationalité, [c'est] pour les Français. [Les représentants de l'institution sont] Racistes* ». Notons que le dernier interrogé pose une différence entre lui et « les Français », alors même qu'à la suite d'une courte discussion, il s'avère qu'il est lui aussi de nationalité française. **Ici, le Français représente donc le Blanc, différent et privilégié par rapport à l'Arabe**. Notons également que les propos les plus virulents apparaissent surtout dans le groupe d'interrogés Jeunes de Rillieux la Pape. Cela porte une vraie signification, car c'est le seul terrain Jeunes où les interrogés ont été rencontrés en bas des tours, représentant un public moins favorisé. Sur les 10 interrogés, 2 étaient à cette période interdits de droits civiques. Beaucoup ont aussi fait mention d'un passage en prison. C'est donc une proportion importante des interrogés Jeunes rencontrés à Rillieux la Pape qui avaient été

personnellement confrontés à l'institution judiciaire. Bien entendu, il est impossible de savoir de quelle nature ont été leurs traitements judiciaires, s'ils ont bénéficié ou non d'une justice éthique et équitable, mais il est notable de remarquer que ce sont les personnes ayant été confrontées au système judiciaire qui portent le discours le plus négatif sur l'institution, et non pas ceux ne l'ayant jamais rencontré.

L'analyse est radicalement différente pour le panel Adultes. **Outre la grande proportion d'interrogés à ne pas désirer formaliser d'avis sur la question, 30,95% porte un regard positif sur l'institution**, et seulement 16,66% formalisent un avis négatif et/ou critique. Dans ceux-ci, « seulement » 7,14% considère que le système est injuste et discriminant.

Enfin, encore une fois, le panel Association est largement le plus critique. Seulement 7,14% des interrogés considèrent le système comme bon ou relativement bon. 57,14% considèrent que le système est mauvais, et déclinent plusieurs critiques. **Contrairement aux deux autres panels, la première critique du panel Association concerne les problèmes d'organisation internes à l'institution, et viennent « seulement » en deuxième position les questions de discriminations ou d'injustices.** La lenteur, la bureaucratie, ou la déploration d'un système dépassé ou débordé sont les réponses les plus récurrentes : « *trop long (les procédures)* » d'après un interrogé du panel Association de Chenôve. 14,29% du panel considère que le système est injuste ou discriminant, un score qui se rapproche des 17,65% du panel Jeunes. Enfin, 7,14% considèrent le système comme trop laxiste.

- **Conclusion : L'intégration sociale : Rapport entre avis critique et complexité :**

Il serait fortement erroné de croire que les avis négatifs sont forcément la marque d'une mauvaise intégration sociale. Le panel Association, qui semble le panel le plus favorisé, semble posséder la capacité et le sentiment d'une légitimité suffisante pour porter un regard distancié sur les institutions. Il porte souvent un regard critique, et ce, même sur des sujets qui ne le concernent pas forcément directement. Ses avis sont complexes, maniant quelque fois plusieurs arguments sur une même thématique.

Au contraire, le panel Adultes, dont les taux d'activité sont beaucoup plus bas, et dont l'intégration civique (cf droit de vote) est moins importante, semble se sentir moins légitime pour pouvoir émettre un avis critique. Le panel Adultes, qui bénéficie d'une intégration sociale moindre, est ainsi le plus favorable aux institutions. Les témoignages favorables de ce panel sont par ailleurs très peu complexes : ils renvoient principalement à des « *c'est bien* » ou « *c'est très bien* ».

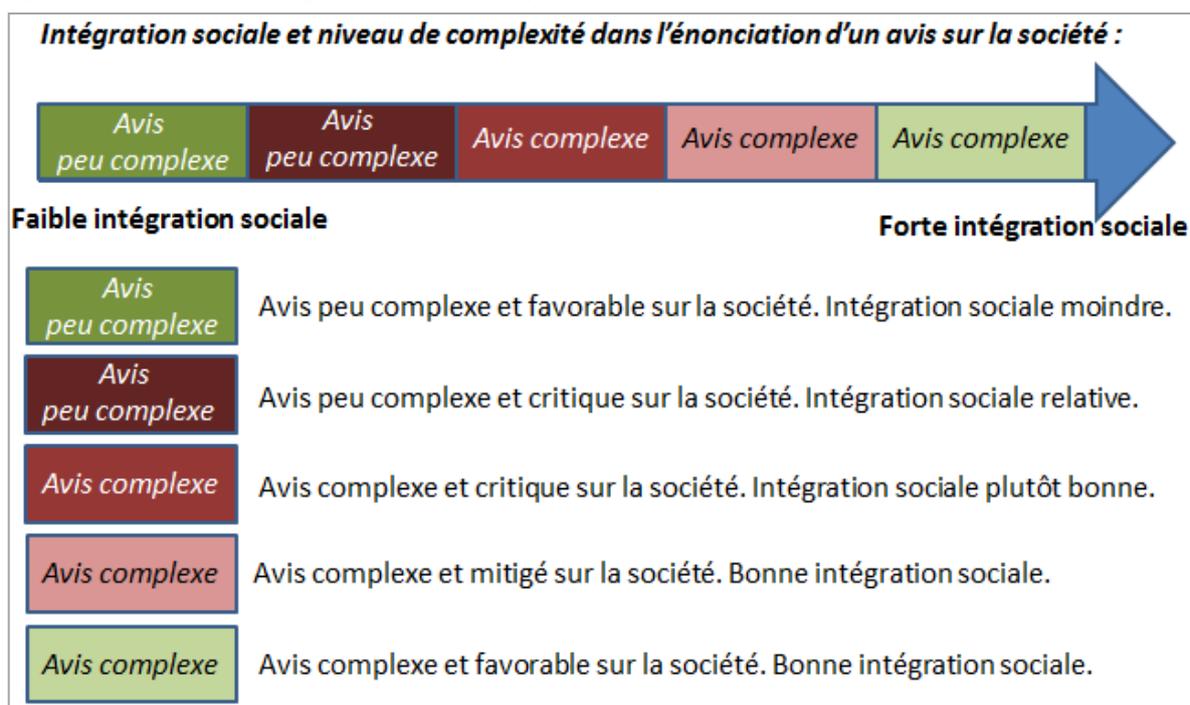
Entre les deux, le panel Jeunes possède un statut particulier : dans l'ensemble il possède une bonne maîtrise de la langue française au contraire du panel Adultes, mais également une place sociale moins élevée que le panel Association (dû à l'âge, dû aux forts taux de chômage, etc). L'analyse de la relative complexité des réponses est là aussi un indice pertinent : les interrogés du panel Jeunes sont les plus enclins à formaliser un rejet, mais peu complexe, des institutions. En témoignent certaines critiques faisant état de racisme dans les institutions, notamment au sein de l'institution judiciaire. Bien sûr, les discriminations ou traitements inégaux ou racistes ne sont ici nullement remis en cause : certains agissements inacceptables existent bel et bien au sein de chacune des institutions ici

citées. Pourtant, dans certains témoignages, la critique du racisme est peu explicitée, peu alimentée, et constitue parfois une posture éminemment critique sans réelle complexité sous-jacente.

**La complexité des avis, qu'ils soient critiques ou favorables, semble donc un marqueur de l'intégration sociale : plus un avis est complexe, plus cela constitue un indice de la forte intégration sociale de la personne.** Couplée à l'expression de la complexité, la nature positive ou négative de l'avis semble représenter un second indice non négligeable pour connaître la position occupée par l'interrogé dans la société : **le panel le moins intégré sera très peu ou pas critique, puis avec une meilleure intégration sociale, le caractère critique apparaîtra, et sera couplée avec une complexité dans l'expression de plus en plus importante.** Enfin, arrivé à une position sociale importante, on peut imaginer que le caractère critique s'étiolera dans une certaine mesure.

Au final, nous pouvons formaliser cette réflexion par un dessin très schématique. Bien entendu, ce schéma ne peut reproduire à l'identique les diverses tensions, les incertitudes à l'œuvre dans les représentations mentales collectives ou individuelles. On l'a dit, l'institution scolaire garde par exemple une place privilégiée, et connaît moins de critiques. Malgré tout, il semblerait que les grandes dynamiques peuvent être représentées ainsi :

**Graphique 22 – Relation intégration sociale/complexité des avis formulés :**



## 2 – La défiance vis-à-vis du monde politique :

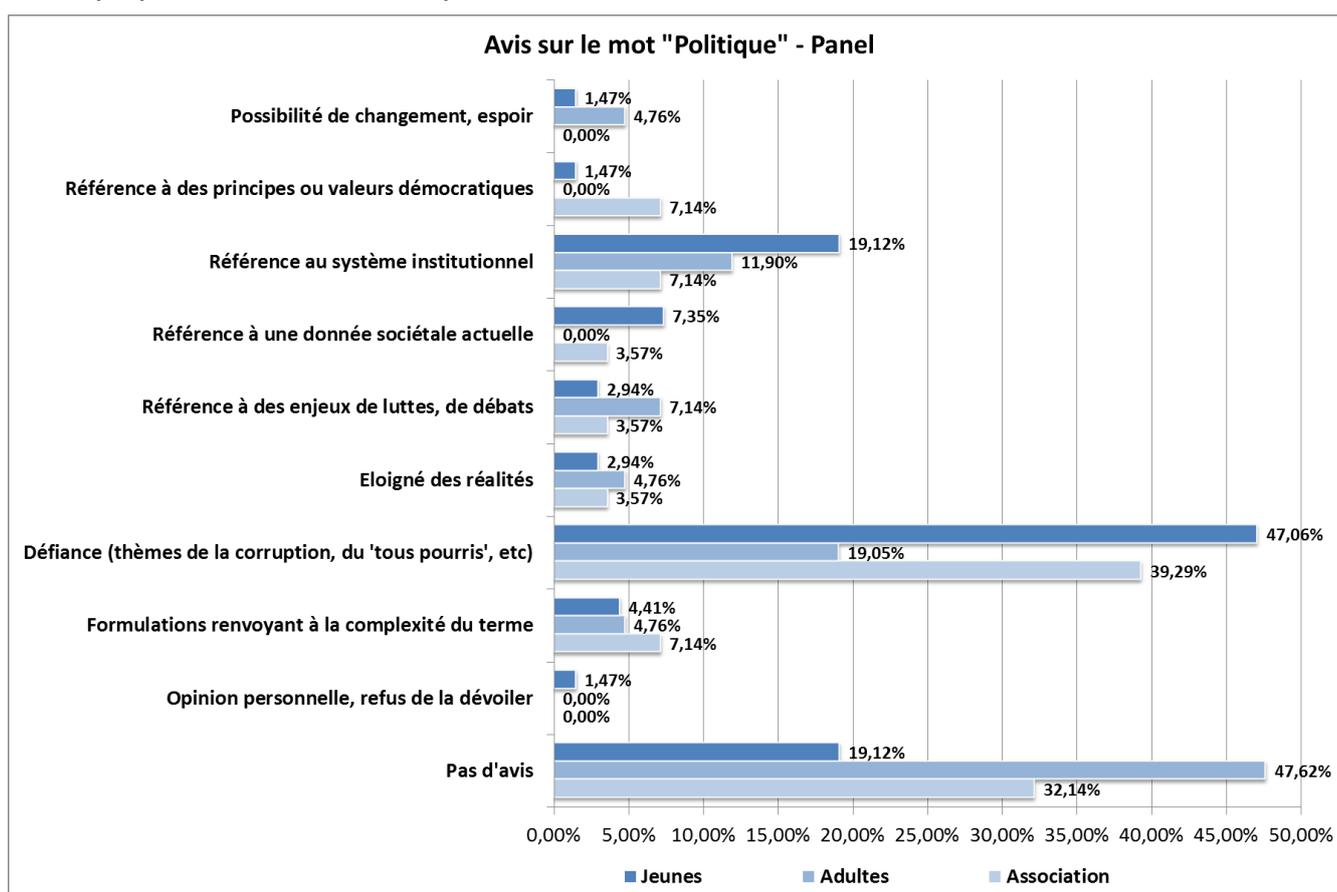
Nous avons donc observé quelques grandes tendances à l'œuvre concernant le positionnement ressenti des interrogés dans la société. Plus spécifiquement, c'est désormais le positionnement ressenti des interrogés vis-à-vis du/de la politique qui doit être interrogé. Nous l'avons vu à l'occasion de l'analyse des avis sur les partis politiques, un nombre important d'interrogés ne considèrent la question politique qu'au travers d'une défiance plus ou moins définie. La question 5 - *A quoi vous fait penser le mot « Politique » ?* offre des résultats plus complets et permet de comprendre certaines des dynamiques de la défiance.

30,43% des interrogés ne répondent pas à la question, disent ne pas savoir, ou révèlent ne « rien » penser : ces interrogés sont classés dans la catégorie « Pas d'avis ». Le reste des avis recueillis représentent donc 96 personnes sur les 138 interrogés. A savoir que pour cette question, plusieurs réponses étaient admises : une même réponse peut être comptabilisée dans plusieurs catégories.

Au vu des résultats, il semblerait encore une fois que le panel se sentant le moins légitime à témoigner (catégorie « Pas d'avis ») est de loin le panel Adultes. Nous rejoignons ici l'hypothèse vue précédemment : moins intégré socialement parlant (en termes d'opportunités socioéconomiques notamment), le panel Adultes se sent moins légitime à livrer un avis. Mais cette analyse large ne doit pas occulter le caractère spécifique de la question, qui s'attarde sur le mot « Politique ». Nous avons vu que plus de la moitié le panel Adultes ne possède pas le droit de vote. Il ne paraît pas improbable que les personnes n'ayant pas le droit de vote puissent dans tous les cas s'interdire tout jugement sur la politique française, a fortiori quand il s'agit de répondre à une personne extérieure, inconnue, et qui propose un questionnaire dans le cadre d'une étude. Le cadre étude, qui renvoie à un univers potentiellement mal connu, parfois vu comme « supérieur », peut inhiber certains interrogés.

**Le droit de vote, sorte de traduction « citoyenne » de l'engagement politique, peut ainsi faire naître un sentiment d'illégitimité pour les personnes qui ne le possèdent pas : n'étant pas en capacité d'influer sur le cours de la politique française, n'étant d'ailleurs pas considéré par ce monde politique outre mesure, l'individu peut tout simplement taire ses avis, ou se mettre à distance de toute question politique. Il s'agit bien ici du silence et de l'auto-censure de « l'illégitime », en d'autres mots. Dans cette perspective, l'acquisition de ce droit supplémentaire renvoie à une dynamique inclusive, porteuse d'une place nouvelle dans la société. Le droit de vote des étrangers constituerait donc autant la réponse à une revendication éminemment politique d'une partie de la population étrangère socialement intégrée que le préalable à la politisation (et à l'intégration) du reste de cette population.**

Graphique 23 – Avis – Mot « Politique » :



Au-delà du sentiment d'illégitimité, le panel Adultes délivre un avis plus positif que ceux des deux autres panels. Certains interrogés du panel Adultes associent au mot politique l'idée de changement (exemple d'une interrogée à Chenôve : « *Ca veut dire tout ce qui se dit sur les hommes politiques, Président et tous pour leur trouver du travail, et qu'il y ait moins de chômage* »). C'est pourtant également le panel qui considère le plus que le monde politique (par extension du mot « Politique ») est éloigné des réalités de terrain. Il en va ainsi de l'avis d'un interrogé du panel Adultes d'Echirrolles : « *Gouvernement, Etat. Avocats, directeurs d'école... Des gens bien placés, pas les ouvriers, qui n'ont pas la même place* ».

Le panel Jeunes s'est montré beaucoup plus prolix, puisque seulement 19,12% n'a pas souhaité répondre à la question/a dit que le mot ne les faisait penser à « rien ». Une proportion égale fait appel à des références institutionnelles (« *aux lois, à tout ce qui est mis en place par les ministres et le président* », d'après un interrogé Jeunes de Clichy sous Bois), et 7,35% rapportent des données sociétales contemporaines, que ce soit l'évocation de personnalités politiques actuelles (« *Sarko, et tout ça* », pour un interrogé de Rillieux la Pape), ou l'évocation de médias, comme le furent les Guignols de l'Info. **Ces deux données démontrent qu'une partie non négligeable du panel Jeunes est politisée, du moins à minima** : le mot « Politique » renvoie bien soit à un système, soit à des données contemporaines. A côté de ces réponses, presque la moitié des interrogés, 32 personnes soit 47,06%, affirment une défiance à l'évocation du mot Politique. Les mots « arnaque » ou « escroc » reviennent dans de nombreux terrains. Petit florilège issu du panel Jeunes de Montreuil : « *lassant* », « *menteur, beau parleur* », « *mensonge* », « *le mot politique me fait penser à trop de personnes qui parlent pour rien, donc je suis pas* »...

Le panel Association est également critique, puisque le taux de défiance atteint les 39,29% (soit 11 personnes sur les 19 offrant un avis). On note cependant des analyses plus mitigées, ou sur des points plus précis : **une partie du panel Associations semble posséder une vision plus en demi teintes sur le monde politique**. Ainsi, deux interrogés du panel Association de Saint Denis expriment la difficulté de résumer le mot « Politique » en ces termes : « *Au-delà de l'étymologie et donc du vivre ensemble, au peuple et à la démocratie, aux luttes présentes et à venir* », « *c'est un mot valise où l'on peut tout mettre* ».

Les tendances lourdes de l'expression des trois panels restent donc relativement identiques à celles exprimées vis-à-vis des institutions. Au-delà de cette première analyse, nous nous devons de nous attarder sur le phénomène de la défiance, largement perceptible dans le panel Jeunes, et dans une moindre mesure dans le panel Association. Est-elle le strict symptôme d'une dépolitisation (ou non politisation) ? Moins un système est connu, plus il est tentant de le critiquer ou de le rejeter de manière globale. Cependant, le panel Association, plus politisé, est également largement défiant. La défiance serait-elle alors le fruit des affaires à répétition ? **Les termes de la défiance restent pourtant globalement larges, peu complexes, et la rhétorique du « tous pourris » n'est jamais reliée à une affaire précise**. Il est d'ailleurs intéressant de noter que nous étions, durant le temps de l'enquête de terrain, en pleine affaire Cahuzac : malgré les très nombreuses marques de défiance, le nom de l'ancien ministre du budget n'est jamais ressorti.

Nous constatons désormais que d'autres aspects moins structurels que la seule intégration sociale ou la seule « non politisation » semblent également à l'œuvre. Comme le témoigne un extrait de l'entretien réalisé à Clichy sous Bois avec une habitante dans un centre social (voir encart bleu), si les

affaires contemporaines ne sont pas citées en tant que telles, **l'idée de la corruption, ou du moins de l'abus de pouvoir financier, reste éminemment présente.**

Entretien avec J : Défiance vis-à-vis de la politique :

*Marine* : A quoi ça vous fait penser le mot politique ? Et dans ce cas-là vous pouvez me dire des mots et puis on peut les écrire au tableau. Et après on peut en discuter.

*J* : Politique... Alors déjà quelque chose de relativement... flou. Voilà. Euh... d'égoïste. Et puis... et puis et puis... bonne question. Parce que en fait, comme je regarde pas la télé, donc en fait je suis très très peu dans la politique. Moi je fais les élections et puis basta ! *[Rires]*

*M* : Elections, télé... *[en écrivant au tableau]* Et pourquoi c'est flou pour vous ?

*J* : Parce que... On nous dit des choses mais c'est pas vraiment le reflet de ce qui va être fait, réellement. Donc c'est, c'est relativement flou. Après c'est pas ce qu'on veut exactement, on est obligé de choisir un programme où y'a quelque chose qui nous intéresse mais c'est pas vraiment adapté... A chaque point de vue quoi.

*M* : D'accord, donc en fait c'est les programmes qui ne correspondent pas vraiment à ce que vous souhaitez ?

*J* : Bah oui.

*M* : D'accord.

*J* : Fin les programme, les campagnes qu'ils mènent, bah... Y'a des points des fois oui puis des fois non. Et puis après des fois ils disent bah ça, et puis non, quoi, y'a pas. Donc c'est pas, c'est pas très correct.

*M* : Donc ce seraient aussi des promesses non tenues.

*J* : Hum-hum.

*M* : D'accord. Et c'est pour ça que vous avez dit que c'était égoïste ?

*J* : Non, égoïste parce qu'ils aiment bien prendre l'argent sur le dos des particuliers mais que après quand c'est leur porte-monnaie, bah y'a pas grand-chose qui est fait dessus quoi. Tous les avantages qu'ils ont, une fois qu'ils aient abandonné leur poste, ils pourraient mettre une croix dessus, au lieu de taxer les allocations familiales. Si elles sont là c'est bien qu'y a une raison aussi, quand même. Alors que quand on quitte un poste de député et blabli, et blabla, on a toujours des primes, tout ça qui vont avec. Alors qu'on est plus en poste. Moi, jusqu'à preuve du contraire, je touche pas mon salaire de mon ancien poste. Désolée, mais, voilà quoi ! Je vois pas pourquoi eux ils auraient le droit à plus que n'importe quelle autre personne. Ils sont pareils. Ils mangent, ils boivent, ils sont pareils que nous. Voilà, ils ont juste été un peu plus à l'école, c'est tout.

Même si celles-ci ne sont pas véritablement explicitées, **les attentes déçues du passé continuent à peser sur le ressenti actuel.** D'autres aspects beaucoup plus contemporains, conjoncturels, se mêlent à l'analyse et correspondent également à un autre moteur de la défiance en banlieue. Il s'agit maintenant d'observer le ressenti des interrogés face à l'actuelle politique nationale.

3 ) *Mandat de Hollande : Entre attentes et oppositions :*

Nous avons abordé la question du vote et de l'intérêt à la politique de manière générale, quasiment ahistorique. Cependant, les représentations individuelles et collectives se forment également dans le vécu et au fil des événements et de l'actualité. Il s'agit désormais de voir en quoi le changement de majorité joue sur les perceptions des interrogés, quelles sont les nouvelles attentes à l'œuvre, les

déceptions. En outre, cela nous permet d'aborder un peu plus finement l'une des promesses de campagne du candidat Hollande, la question du droit de vote des étrangers.

A ses débuts focalisée sur le droit de vote des étrangers, l'enquête souhaitait observer dans quelle mesure ce droit de vote était une revendication qui venait directement du terrain. A ce titre, ont été posées les deux questions suivantes :

*7 a – Lors des élections présidentielles de 2012, quelle a été la ou les promesses de campagne de Hollande qui vous avait le plus séduit ?*

*7 b – Lors des élections présidentielles de 2012, quelle a été la ou les promesses de campagne de Hollande que vous aviez le moins aimé ?*

Ces deux questions ont fait office d'espaces libres pour que l'interrogé puisse inscrire le droit de vote des étrangers soit comme une revendication, soit comme un refus. Au-delà du droit de vote des étrangers, les deux questions ont fait apparaître d'autres attentes ou contestations.

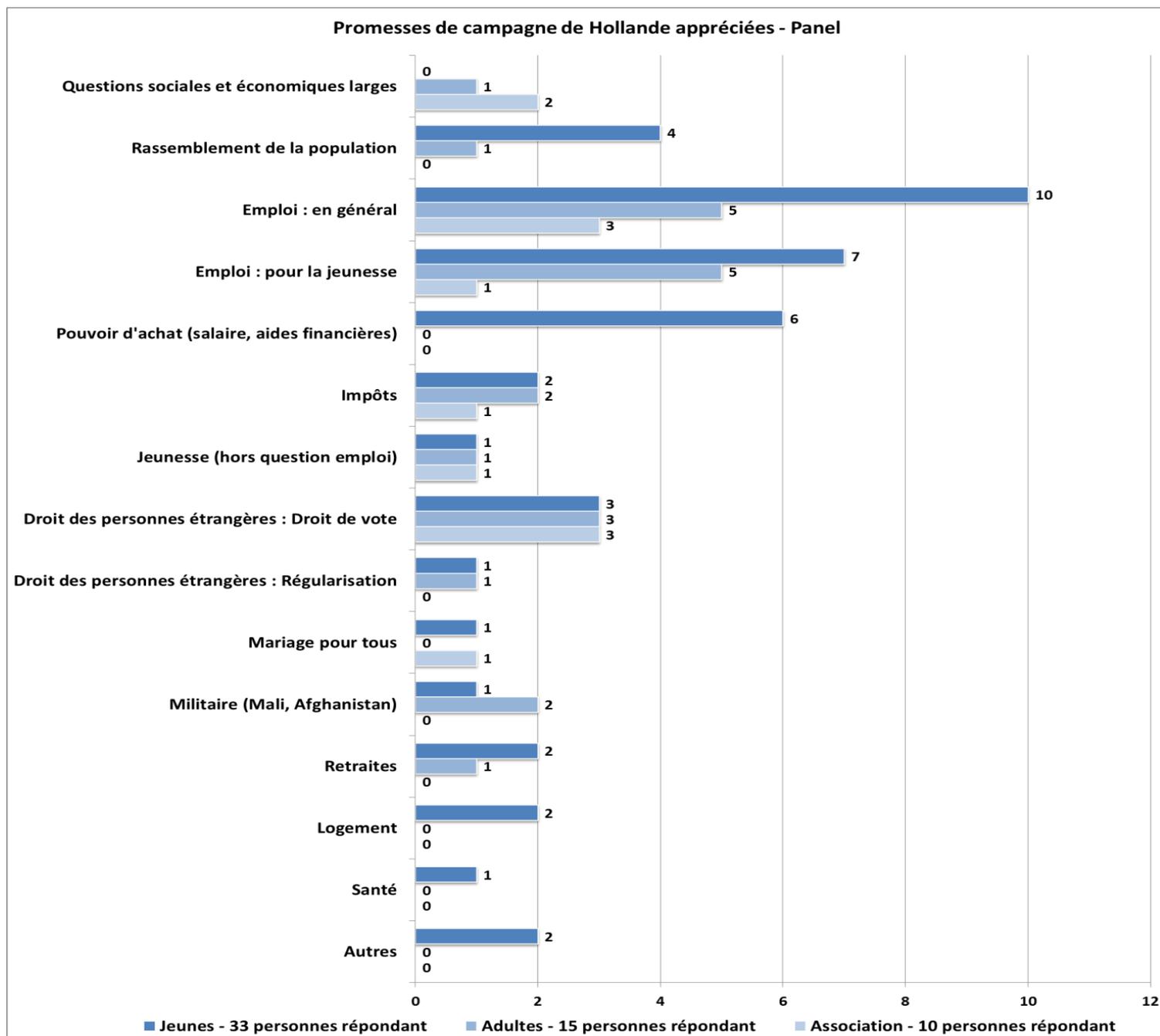
- **Les promesses de campagne de Hollande aimées :**

Avant toute chose, il faut garder en tête que le nombre d'interrogés ayant répondu à la question 7 est relativement réduit. 38,24% du panel Jeunes n'a pas répondu à la question, et 13,24% ayant répondu a fait part de son désintérêt, ce qui in fine constitue un refus d'évoquer les promesses politiques aimées ou rejetées (exemple d'une interrogée Jeunes de Clichy sous Bois : « *Je ne sais pas, je n'ai pas voté pour Hollande* »). Les réponses du panel Jeunes qui seront analysées ci-dessous ne représentent donc que les 48,52% restants, soit 33 personnes. De même, 57,14% du panel Adultes n'a pas répondu à la question, et 4,76% a indiqué ne pas vouloir répondre. C'est donc uniquement 38,1% du panel Adultes qui est pris en compte ici, soit seulement 15 personnes. Enfin 39,29% du panel Association n'a pas répondu à la question, et 25% autres personnes ont refusé de répondre en marquant leur refus vis-à-vis des promesses ou du candidat. Encore une fois, ce ne sont les réponses que de 35,71% du panel qui sont développées ici, soit uniquement 10 personnes. Au total, tous panels confondus, nous avons analysé le déclaratif de 58 personnes. Notons qu'une personne peut représenter plusieurs promesses.

Au vu de ces faibles chiffres, nous avons alors décidé de ne pas produire les données en pourcentage mais en nombre absolu. L'analyse devra néanmoins prendre en compte le ratio entre le nombre de personnes ayant répondu et telle ou telle réponse. Ainsi, le nombre de personne ayant cité le droit de vote des étrangers dans les promesses aimées est le même dans les trois panels : 3 personnes. Cependant, on constate bien facilement que mis en rapport avec le nombre de répondants total, les résultats sont forts différents d'un panel à l'autre. Ces 3 personnes représentent un peu moins de 10% du panel Jeunes, un peu moins de 20% du panel Adultes, et 30% du panel Association.

Une autre précaution s'avère nécessaire dans la lecture des résultats. Certains interrogés ont fait de leurs propres préconisations les préconisations de M. Hollande. Ainsi, pour un interrogé Jeunes à Montreuil, une des promesses aimées a été la « baisse des impôts ». Ce ne fut pourtant pas une des promesses de campagne de l'actuel président... Mais, même erroné, ce type de déclarations contribue à appuyer la bonne image que les interrogés peuvent se faire du président.

Graphique 24 – Avis – Promesses de campagne appréciées :



On aperçoit à travers ces réponses **une priorisation assez logique des promesses**. Pour le panel Jeunes, qui connaît un taux de chômage important, **les premières réponses concernent les promesses sur l'emploi** (de manière générale ou de manière plus spécifique sur l'emploi pour les jeunes). Il peut être intéressant de noter que les réponses recueillies à ce sujet sont souvent larges, peu reliées à des dispositifs précis, du type « la baisse du chômage », « l'emploi pour les jeunes », etc. Le panel Jeunes représente donc 17 personnes qui se prononcent en faveur de l'emploi, soit plus de la moitié des répondants. 6 personnes du panel Jeunes citent également toutes les tentatives de relever le pouvoir d'achat, que ce soit par la hausse des salaires ou la hausse des minima sociaux ou aides sociales (encore ici, ces réponses ne correspondent pas forcément à une promesse de campagne précise).

4 personnes du panel Jeunes ont apprécié la logique de rassemblement, voire d'apaisement de la société française, là où par exemple la politique sarkozyste pouvait être perçue comme plus clivante. 3 personnes du panel Jeunes se déclarent en faveur du droit de vote des étrangers, et une personne en faveur de la régularisation des sans-papiers. D'autres préoccupations, plus diverses ont également été citées, dont notamment la réponse d'un interrogé à Montreuil, « *les vacances* », difficilement analysable, ou encore la réponse d'un interrogé à Sarcelles « *permettre le travail sur les cellules souches* ». Ces réponses peu communes ont été classées dans la catégorie Autres.

**Le panel Adultes obtient un résultat beaucoup plus recentré, moins divers.** La préoccupation du chômage est ici aussi très importante : sur les 15 répondants, 10 se disent attachés aux promesses de campagne sur le thème de l'emploi. 5 personnes sur ces 10 précisent attendre le président spécialement vis-à-vis de l'emploi des jeunes. 3 personnes revendiquent le droit de vote des étrangers, ce qui est relativement important au vu du nombre de répondants. Les interventions militaires au Mali a été sujet à débat sur un des terrains (un cours FLE dans un centre social à Sarcelles), et ont permis de souligner tout l'intérêt que porte la communauté malienne sur ces actes militaires.

Le panel Association offre un résultat quelque peu différent. **Des sujets plus larges sont abordés, comme le démontre la catégorie Questions sociales et économiques larges, où ont été abordées des questions sur les liens économiques avec l'Europe ou l'UE, notamment.** L'emploi conserve un ratio important, puisque 4 personnes sur 10 citent ces questions. Le ratio est beaucoup plus élevé que dans les autres panels en ce qui concerne le droit de vote des étrangers.

- *Le droit de vote des étrangers : Seulement une revendication des politisés et des électeurs ?*

Si l'étude souhaitait à ses débuts analyser le potentiel mobilisateur du droit de vote des étrangers, elle s'est ouverte à d'autres pans de la réalité électorale en ZUS. **Elle a notamment permis d'identifier les revendications principales des habitants de ZUS, qui restent les questions économiques et sociales (emploi principalement).** Le droit de vote des étrangers n'est pas porté outre mesure par le panel Jeunes, qui, il est vrai, est un panel indirectement concerné par la mesure (dans l'optique où ce seraient leurs parents qui pourraient en bénéficier). Le panel Adultes, pourtant constitué de plus de 50% d'étrangers extra-communautaires, revendique également peu le droit de vote. Pourtant moins concerné que le panel Adultes, c'est principalement le panel Association qui porte cette revendication. Sur le terrain ZUS, ce sont donc principalement les plus politisés et les plus intégrés socialement qui ont fait leurs la revendication du droit de vote. En outre, au-delà de l'étude, on constate que les plus fervents avocats pour la mise en place de cette mesure restent des organisations médiatisées comme SOS Racisme ou la Ligue des Droits de l'Homme. Même si ces deux grosses organisations ont une certaine portée, médiatique ou de terrain en ZUS, elles ne correspondent malgré tout pas exactement à la population ZUS, qui est relativement peu engagée dans ces grandes structures nationales.

Pour autant, en conclure que le droit de vote ne pourrait pas être porteur d'un renouveau politique plus profond en ZUS serait un jugement bien trop hâtif. Nous avons maintes et maintes fois observé l'importance de l'intensité médiatique tout au long de cette étude. Dans le cas du mariage pour tous (abordé ci-après), il est net que le « tapage » médiatique autour du projet de loi Taubira fut à la base de l'apparition d'un réel sentiment d'opposition en banlieue. En effet l'opposition au mariage pour

tous a été largement perceptible durant les différents terrains. Cette promesse rejetée par l'immense majorité des interrogés est en outre connue aussi bien des habitants rencontrés sur les terrains « favorisés » (BIJ, MJC...) que sur les terrains « moins favorisés » (Bas des tours, cours FLE dans les centres sociaux...). **A vrai dire, ce sont surtout les personnes peu politisées, n'étant par exemple pas en mesure de citer le nom ou le parti du président de la République, qui étaient les plus virulemment opposées au projet de loi Taubira.** Plus largement, dans les différents terrains, l'évocation (de manière négative) du mariage pour tous par les interrogés a été quasiment inévitable. **Aujourd'hui, ce fort sentiment d'opposition demeure, et reste l'une des principales critiques faites au président Hollande voire au PS.**

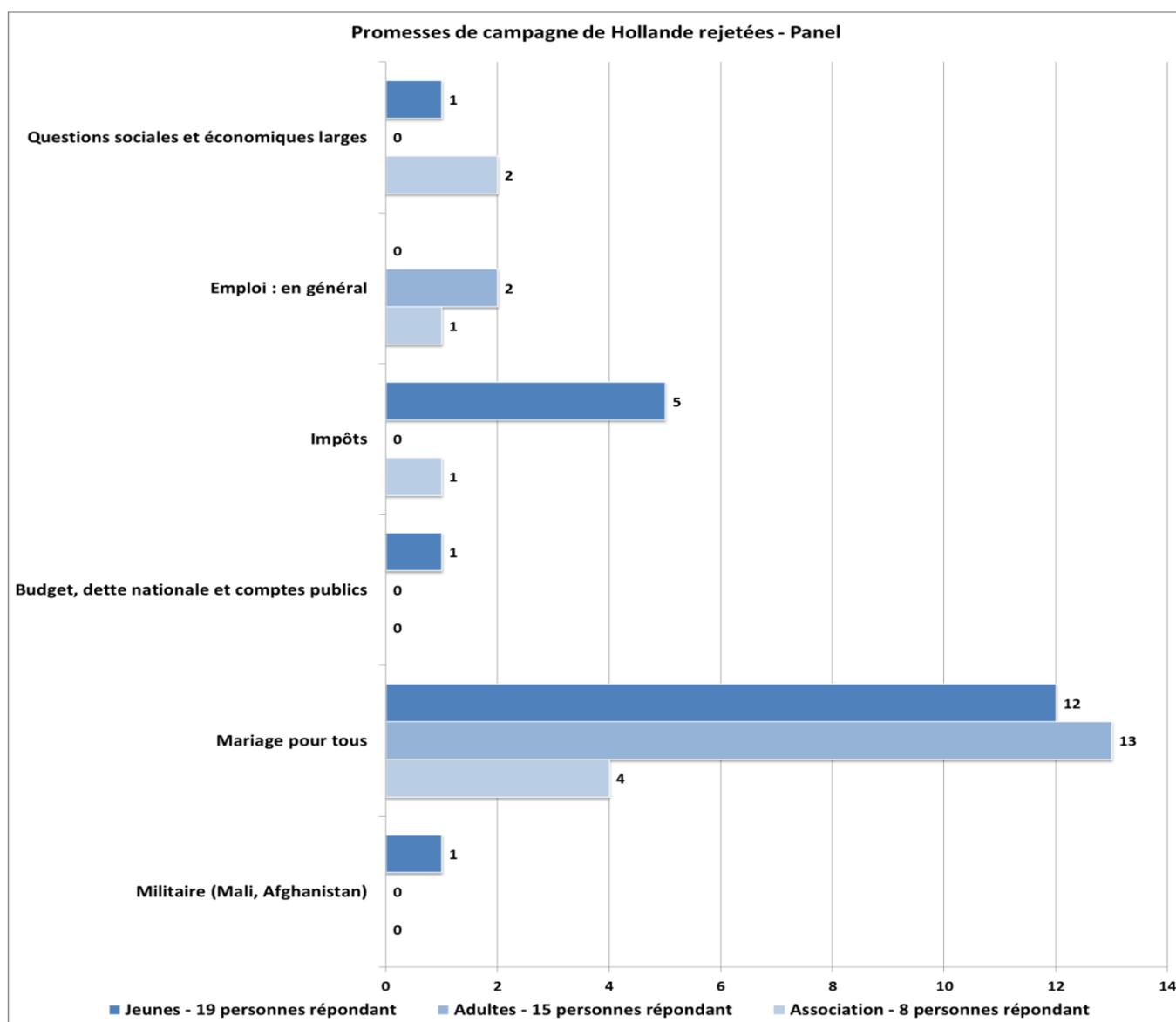
**On peut se demander si cette opposition catégorique aurait été possible sans cette forte intensité médiatique : la connaissance du projet de loi par l'ensemble des interrogés semble indiquer le contraire.** Dans cette optique, c'est bien l'intensité médiatique qui « force » les individus à se positionner, qui mobilise politiquement les gens, et qui les retransmet sur le long terme sur telle ou telle position. Alors, si le droit de vote des étrangers bénéficie dans le futur d'une réelle attention particulière de la part des pouvoirs publics (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, la promesse étant plus ou moins en passe d'être abandonnée), **l'intensité médiatique pourrait engendrer un effet mobilisateur potentiellement extrêmement fort dans les banlieues.**

Bien sûr, les mesures les plus attendues, sont, nous l'avons dit, les promesses concernant le retour de l'emploi et de la croissance. **Mais, ces mesures économiques, qui répondent à des temporalités différentes, peuvent rester insatisfaites durant une période encore longue. Dans l'optique où ces promesses ne soient pas réalisées prochainement, la question de l'attention publique en direction des ZUS reste entière. Très prosaïquement, le droit de vote des étrangers représenterait alors un sérieux marqueur d'attention envers les habitants de ZUS.** En attendant un changement notable, les interrogés se disent en tout cas extrêmement déçus par le début du mandat Hollande (inefficacité économique, vision d'un président « mou », opposition au mariage pour tous principalement).

- **Les promesses de campagne de Hollande rejetées :**

L'analyse des promesses rejetées doit suivre les mêmes précautions que l'analyse de la question précédente. Ici, le nombre de répondants est encore plus faible que le nombre de répondants pour les promesses aimées. 44 personnes du panel Jeunes n'ont pas répondu, 5 autres ont marqué leur rejet et n'ont pas, à ce titre, répondu : c'est donc uniquement 27,94% du panel Jeunes qui sera pris en compte ci-dessous, soit 19 personnes. 25 personnes du panel Adultes n'ont pas répondu, et 2 autres ont manifesté leur désaccord profond, que ce soit avec les promesses politiques d'une manière générale ou avec le candidat Hollande d'une manière précise. 35,72% du panel sera donc pris en compte ici, soit 15 personnes. Enfin, 16 personnes n'ont pas répondu et 4 autres ont rejeté toute réponse dans le panel Association, c'est donc seulement 28,31% du panel qui sera pris en compte, soit 8 personnes.

Graphique 25 – Avis – Promesses de campagne rejetées :



- *Le mariage pour tous :*

On l'a déjà mentionné dans les pages précédentes : **là où le débat s'impose, c'est celui sur le mariage pour tous. Il y a un consensus quasi proclamé contre cette promesse devenue désormais réalisation de Hollande.** 12 des 19 personnes du panel Jeunes et 13 des 15 personnes du panel Adultes récusent cette proposition. La proportion est quelque peu moins forte concernant le panel Association : « seulement » 4 sur 8 s'opposent à cette mesure. Au-delà de l'écrit et des réponses inscrites sur les questionnaires, cette mesure a fait naître de nombreux mécontentements exprimés à l'oral, et de nombreux débats dans la grande majorité des terrains : le rejet est d'une force réelle. Malgré tout, dans les déclarations apparaît souvent un sentiment d'impossibilité voire de fatalité. Les personnes refusant cette mesure ne sont par exemple allées manifester (voir ci-après l'un des témoignages de J, à Clichy sous Bois). Les militants anti mariage pour tous et les opposants résidant en banlieue ne se sont pas rencontrés outre mesure, et ont, a priori, peu de chances de se rencontrer pour une mobilisation unitaire : leurs différences idéologiques et leurs différences en termes d'expériences de vie semblent trop profondes.

Entretien avec J : Opposition et sentiment de ne pas peser sur les décisions politiques :

*Marine* : Qu'est-ce que vous pensez de la politique au niveau national en ce moment ?

*J* : Bonne question. Bah pour l'instant j'ai pas une très bonne impression, c'est tout. Parce que je ne peux pas dire beaucoup de choses, mais pour l'instant ça me donne pas envie de m'investir plus, parce que c'est vraiment à l'opposé de mes idéaux, voilà quoi.

*M* : Pourquoi ?

*J* : Pourquoi ? Bah parce que j'ai une certaine manière de penser, et c'est absolument pas la manière qui, qui est reflétée dans ce qui est fait à l'heure d'aujourd'hui, c'est tout.

*M* : Et qu'est-ce qui vous dérange ? Vous me stoppez, si je pose trop de questions.

*J* : Ce qui me dérange, c'est qu'on cherche toujours à prendre de l'argent là où y'en a pas forcément le plus, donc, et puis... Et puis, et puis dernièrement, là, qu'est-ce que j'ai, j'ai entendu parler de... du mariage pour les homosexuels, donc moi ça va pas dans mes convictions quelle qu'elles soient, donc voilà, ça fait deux gros, deux gros points... Ça fonctionne pas quoi [*Rires*]. C'est tout ce que j'ai entendu.

*M* : Donc du coup vous êtes en désaccord sur plusieurs points au niveau national, vous dites que ça vous dérange. Est-ce que vous vous engagez dans quelque chose pour ou contre ce qui se passe au niveau national ?

*J* : Non, non, non, bah de toute manière, c'est lui qui décidera de ce qui arrive. Après, qu'on soit là ou pas, s'il a pris une décision, c'est comme ça, c'est tout.

*M* : D'accord, donc finalement, c'est...

*J* : Parce que, moi je sais que quand j'étais plus jeune, j'étais au collège et que les suppressions de poste étaient engagées et tout ça, on allait, j'allais dans les manifestations. C'est pas pour autant qu'au jour d'aujourd'hui... Les suppressions de poste se font encore, donc ça n'a rien changé. Ça n'a rien changé. Je vois pas pourquoi je ferai encore, ça n'a pas fait y'a 10 ans, donc maintenant...

Reste que l'opposition reste très forte en banlieue, et que cette potentialité peut bouleverser à terme les réalités politiques locales. Ainsi, si la mobilisation dans la rue ne s'est pas concrétisée, peu d'habitants semblant considérer ce mode d'expression politique comme efficace, beaucoup annoncent regretter leurs votes. **En témoigne notamment J, qui dans un second extrait de son entretien, fait mention de connaissances regrettant leurs votes à la suite du mariage pour tous.**

Entretien avec J : Elections et contre-poids sur le politique :

*Marine* : Est-ce que, par le biais du vote, on a parlé tout à l'heure des élections, vous pensez que c'est un moyen de vous faire entendre ?

*J* : Ah ben de toute manière, j'ai pas voté pour lui [*Hollande*], alors ! [*Rires*] Moi, à chaque fois qu'on me parle, je fais « *Moi je m'en fous, c'est pas mon problème, j'ai pas voté pour lui !* » [*Rires*] C'est pas de ma faute ! Voilà, c'est tout ! Mais oui, les élections, oui ça peut, bien sûr. Mais on sait jamais sur qui on tombe, on le sait que quand il est en place, et une fois qu'il est en place c'est trop tard ! [...]

*Mme Mi* : Au niveau national vous avez dit que vous n'étiez pas favorable au projet de loi pour le mariage pour tous, pour autant est-ce que vous vous êtes mobilisée contre cette proposition là ou pas ?

*J* : Non parce que sa position elle était claire dès le départ. Pendant sa campagne, c'est ce qu'il avait dit. Donc après il passerait pour un clown.

*Mme Mi* : D'accord en fait vous avez le sentiment que les cartes étaient déjà jouées en quelque sorte.

*J* : Bah à partir du moment où il le dit, il le proclame haut et fort... Moi après j'ai discuté avec des personnes et j'ai dit « *Non c'est pas possible, je peux pas, je peux pas voter pour lui parce que ça...* » Ils me disent « *Mais non t'inquiètes pas, c'est pas possible que ça passe.* » Et puis maintenant, quand elle m'appelle elle me dit « *Ah ben ouais t'avais raison... Si j'avais su...* ». J'ai dit « *Bah ouais mais trop tard* ».

- *Des conceptions économiques et sociales beaucoup plus libérales :*

Outre le mariage pour tous, un nombre non négligeable de personnes du panel Jeunes se déclare opposé à toute hausse d'impôts, et rejette notamment la mesure des 75% d'imposition pour les plus riches. Cette donnée est à mettre en exergue avec des travaux américains, notamment ceux de Thomas Frank, *What's the matter with Kansas ?*<sup>20</sup>, traduit en français par *Pourquoi les pauvres votent à droite ?*. Dans cet ouvrage, Frank fait le détail des raisons qui poussent les habitants pauvres du Kansas à voter pour le parti républicain. Cela n'est pas sans rappeler un autre ouvrage, français, écrit par Camille Bedin, *Pourquoi les banlieues sont de droite*. Cette secrétaire nationale à l'UMP sur le poste égalité des chances affirme une thèse relativement complémentaire : « *la jeunesse des quartiers défavorisés célèbre davantage les valeurs d'une droite libérale que les réalisations de la gauche sociale* ». Cette thèse, partielle puisque politique, a néanmoins été reprise par plusieurs observateurs et journalistes. Ceux-ci réorientent quelque peu l'hypothèse de départ :

Pourquoi les valeurs de la gauche ne séduisent-elles pas la jeunesse de ces quartiers défavorisés? Selon l'auteure [Camille Bedin], elle [la gauche] aurait abandonné les quartiers populaires. Rien n'est moins sûr. L'on pourrait plutôt soutenir l'inverse : ce sont les quartiers populaires qui, progressivement, désertent la gauche. Malgré quelques tentatives pour recoller les morceaux –avec, par exemple, le collectif « gauche populaire »– la messe semble dite. Du point de vue des aspirations et comportements, ce sont les valeurs de droite qui irriguent et orientent les esprits.<sup>21</sup>

Cette hypothèse semble confirmée par les dires du panel Jeunes, qui est le plus enclin à s'opposer aux hausses d'impôts. Malheureusement, nous ne pouvons qu'évoquer ce point essentiel. Nous manquons de données précises et d'entretiens pour dresser le portrait électoral futur des interrogés Jeunes rencontrés. Cette observation est en tout cas à mettre en perspective avec les observations précédemment faites : nous avons constaté la versatilité plus forte des interrogés Jeunes dans le positionnement politique, la défiance plus forte envers la politique... **Il semblerait bien que la nouvelle génération en banlieue aborde la question politique avec beaucoup moins de prérequis idéologiques et en ce sens, soutiennent des mesures ou des postures plus libérales que pouvaient le faire les générations précédentes.**

Après avoir longuement observé le positionnement politique et électoral des habitants de ZUS, il nous semble désormais important de jeter un œil sur le renouveau militant. Ce renouveau propose notamment une nouvelle offre électorale, et est partie intégrante des mutations à l'œuvre dans le paysage politique des quartiers populaires.

<sup>20</sup> Frank, Thomas ; trad : Cotton, Frédéric, *Pourquoi les pauvres votent à droite : comment les conservateurs ont gagné le cœur des Etats-Unis (et celui des autres pays riches)*, Marseille : Agone, 2007, 362p., Contre-feux.

<sup>21</sup> Damon, Julien, *Les banlieues vues de droite* [en ligne]. Slate : Tribune. [page consultée le 2 juin 2013]. <http://www.slate.fr/tribune/62719/banlieues-droite>

## **B – Un nouveau politique en ZUS : Emergence de nouvelles réflexions et de nouveaux mouvements :**

Nous l'avons vu, les ZUS ne sont en rien des lieux abandonnés de toutes réflexions politiques. Des avis tranchés émergent, notamment par le biais de la jeunesse. Des acteurs éminemment politiques dressent également de plus en plus de ponts entre les habitants des quartiers et le monde politique institutionnel ou électoral. Il s'agit alors d'étudier quelques partis politiques indépendants, qui, récents ou moins récents, occupent une place de plus en plus importante dans le paysage politique de ZUS. Avant toute chose, nous souhaitons distiller au lecteur quelques points historiques essentiels pour donner certaines clefs de compréhension.

### *1 ) Petits rappels historiques essentiels :*

D'après Mogniss Abdallah, célèbre militant des premières heures des luttes de l'immigration, « *Les banlieues ne sont pas un désert politique* »<sup>22</sup>. En témoigne la dense et complexe histoire des luttes de l'immigration depuis les années 70<sup>23</sup>, dont quelques importants repères temporels émergent : c'est le cas de la célèbre Marche pour l'Egalité de 1983, appelée a posteriori « la Marche des Beurs », et dont nous fêtons cette année même les 30 ans. **Mais l'histoire des luttes de l'immigration en France ne commence ni se termine à la Marche. Car même si elles bénéficient d'une aura universitaire toute fluctuante et inégale<sup>24</sup>, les luttes de l'immigration et des banlieues s'enrichissent d'une histoire complexe. Cette histoire commence par les luttes ouvrières des années 70<sup>25</sup>, se poursuit par les mobilisations constantes contre les dérives policières<sup>26</sup>, ou par la revendication d'une reconnaissance sociale et civique principalement par la seconde génération de l'immigration<sup>27</sup>.** Sans pouvoir faire le détail de l'hétérogénéité des différentes mobilisations, nous souhaitons présenter au lecteur quelques rapides données historiques issues des années 80, de manière à comprendre plus exactement le nouveau politique et militant propre aux banlieues depuis les années 2000.

<sup>22</sup> Abdallah, Mogniss, *Rengainez, on arrive ! Chroniques des luttes contre les crimes racistes ou sécuritaires, contre la hagra policière et judiciaire des années 70 à aujourd'hui*, Padoue : Libertalia, 2012, 163p.

<sup>23</sup> Les limites historiques restent difficiles à borner. On note des mobilisations politiques liées aux questions de l'immigration dès les années 20.

<sup>24</sup> En témoignent maintes fois Hajjat et Boubeker dans leur ouvrage commun :

Boubeker, Ahmed, Hajjat, Abdellali, *Histoire politique des immigrations (post)coloniales : France, 1920 - 2008*, Paris : Ed. Amsterdam, 2008, 317p.

<sup>25</sup> Pitti, Laure, « Experts « bruts » et médecins critiques. Ou comment la mise en débats des savoirs médicaux a modifié la définition du saturnisme en France durant les années 1970 », *Politix*, 2010, vol.23, n°91, p. 103-132.

<sup>26</sup> A ce titre se référer au très complet ouvrage d'Abdallah : Abdallah, Mogniss, *Rengainez, on arrive ! Chroniques des luttes contre les crimes racistes ou sécuritaires, contre la hagra policière et judiciaire des années 1970 à aujourd'hui*, Padoue : Libertalia, 2012, 163p.

<sup>27</sup> Se référer à :

Jazouli, Adil, *L'action collective des jeunes maghrébins de France*, Paris : CIEMI, 1986, 217p., Migrations et changements.

Lapeyronnie, Didier, « Assimilation, mobilisation et action collective chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine », *Revue française de sociologie*, 1987, 28-2, p 287-318.

Boubeker, Ahmed, Hajjat, Abdellali, *Histoire politique des immigrations (post)coloniales : France, 1920 - 2008*, Paris : Ed. Amsterdam, 2008, 317p.

Revenons rapidement à l'histoire de la Marche. Les années 70 et le début des années 80 sont marqués par de nombreux faits divers, crimes racistes et dérives policières. Les conditions économiques et sociales connaissent également une détérioration importante dans les quartiers à l'époque nommés ZUP (Zone à Urbaniser en Priorité). A la suite d'émeutes et de tensions grandissantes entre les forces de l'ordre et la jeunesse de ces quartiers, notamment dans le quartier des Minguettes à Vénissieux, certains leaders associatifs émergent. C'est le cas notamment de Toumi Djaidja, fondateur de SOS Avenir Minguettes, ou encore du père Delorme, membre de la Cimade. L'idée d'une marche gandhienne, pacifiste, émise principalement par le père Delorme (appelé le curé des Minguettes) va alors peu à peu se concrétiser, à la suite de l'activation, notamment par Toumi Djaidja, d'un réseau national de collectifs militants de ZUP.

**Le déroulement de cette marche et ses corrélatifs sont encore aujourd'hui fondateurs de certaines caractéristiques des mouvements de l'immigration en France.** En effet, l'histoire des marcheurs a traversé de nombreuses tergiversations éminemment politiques. A l'époque, dans les médias et la reconnaissance nationale, de plus larges égards sont offerts aux militants liés au père Delorme, à la Cimade, ou plus généralement, au mouvement antiraciste universaliste, et ce au détriment des militants issus de l'immigration. Dans les faits, il s'agit donc d'une prééminence offerte à des militants majoritairement blancs, n'ayant expérimenté ni le racisme ni la vie en ZUP. Le point d'orgue reste la réception finale à l'Élysée, où certains des marcheurs issus de ZUP sont interdits d'accès<sup>28</sup>. **Cette première déconfiture marquera pour longtemps les militants issus des banlieues. Elle est fondatrice d'une première méfiance exercée à l'encontre des pouvoirs publics, mais aussi à l'encontre des organisations antiracistes universalistes.**

A la suite de quoi émergent de nouvelles réflexions dans ces groupes militants issus de ZUP, notamment sur l'autonomie d'action et la distance à imposer d'avec les mouvements antiracistes. Apparaît une deuxième marche, Convergences, en 1984, portée par la dynamique de la première marche. Cette deuxième marche connaît une récupération politique assez inédite, par le biais de SOS Racisme (créé la même année, 1984). Déploiement de slogans, images, prise de paroles... Alors même que SOS Racisme intervient seulement à la toute fin de la seconde marche, l'association à la petite main jaune occupe l'ensemble du terrain médiatique. **Cette récupération est perçue comme un évènement éminemment condescendant : les « potes » dont parle SOS Racisme ne souhaitent pas être protégés par d'autres, mais pouvoir s'exprimer d'eux-mêmes sur les sujets les concernant personnellement et directement.** Au final, dans la mémoire collective nationale, dès l'évocation des différentes marches, le slogan « Touche pas à mon pote » revient inlassablement. A contrario, qui connaît Farida Belghoul, ou le groupe Zaâma d'banlieue ? L'histoire paraît quelque peu sélective, et aux yeux du grand public, c'est bien la Cimade et SOS Racisme qui restent les principaux acteurs de ces mobilisations sans précédent. **Il en résulte que les mouvements de l'immigration demeurent aujourd'hui encore marqués par une méfiance et une suspicion profonde envers toute tentative de récupération politicienne.** A la suite de ces différentes marches, et notamment de la dernière marche en 1985 Divergences, qui marque certaines dissensions internes, les réseaux nationaux tissés périssent peu à peu.

---

<sup>28</sup> Se référer notamment à :

Jazouli, Adil, *L'action collective des jeunes maghrébins de France*, Paris : CIEMI, 1986, 217p., Migrations et changements.

C'est alors au milieu des années 90 qu'une mobilisation politique d'une autre nature prend forme. Les émeutes des années 90, notamment à Vaulx en Velin, réactivent un certain intérêt médiatique et politique envers les banlieues. Le discours, sécuritaire, se double d'une certaine impatience : c'est le temps de la reconquête civique prônée par les pouvoirs publics. Localement, les militants associatifs se groupent ou se regroupent également, tissent ou retissent des réseaux locaux voire nationaux. Le tissu associatif local s'étoffe.<sup>29</sup> Chez d'autres, le discours devient plus ferme. C'est l'époque des premiers slogans « *Pas de Justice, pas de paix* », notamment émis par le réseau Résistance des banlieues. **Les revendications, quelque part plus précises, s'achoppent sur des points civiques particuliers, notamment sur une meilleure reconnaissance judiciaire lors des dérives policières, ou sur l'abrogation de la double peine, point d'ancrage du Comité national contre la double peine.** Ce militantisme de terrain, de longue haleine, se poursuit notamment par une nouvelle organisation fondée en 1994, le Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (MIB), principalement en région parisienne, ou par d'autres organisations sur le sol lyonnais, comme Agora ou DiverCités. **Portant une voix politique, revendicative, ces organisations affirment la légitimité de tous sur le sol français.** Arabe ou noir, musulman ou non, français, ces termes ne sont pas ou ne peuvent plus être des termes antinomiques. Les revendications s'élargissent également aux luttes sans-papiers et à un regard critique porté sur l'histoire de France. La dénonciation d'une « *gestion coloniale des quartiers* » se fait jour, notamment par le MIB. **Les réseaux nationaux, considérés comme une force, se pérennisent, notamment entre les deux foyers importants militants : l'agglomération parisienne et l'agglomération lyonnaise.**

Au regard de cette histoire, on aperçoit que les banlieues ne sont pas, n'ont jamais été, un désert politique. Comment alors expliquer le silence des médias, le silence historiographique qui entoure ces mobilisations ? Dans tous les cas, c'est bien à travers ces longs méandres, ces recherches et ces revendications que s'est tissée l'histoire des luttes de l'immigration en France.

**Après la volonté d'une reconnaissance nationale dans les années 80, après les combats juridiques et judiciaires des années 90, c'est désormais sur le terrain plus politique, électoral, que les organisations se dressent depuis les années 2000.** Les montées en parti politique de la part de ces mouvements font suite à une réflexion sur les insuffisantes marges de manœuvre obtenues lors des années militantes passées. Les actions de terrain ne suffisant pas à faire bouger les grandes lignes partisanes institutionnelles, il est alors logique de se constituer en parti politique de manière à porter une voix, celle de la banlieue. De deux choses l'une : soit la pression s'exerce au travers de la campagne électorale : pour faire contre-poids à cette nouvelle concurrence, les partis institutionnels adoptent un programme politique plus pro-banlieue. Soit, en cas de victoire électorale du collectif issu de l'immigration, une nouvelle voix indépendante s'exerce à l'intérieur même des institutions.

Ce fut le cas des Motivé-e-s, précurseurs de la dynamique dès 1997 sur une liste Verts/LCR, puis « s'émancipant » à travers une liste municipale autonome en 2001. Ce fut également le cas du collectif ACLEFEU, créé en 2005 après les émeutes de Clichy sous Bois, et qui se transforme dès 2007 en mouvement politique, sous la bannière Affirmation. Le MIB, pourtant très défiant vis-à-vis du monde politique, s'est accompagné de nombreux partenaires au sein du Forum Social des Quartiers Populaires en 2007 pour enfin se fonder en 2012 en parti politique, Force Citoyenne Populaire. Bien d'autres mouvements pourraient être cités, comme PDG, le Parti Des Gens, décliné localement en

<sup>29</sup> Wihtol de Wenden, Catherine ; Leveau, Rémy, *La bourgeoisie*, Paris : CNRS, 2007, 240 p.

Parti Des Grignois, ou encore le mouvement Emergence, etc. **Les mouvements issus de l'immigration s'affirment donc désormais clairement et durablement sur le jeu électoral.**

Une dernière donnée est à prendre en compte dans les mouvements issus de l'immigration. **Il s'agit de l'apparition d'un discours racialisé**, à l'image de certains mouvements noirs-américains. La société et la République française y est alors perçue au travers d'un clivage blanc/non-blanc. Le porteur le plus médiatique de cette voix est le Mouvement des Indigènes de la République, créé en 2005. Il est notable que ce mouvement participe également de la même dynamique électorale citée plus haut, puisqu'il s'est lui aussi constitué en parti politique en 2008, au sein du Parti des Indigènes de la République.

Au vu de ce renouveau, ou plutôt de cette continuité militante, nous proposons au lecteur une présentation de certains des mouvements politiques actuels. A la suite de notre enquête de terrain, nous avons ainsi rencontré les membres ou fondateurs de trois mouvements : le parti Force Citoyenne Populaire, le mouvement Affirmation ainsi que le Parti des Indigènes de la République.

*2 ) Force Citoyenne Populaire : De l'action directe de terrain à la mobilisation électorale de tous les sans-voix :*

En mars 2013 a été réalisé un entretien avec Pierre Didier Tchetché Apéa, membre du FCP, fondateur dans les années 90 de l'organisation Agora (Vaulx en Velin). Cette interview éclaire grandement notre analyse, et est abondamment citée ci-dessous.

- **Historique :**

Force Citoyenne Populaire est née d'une longue histoire militante. Issu du Forum Social des Quartiers Populaires, le FCP est un parti politique créé en juin 2012. Sa force est de réunir nombre de militants, « anciens » ou moins anciens, avec des composantes aussi diversifiées que les Motivé-e-s, le MIB, Agora, DiverCités, ou encore avec certains membres du collectif ACLEFEU, etc. **Au final, c'est bien un réseau militant national, dense, qui s'appuie sur de nombreuses organisations ayant parfois des expériences électorales antérieures et toujours des réseaux associatifs actifs.**

- **Vision politique :**

Puisque le FCP provient principalement de militants actifs, comme ceux du MIB, une importance toute particulière est accordée à la proximité de terrain. Ces militants, anciens « galériens », certes aujourd'hui devenus plus « établis », selon Abdellali Hajjat<sup>30</sup>, ont à cœur de rester au plus près des réalités des quartiers.

**Les dénonciations des dérives policières** restent un des principaux points d'achoppement du mouvement, en ce qu'ils constituent également une des voies les plus courantes de la politisation et de la mobilisation en banlieue. En témoignent les émeutes : comme le souligne Tchetché Apéa, c'est

---

<sup>30</sup> Boubeker, Ahmed, Hajjat, Abdellali, *Histoire politique des immigrations (post)coloniales : France, 1920 - 2008*, Paris : Ed. Amsterdam, 2008, p. 258

quasiment systématiquement à la suite d'un ou plusieurs actes policiers « borderline » ou ayant entraîné à la mort qu'un quartier « s'enflamme », mais également se mobilise.

A cela s'ajoutent pour le FCP les revendications sociales, économiques (logement, emploi, etc), **dans lesquelles la question de la discrimination prend une place toute particulière**. Cette question de la discrimination raciale a longuement été discutée lors de l'entretien avec Pierre Didier Tchetché Apéa. Il en appelle tout d'abord à un requestionnement profond de la République sur son histoire coloniale. Ce n'est qu'à partir de ce premier travail historique qu'une société apaisée, post-raciale, pourra émerger.

**Tchetché Apéa** : Je reviens à cette histoire commune, du poids de l'histoire. Moi je pense qu'il est difficile voire impossible de demander à des citoyens de porter un regard différent les uns vis-à-vis des autres alors que sur des générations, certains citoyens ont considérés d'autres comme leur étant inférieurs.

Je pense que jusque ici, ici je parle du NPA ou des partis de gauche, jusque ici la question, la grille de lecture était plutôt marxisante, c'est à dire ce sont les conditions de travail, les conditions de vie qui déterminent le statut et le pouvoir des gens. Ce qui est vrai, mais du fait que, d'une histoire commune et de ses conséquences, cette histoire, c'est la colonisation, et la façon, la colonisation, c'est aussi la façon dont les imaginaires se sont construits, la question de la discrimination et du racisme est devenu aussi importante que les conditions matérielles de vie. Et beaucoup d'organisations de gauche ont, n'ont pas intégré cette question-là, au même niveau que la question matérialiste.

**Cette question raciale, prise dans une perspective historique, est alors placée au même niveau que la question sociale. Pour FCP, il faut traiter autant de front les questions socioéconomiques que les questions de discrimination. Ce double travail constitue le nécessaire préambule au véritable apaisement sociétal.** Ici, la société ne se vit pas dans une société d'assimilation, où être « neutre » signifie se calquer à une pseudo identité française historique (qui, in fine, rejoindrait peu ou prou le modèle du blanc, catholique ou athée, ou de la femme non voilée). Il s'agit au contraire d'une perspective multi ou pluri raciale, où cet axe racial ne constituerait ni un critère discriminant en soi, ni un critère marqueur ou identitaire. **Ancré dans cette perspective post-raciale, le FCP se situe à ce titre bien loin des Indigènes de la République.**

**Tchetché Apéa** : Les Indigènes de la République voilà, ils veulent organiser le musulman, les arabo musulmans entre eux, voilà. Donc nous on s'inscrit contre cette démarche-là, parce que, parce que tout simplement c'est pas ce qu'on perçoit, et c'est pas ce qu'on ressent, pour les gens des quartiers populaires. L'aspiration collective, c'est pas ça, c'est pas d'appartenir à une communauté et de vivre à l'intérieur d'une communauté, non. Y'a des questions qui se posent, des questions qu'on a hérité de la colonisation qui se posent. La question des rapports, ou l'ethnicisation des rapports, la racialisation des rapports, oui, ça c'est une réalité. Mais pour en sortir, est ce qu'il faut proposer justement d'enfermer tout ça et de balkaniser tout ça?

Donc moi, la thèse que je défends, c'est celle-ci, c'est que la société nouvelle, vraiment révolutionnaire, c'est celle qui va dépasser la question de

la race, qui va aller au-delà de la question de la race. Qui va prendre l'individu, le citoyen, tel qu'il est, sans tenir compte ni de son origine ni de la couleur de sa peau ni de sa confession ou... Ou voilà, qui le prend tel qu'il est, qui prend sa francité, qui considère sa francité comme elle est.

**C'est d'une certaine façon à ce même titre (une société plurielle et apaisée) que le FCP souhaite dépasser le simple ancrage territorial de la banlieue.** Le parti souhaite ainsi s'inscrire dans une perspective plus large que celle des ZUS, et propose un programme politique global, qui concerne aussi bien les Dom-Tom ou encore les zones rurales. Pour ces dernières, un rapprochement a d'ailleurs déjà été effectué avec les mouvements paysans du Larzac. Néanmoins, le territoire banlieue reste un lieu-clef pour le parti, qui représente un intime révélateur de la société française et de ses maux.

**Tchetche Apéa** : Les questions travail, logement, identité, social, éducation, aménagement, fiscalité, voilà. Tout ça, ça se cristallise dans les quartiers. Les quartiers sont le miroir grossissant de la société française. Voilà, et s'il faut repenser la société compte tenu des inégalités qui la traverse, et ben nous on propose de la repenser à partir de son endroit le plus éclaté. Et l'endroit le plus éclaté de la société française ce sont les quartiers populaires.

L'enjeu est désormais de présenter quelques listes pour les municipales de 2014.

### 3 ) *Le mouvement Affirmation : La revendication républicaine :*

Fatima Hani, une élue du mouvement Affirmation (conseillère municipale à Clichy sous Bois) a été rencontrée lors d'un entretien. Deux bénévoles du collectif ACLEFEU, Zulika et Sonia, ont également participé à un second entretien. Nous rappelons que le mouvement Affirmation représente le pendant politique de l'association ACLEFEU. Cependant, en tant qu'élue Affirmation, c'est spécifiquement la parole de Fatima Hani qui sera citée ici.

- **Historique :**

Le Collectif ACLEFEU est né pendant les émeutes de 2005 à Clichy sous Bois, émeutes ayant éclaté à la suite du décès de Zyed Benna et de Bouna Traoré, ainsi que de l'hospitalisation grave de Muhettin Altun. 2 ans après sa création, au-delà des engagements associatifs et militants, le jeune collectif prend la résolution de peser sur l'échiquier électoral. En 2007, Samir Mihi, alors porte-parole de ACLEFEU, se présente aux législatives de 2007, sur la 12<sup>ème</sup> circonscription de Seine Saint Denis. Il se désengage néanmoins du collectif de manière à préserver les actions associatives. En 2008, pour clarifier la position politique des actions associatives, le mouvement Affirmation est créé. Durant les municipales de 2008, des militants sont intégrés à la liste PS de Claude Dilain à Clichy sous Bois, d'autres intègrent des villes voisines comme Noisy le Sec. Une liste est également présentée pour les législatives de 2012. **L'objectif est bien d'intégrer le jeu électoral à chaque occasion qui se présente.**

- **Vision politique :**

L'exigence d'intégrer les instances républicaines, la foi dans ces institutions, le lexique utilisé, les positions idéologiques et les recommandations citoyennes, **tout dénote un positionnement fondamentalement républicain**. Pour le mouvement, il n'est pas tant question de mobilisations sociales ou de positionnements sur des enjeux économiques, que de la revendication de l'entière et totale appartenance citoyenne des habitants des quartiers, appelés à devenir des acteurs politiques performants. **Le réel bouleversement social dans les quartiers se conçoit au travers de l'action politique et électorale.**

**Hani :** La politique c'était un truc dans lequel il fallait s'engager à un moment ou à un autre. Il fallait pas être réfractaire à ça. Parce que c'est, on peut pas être que dans l'associatif, il faut aussi être dans l'exécutif. Parce que l'associatif tout seul ça ne rime à rien. On va faire des choses localement mais on sera toujours des serveurs de pain en attendant de pouvoir faire des projets à deux balles, pouvoir emmener des gens en vacances ou faire de l'aide aux devoirs. Nan ! Il faut qu'on arrive à bouger les mentalités de notre pays, déjà.

A travers les actions du collectif ACLEFEU, la rhétorique républicaine est marquée : « cahiers de doléances », « contrat social et citoyen », campagne d'inscription sur les listes électorales, « Ministère de la crise des banlieues »... La logique du mouvement porte une signification pleinement universaliste : considérer chaque habitant comme porteur d'un renouveau, d'une « Raison »<sup>31</sup>. Durant la conversation, le thème de la citoyenneté, cher au mouvement, rencontre bien souvent celui de la nationalité. Si les membres de la première génération de l'immigration n'ont souvent pas la nationalité, et ne sont donc pas reconnus comme citoyens, c'est actuellement à travers la seconde génération, française, que leurs voix doivent être entendues. Il n'y a alors aucune ambiguïté : **la citoyenneté de la seconde génération passe par une revendication affirmée du caractère français, ce qui renforce d'autant plus la dialectique républicaine du mouvement**. Hani dénonce par exemple le racisme ordinaire qui pousse certains jeunes de la seconde génération de l'immigration dans d'autres positions identitaires. Par ailleurs, la posture inverse, qui reconnaît un caractère « étranger » inhérent à certaines personnes issues de l'immigration, est fortement critiquée. Ce thème est abordé au travers d'une discussion portant sur les Indigènes de la République.

**Hani :** Mais tu [à une personne imaginaire] dis qu'il [un jeune issu de l'immigration] est pas français, alors qu'il est français. Alors il va grandir, il va dire « Ouah moi je suis marocain, moi je suis tunisien ». Alors que non pas du tout, [s'adressant au virtuel jeune issu de l'immigration] t'as jamais été dans ton pays, du pays de tes parents, tu connais pas, tu connais rien. Tu peux pas dire t'es africain ou t'es ceci. T'as rien, à part la couleur, t'as rien d'un arabe ou d'un africain, t'es français. Mais parce que t'es rejeté, tu rejettes. C'est normal, c'est un processus, demande à un psychologue, c'est un processus normal. Et donc, voilà, diviser, diviser, diviser, c'est pas bon. On est un seul pays.

C'est les Indigènes de la République, ces gens-là ils sont... Ces personnes-là, ce groupuscule, parce que moi c'est plus un groupuscule qu'autre chose, ils ne sont là que pour faire la polémique. Mais moi, excusez-moi, mais tu te

<sup>31</sup> Le terme de « Raison » est utilisé tel quel dans nombre de communiqués du collectif.

reconnais pas, tu te barres. C'est tout, tu vas ailleurs. Tu vas-là où tu vas te reconnaître.

Toutefois, les éléments qui composent l'identité d'un individu sont évidemment complexes. Pour le mouvement, l'histoire propre aux générations issues de l'immigration doit être prise en compte, pour être enfin pleinement intégrée à l'histoire de France. Le citoyen issu de l'immigration doit pouvoir accéder à sa propre histoire, au même titre que le citoyen issu d'une immigration plus lointaine ou que le citoyen dit « de souche » (si tenté que cela existe). Selon Hani, **la connaissance de cette histoire serait salutaire pour ancrer plus profondément les individus dans leur propre pays.**

Sur le plan plus politique, **le mouvement travaille à rendre au peuple l'usage de droits par nature inaliénables, mais pourtant trop peu utilisés, ou mis à distance.** Se pose alors naturellement la question du vote. Le vote renvoie à la reconnaissance officielle d'un individu par la société, mais aussi à l'acceptation de cet individu de son identité citoyenne. Pour Affirmation, le vote représente également un important pouvoir ou contre-pouvoir. Il permet d'intégrer certains habitants aux décisions politiques, et il joue également comme un rôle sanction fondamental auprès des représentants politiques. **Reconnu comme une « arme » par les deux autres interrogées du collectif, le vote semble ainsi le plus puissant moyen de pression sur les politiques représentants du peuple.** A ce titre l'abstention, qui constitue un refus du citoyen d'accéder à son propre droit, ou de se reconnaître comme un acteur du changement, est très sévèrement jugé.

**Hani :** Tu votes pas? Tu te plains pas. Tu votes, là t'as le droit de te plaindre. Tu votes pas, t'as pas à ouvrir ta bouche, y'a pas de raison. T'as fait un choix, t'as fait quelque chose? Non, donc t'a rien à demander. Par contre si tu votes, t'as donné ta confiance à quelqu'un qui t'a promis quelque chose, et là, si ce qu'il t'as promis, il ne le réalise pas, t'as le droit de lui demander des comptes.

Au-delà du vote, le rapport entre les représentants du peuple et le peuple obtient également une profonde attention. Pour le mouvement Affirmation, toute distance entre les politiques et leurs mandants est perçue comme inacceptable : ayant en charge la représentation républicaine, l'élu doit tout mettre en œuvre pour être physiquement et socialement accessible. Par extrapolation, l'élu doit également être transparent, en dehors de tout soupçon. **Proximité et honnêteté sont deux des credos du mouvement : à ce titre, le mouvement a à cœur de dénoncer tout fait politique qu'il juge scandaleux.** Durant l'entretien, Hani expose ainsi longuement une méfiance ancrée vis-à-vis de certains comportements politiques locaux. En outre, les militants du collectif travaillent également sur les connaissances des habitants vis-à-vis du système politique (fonctionnement des institutions, événements porteurs de sens comme les élections, etc). **Un fort accent est mis sur la pédagogie, de manière à apporter certains éléments d'information essentiels aux citoyens et habitants.**

Pour le mouvement, l'accession aux institutions républicaines constitue donc le principal enjeu, d'autant plus que ces institutions sont, dans l'état actuel des choses, dénaturées par une classe politique non représentative de la société. **C'est bien la classe politique qui est remis en cause, nullement le jeu électoral ou les institutions républicaines.** Le plan d'action est clair : il s'agit, par le jeu politique et électoral, de renouveler en profondeur la classe politique, que ce soit dans l'exécutif ou le législatif, à tous les niveaux, local et national. Le renouvellement permettra à la jeunesse, notamment des quartiers, d'accéder à des fonctions politiques. Cela permettra une représentativité

plus certaine de la nation, mais aussi l'émergence de nouvelles façons de faire politique, d'obtenir de nouvelles visions pour le pays. **L'accession au pouvoir de ce renouvellement politique ne passe pas forcément par le seul mouvement Affirmation. Au contraire, c'est bien la logique de réseaux qui est ici privilégiée.** Le mouvement Affirmation est ainsi en contact et en relations avec nombre de candidats indépendants, principalement en Ile de France.

#### 4 ) Le Parti des Indigènes de la République : Le « PIR est avenir »<sup>32</sup> ?

Pour aborder ce parti, Mehdi Meftah, membre fondateur du mouvement des Indigènes de la République, a été rencontré. Tout comme pour les deux précédents mouvements politiques, sa parole est privilégiée.

- **Historique :**

Dans le climat particulier de l'après 11 septembre, à la suite de nombre d'affaires touchant de près ou de loin la communauté musulmane (l'affaire du RER D en juillet 2004, les « affaires » du voile des années 2003-2004 principalement), quelques militants issus de l'immigration se retrouvent et décident de porter une nouvelle voix. Dénonçant une République coloniale, ils écrivent en janvier 2005 L'Appel : « Nous sommes les Indigènes de la République »<sup>33</sup>. Ce texte est signé et soutenu autant par des militants de terrain (cause palestinienne, dérives policières, voile à l'école), que par des sociologues de tendances alternatives comme Saïd Bouamama ou Sylvie Tissot, en passant par certains membres du PCF, LCR, les Verts... Les suites et les débats médiatiques qui s'ensuivent poussent certains militants à fonder la même année un mouvement, le Mouvement des Indigènes de la République. En 2009, le MIR se transforme en Parti des Indigènes de la République, et réfléchit à la possibilité de s'inscrire dans le jeu électoral.

- **Vision politique :**

Le Parti des Indigènes de la République se détache nettement des deux autres mouvements en ce qu'il se fonde sur une critique intégrale systémique du racisme. **Pour le mouvement politique, la République française, adossée à l'histoire de la colonisation, reste un continuum colonial, et s'inscrit encore à l'heure d'aujourd'hui dans un racisme systémique, institutionnel, sociétal**<sup>34</sup>. Cette « colonialité » n'est ni dû à d'éventuels erreurs de parcours ou dysfonctionnements : cette « colonialité » est inhérente à la nature même de la République française.

---

<sup>32</sup> Un des slogans du mouvement

<sup>33</sup> Se référer au livre Nous sommes les indigènes de la République pour l'Appel ainsi que pour la présentation de nombreux textes du mouvement et du parti politique. Bouteldja, Houria ; Khiari, Sadri, *Nous sommes les indigènes de la République*, Paris : Ed. Amsterdam, 2012, 440p.

<sup>34</sup> Le le PIR n'est pas tout à fait l'initiateur français d'une lecture racialisée de la société. Dès le début des années 2000, avant l'existence même du PIR, Tarek Kawtari, militant du MIB, dénonçait la « gestion coloniale » des quartiers populaires, ou faisait remarquer que la seconde génération de l'immigration était la première à être décolonisée (au contraire de la première génération de l'immigration, qui a vécu sous l'ère coloniale). Malgré cette convergence, la pensée du PIR est bien plus systémique que celle du MIB ou du FCP.

A ce titre, pour le PIR, le clivage social n'est pas la fracture la plus structurante de notre société. **C'est la question raciale, divisant les blancs et les non-blancs, qui est au fondement des actuelles inégalités**<sup>35</sup>. Cette distinction blanc/non blanc est complexe, faite de lignes générales et entrecoupées de cas particuliers. Est blanc l'homme ou la femme blanche, de culture d'Europe de l'Ouest. D'autres « nuances » s'intègrent ou se distancient de cette première catégorie blanche : exemples de l'immigration portugaise, ou de l'immigration polonaise, qui peuvent tour à tour être considérée comme intégrée à la catégorie blanche, ou à distance de celle-ci. Tout est question de la mesure de deux facteurs principaux : l'intégration objective (indicateurs socioéconomiques : revenus, statut social, etc) et l'intégration subjective (perceptions, représentations de la société par rapport à l'individu)<sup>36</sup>.

De l'autre côté, se placent les non-blancs (ou indigènes), principalement arabes, noirs, asiatiques. Dans la dialectique actuelle du PIR, il semble qu'un arabe ou un noir ne peut être que du côté des non-blancs. Car même si un arabe est objectivement intégré en termes socioéconomiques, il ne le sera jamais subjectivement : la société associe à son origine des représentations négatives. A l'inverse, un blanc (caucasien), même si peu intégré en termes socioéconomiques, ne pourra jamais être « totalement » non-blanc. Quand on donne l'exemple des populations blanches habitantes des quartiers populaires, aux conditions économiques défavorables, le PIR considère qu'il s'agit de populations à la limite indigénéisées, qui se rapprochent donc des populations indigènes (les non-blancs), mais que, de par leur couleur de peau, leur culture, ces personnes caucasiennes ne subiront jamais le racisme, et ne peuvent donc être considérées comme des non-blancs.

Si pour le PIR le clivage qui structure la société est le clivage racial, on pourrait en déduire que le mouvement nie l'importance du clivage social : quelle est l'attention portée aux revenus, aux conditions matérielles et objectives des individus ou des groupes sociaux ? **Cette question de l'articulation social/racial est l'une des objections les plus récurrentes faites au mouvement. A cela le PIR répond que c'est pourtant la question raciale qui fonde la question sociale.**

**Meftah** : Les racisés [= *les non-blancs, les indigènes*] se trouvent en bas de l'échelle sociale aussi, tu vois? Ils sont relégués spatialement, économiquement, et... au niveau de leurs références historiques et leurs références spirituelles et culturelles, tu vois.

Pour le PIR, **devoir articuler à tout prix la question sociale avec la question raciale constitue au fond une injonction nocive, émise principalement par la gauche** (en considérant que la droite se désintéresse de ces questions), **et qui cherche, finalement, à minorer la question raciale**. Ainsi, les politiques des partis institutionnels, ceux de gauche compris, refusent la prise de conscience globale de la société, étant donné qu'ils seraient alors marqués comme acteurs d'un système par nature dominateur. Les membres du PIR se mettent donc à distance de tout parti politique, et souhaitent porter leurs propres voix, par leurs propres moyens.

<sup>35</sup> Bien sûr, cela n'est pas sans rappeler les dialectiques white/non-white propres aux mouvements noir-américains des années 60. La filiation auprès de Malcolm X, ou de James Baldwin est d'ailleurs revendiquée par le PIR.

<sup>36</sup> Les catégories intégration objective et subjectives nous sont propres. Un rapprochement lexical intéressant peut être fait avec les distinctions de Schnapper de Gordon ou Merton.

**Meftah** : Donc moi je te dis, la question de l'articulation [*social/racial*] telle qu'elle est posée, si tu vas à la fin, c'est une question aussi de la résistance blanche au fait que nous voulons prendre en charge nous même nos propres questions.

**Marine** : Tu penses que c'est aussi conscient que ça? 'Fin je sais pas, parce que je parle aussi en tant que blanche et je sais pas quoi, mais est ce que tu penses que vraiment la gauche blanche veut empêcher ces débats? Peut être qu'elle est pas consciente de certaines choses, mais consciemment elle développe pas...

**Meftah** : Nan mais de toute façon qu'elle soit consciente ou pas consciente... Parce que de toute façon son intérêt, son intérêt par exemple, je te donne un exemple, son intérêt c'est qu'on reste un réservoir de vote. Pour elle, son intérêt c'est de pas émerger comme une, un mouvement de l'immigration qui soit puissant, dans ces quartiers là. Comment on peut comprendre SOS Racisme? Tu vois ce que je veux dire?

*[Si le mouvement se monte en parti, c'est]* pour montrer que nous on se reconnait absolument pas dans le système politique tel qu'il est. Nous on est exclus. Et cette exclusion elle ne va pas être réglée en faisant de l'intégrationnisme dans le système politique. C'est à dire voilà, c'est à dire, on a fait le bilan, que ce soit à droite, à gauche, à l'extrême gauche, même la gauche radicale, même si les partis se disent anti système et tout, on reste exclus. Sous des formes ou une autre. C'est à dire, par exemple, ils vont avoir un problème sur la question du foulard, ils vont vouloir malgré tout garder leur unité, ils vont vouloir du coup exclure cette revendication pour garder leur unité, c'est ce qui s'est pas exemple produit au dernier congrès du NPA.

Concrètement, le renouveau passe par un préliminaire travail de conscientisation de la société, mais ne s'arrête pas là. La question politique, électorale, se pose dans des termes de plus en plus accrus. Le PIR souhaite former sa propre force politique autonome, de manière à réellement peser sur la société et sur la classe politique.

**Meftah** : Tu veux dire il faut faire un travail de conscientisation des blancs sur leur propres privilèges. Mais on le fait d'ailleurs. Avec tous les articles qu'on fait, on le fait. Mais nous on croit pas au fait que par la conscientisation, seule, que les choses vont changer. C'est un travail idéologique, on fait un travail idéologique, mais on pense que le travail idéologique... Ca c'est une illusion de beaucoup d'associations d'immigration. Comme je te dis nous a fait des bilans, parce qu'on est issu de ces associations d'immigration elles mêmes. [...] Si tu regardes dans toutes les élections présidentielles, malgré tout, que ce soit énormément de promesses, elles sont malgré tout trahies. Mais elles sont pas trahies parce que le type il veut trahir. Mais parce que le type il a d'autres priorités, il est pris dans le piège y'a d'autres priorités etc et tout, y'a des hommes devant lui, il voit des femmes devant lui, généralement c'est des blancs, il voit que les autres y'a pas de parti politique très très fort derrière lui, donc il va passer à autre chose. [...] On pense que c'est illusoire de penser que c'est grâce à la conscientisation des gens qui sont privilégiés, que les choses vont changer. Il faut les forcer, il faut forcer des portes, il faut les obliger. A travers une négociation, à travers un rapport de force.

En fonction des possibilités et des réseaux locaux, le PIR considère possible la constitution ou le soutien de listes électorales pour les municipales de 2014.

*Cette longue et dernière partie a ancrée notre analyse dans une perspective plus actuelle. Elle dresse en filigrane la potentielle évolution du paysage politique en ZUS. Confirmant l'un des fils rouges de l'étude, à savoir la plus grande versatilité politique de la nouvelle génération, cette partie démontre que les acquis électoraux sont loin d'être pérennes dans l'avenir. A cela des raisons structurelles (instabilités idéologiques, nouvelles offres électorales issues du renouveau militant, défiance généralisée), mais aussi des raisons plus conjoncturelles (rejet de l'actuel gouvernement).*

## Conclusion

L'étude a voulu présenter les continuités et les discontinuités politiques en ZUS. En se basant sur un panel relativement divers, elle a souhaité mettre à jour les situations perceptibles dans les données électorales, tout en tissant constamment un fil avec les réalités de terrain. Au final, l'étude développe de nombreux constats.

Certaines données, comme celle de la forte abstention en ZUS, semblent plus confirmées que réellement révélées : la dynamique abstentionniste dans les quartiers populaires est largement reconnue. Cependant, les dernières évolutions en date, notamment concernant les présidentielles de 2012, offrent un regard plus aigu sur cette réalité. D'autres continuités ont également été présentées, notamment en ce qui concerne l'ancrage idéologique, fortement à gauche dans les quartiers populaires étudiés. Ces faits, qui restent éminemment véridiques à l'heure actuelle, semblent connaître un réel infléchissement. L'étude a alors souhaité travailler ces évolutions, les observer, en deviner les futurs contours. Les diverses mutations qui s'imposent aux ZUS sont de nature à transformer durablement le paysage politique. Autant les données politiques nationales (défiance généralisée, débats médiatisés comme le Mariage pour tous, montée de l'extrême-droite et de la reconnaissance du Front National) que les données politiques locales (nouvelle génération moins ancrée idéologiquement parlant, renouveau militant et nouvelle offre électorale) constituent de puissants facteurs à prendre en compte dans l'avenir politique et électoral des Zones Urbaines Sensibles.

## Bibliographie :

### Ouvrages :

Abdallah, Mogniss, *Rengainez, on arrive ! Chroniques des luttes contre les crimes racistes ou sécuritaires, contre la hagra policière et judiciaire des années 1970 à aujourd'hui*, Padoue : Libertalia, 2012, 163p.

Beaud, Stéphane, Pialoux, Michel, *Violences urbaines, violence sociale : genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris : Fayard, 2003, 425p.

Boubeker, Ahmed, Hajjat, Abdellali, *Histoire politique des immigrations (post)coloniales : France, 1920 - 2008*, Paris : Ed. Amsterdam, 2008, 317p.

Bourdieu, Pierre ; Passeron, Jean-Claude, *La reproduction : éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris : Les Ed. De Minuit, 1973, 279p., Le sens commun.

Bouteldja, Houria ; Khiari, Sadri, *Nous sommes les indigènes de la République*, Paris : Ed. Amsterdam, 2012, 440p.

Braconnier, Céline, *Non inscrits, mal-inscrits et abstentionnistes*, Paris : la Documentation française, 2007, 79 p.

Braconnier, Céline ; Dormagen, Jean-Yves, *La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris : Gallimard, 2007, 460 p., Folio Actuel.

Frank, Thomas ; trad : Cotton, Frédéric, *Pourquoi les pauvres votent à droite : comment les conservateurs ont gagné le cœur des Etats-Unis (et celui des autres pays riches)*, Marseille : Agone, 2007, 362p., Contre-feux.

Gaxie, Daniel, *Le cens caché : inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris : Editions du seuil, 1978, 264p., Sociologie politique.

Jazouli, Adil, *L'action collective des jeunes maghrébins de France*, Paris : CIEMI, 1986, 217p., Migrations et changements.

Maslet, Olivier, *La gauche et les cités : enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris : La Dispute, 2003, 316p., Pratiques politiques.

Wihtol de Wenden, Catherine ; Leveau, Rémy, *La bourgeoisie*, Paris : CNRS, 2007, 240 p.

### Articles scientifiques :

Bacqué, Marie-Hélène, Sintomer, Yves, « Affiliations et désaffiliations en banlieue. Réflexions à partir des exemples de Saint-Denis et d'Aubervilliers », *Revue française de sociologie*, 2001, 42-2, pp. 217-249, <[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc\\_0035-2969\\_2001\\_num\\_42\\_2\\_5353](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc_0035-2969_2001_num_42_2_5353)>

Lapeyronnie, Didier, « Assimilation, mobilisation et action collective chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine », *Revue française de sociologie*, 1987, 28-2, p 287-318.

Pitti, Laure, « Experts « bruts » et médecins critiques. Ou comment la mise en débats des savoirs médicaux a modifié la définition du saturnisme en France durant les années 1970 », *Politix*, 2010, vol.23, n°91, p. 103-132.

Robine, Jérémy, « Les « Indigènes de la République » : nation et question postcoloniale. Territoires des enfants de l'immigration et rivalité de pouvoir », *Hérodote*, 2006/1 n°120, p118-148.

Safi, Mirna, « Le processus d'intégration des immigrés en France. Inégalités et segmentation », *Revue française de sociologie*, 47,1, 2006, pp.3-48.

Schnapper, Dominique, « L'échec du « modèle républicain » ? Réflexion d'une sociologue », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2006/4, p. 759-776, <<http://www.cairn.info/revue-Annales-2006-4-page-759.htm>>

Subra, Philippe, « De la banlieue rouge à la banlieue rose. 2012, année paradoxale pour le PCF », *Métropolitiques.eu*, 2012, <<http://www.metropolitiques.eu/De-la-banlieue-rouge-a-la-banlieue.html>>

### **Littérature grise :**

Fauvelle-Aymar, Christine ; François, Abel ; Vornetti, Patricia, *Les comportements électoraux dans les ZUS aux présidentielles de 2002, Les électeurs des ZUS, des électeurs comme les autres*, Laboratoire d'Economie Publique, Université Paris 1 – Sorbonne & ENST, 2005, 38p.

### **Articles journalistiques :**

Damon, Julien, *Les banlieues vues de droite* [en ligne]. Slate : Tribune. [page consultée le 2 juin 2013]. <<http://www.slate.fr/tribune/62719/banlieues-droite>>